

PLINIO CORRÊA DE OLIVEIRA



AUTOGESTION SOCIALISTE :

les têtes tombent

à l'entreprise,

à la maison,

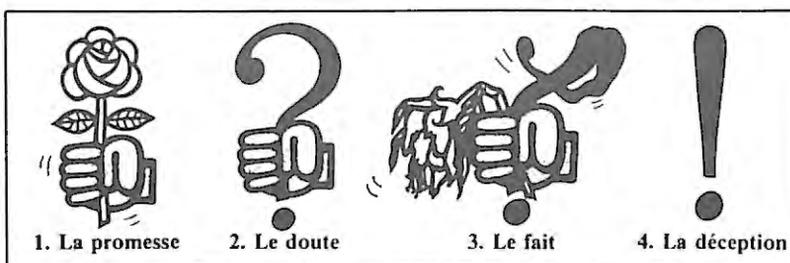
à l'école

Une
dénoncia-
tion qui a fait
le tour du monde



Vue aérienne de la baie de Guanabara, à Rio de Janeiro (Brésil).
Au premier plan, le relief du Corcovado, avec la statue du Christ Rédempteur.
Plus loin, à droite, le Pain de Sucre.





Cette description symbolique du processus de déclin de la France sous le régime socialiste a été utilisée en premier lieu par les TFP (Communiqué *En France, le poing étrangle la rose*, publié à partir de février 1982 dans les grands organes de presse de tout l'Occident, sauf en France). Par la suite, elle est apparue également, du moins en partie, dans des publications d'autres provenances.

“La naïveté ce serait de laisser en place des gens qui sont déterminés à saboter la politique voulue par les Français : recteurs, préfets, dirigeants d'entreprises nationales, hauts fonctionnaires... Il ne faut pas dire ‘des têtes vont tomber’, comme Robespierre à la Convention, mais dire lesquelles et le dire rapidement”.

PAUL QUILÈS, député, secrétaire national du PS, lors du Congrès de Valence en octobre 1981
 (“Le Point”, 2 novembre 1981)

“Dans nos sociétés occidentales, la démocratie est à peu près tolérée partout. Sauf dans l'entreprise. Le patron, qu'il soit un industriel indépendant ou un haut fonctionnaire de l'Etat, garde en main l'essentiel des pouvoirs. Au détriment de tous. L'entreprise est une monarchie à structure pyramidale. A chaque niveau, le représentant de la hiérarchie est tout-puissant : ses décisions sont sans appel. Le travailleur de base devient un homme sans pouvoir, qui n'a pas le droit à la parole ni à l'initiative”.

PIERRE MAUROY
 (*Héritiers de l'Avenir*, Stock, Paris, 1977, p. 276)

PLINIO CORRÊA DE OLIVEIRA

Autogestion socialiste :

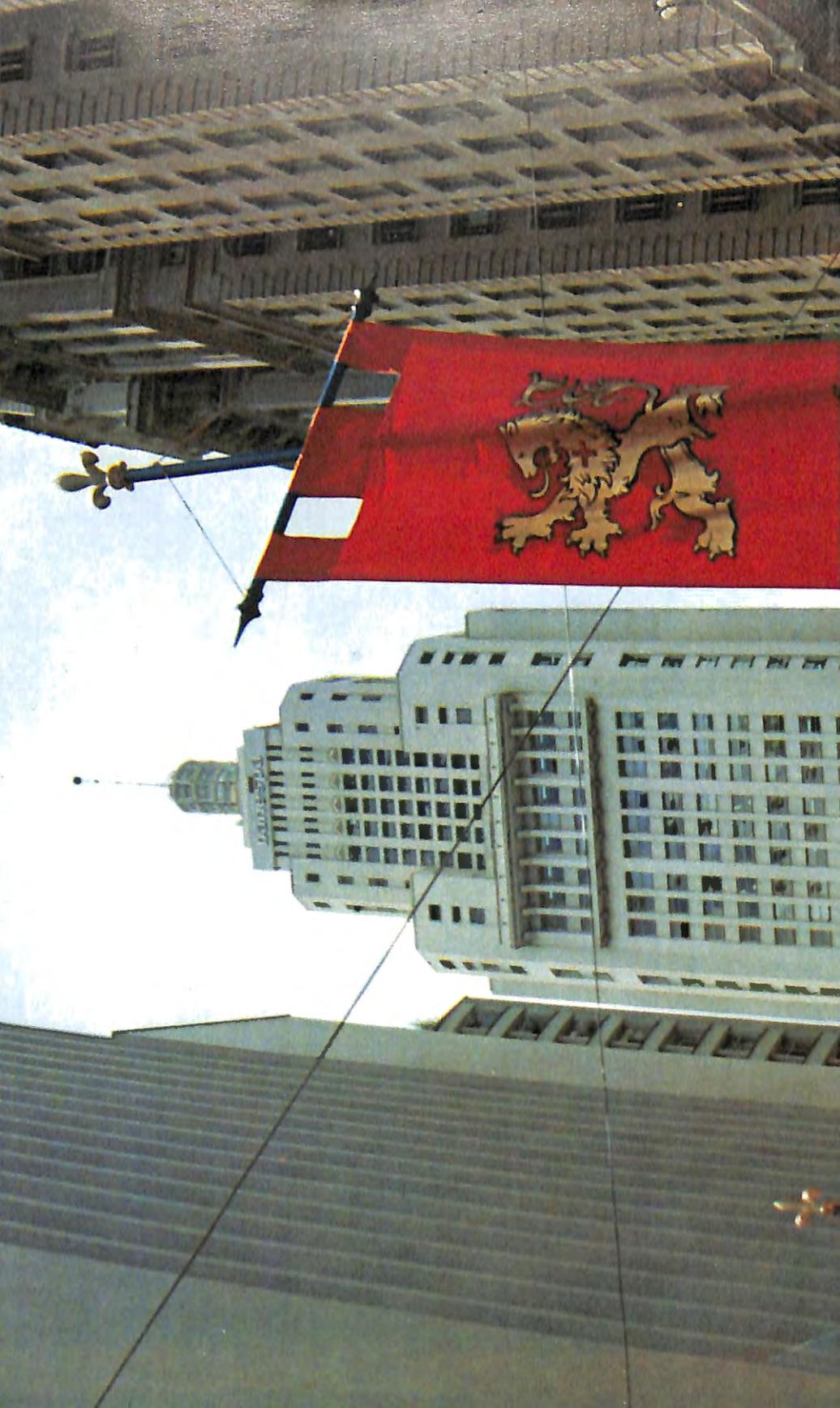
LES TETES TOMBENT

**à l'entreprise,
à la maison, à l'école**





Une dénonciation
qui a fait
Le tour du monde





Dans la ville de São Paulo (Brésil) on a été fondée la première ITP *evl* ou siège actuellement son Conseil National. L'Association est ici à pied d'œuvre au cœur du centre-ville, dans les rues les plus fréquentées



Washington

Lisbonne



Madrid





PLINIO CORRÊA DE OLIVEIRA

Autogestion socialiste :

LES TÊTES TOMBENT

**à l'entreprise,
à la maison, à l'école**

TRADITION FAMILLE PROPRIETE

Edité par l'Association Française pour
la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété
6, Av. Chauvard — 92600 ASNIERES

Dépôt légal: 3^{ème} trimestre 1983

© Tradition Famille Propriété, 1983

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays.

*La TFP française exprime ici sa gratitude envers
ceux qui, avec idéalisme et détachement, ont collaboré à la
realisation artistique et graphique de cette édition.*

PHOTOS : sauf indication contraire, les photos de la présente édition
ont pour la plupart été fournies par le Service de Presse de la TFP brésilienne,
ainsi que par les TFP et associations similaires
d'Afrique du Sud, Argentine, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Equateur,
Espagne, Etats-Unis, France, Pérou, Portugal, Uruguay et Venezuela;
par les Bureaux de représentation des TFP
à Washington et à Francfort; et par l'Agence Bonne Presse (ABIM),
de São Paulo, au Brésil. Les droits afférents à
ces photos sont crédités aux associations et entités susmentionnées.



A la Cova da Iria, en 1917, la Très Sainte Vierge a averti le monde
au sujet de la menace communiste. Pour rendre hommage à la Mère
de Dieu, des coopérateurs de la TFP ont accompagné en habit de gala
la pérégrination d'une statue de Notre Dame de Fatima à travers
l'Amérique Latine, en contact avec le public jusque dans les localités
les plus modestes et les plus dépourvues.

Des photographies de coopérateurs de l'association portant cet habit
ornent, en silhouette, diverses pages de ce livre.



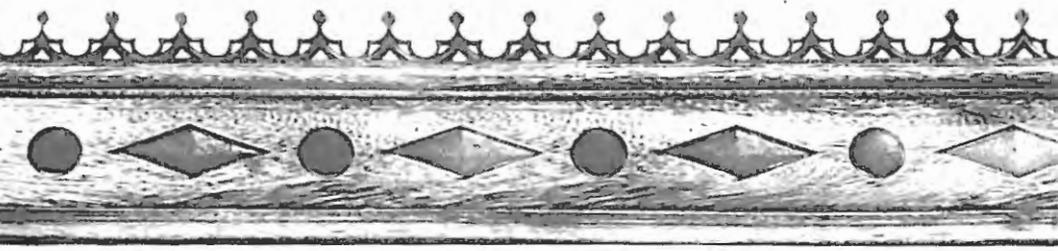
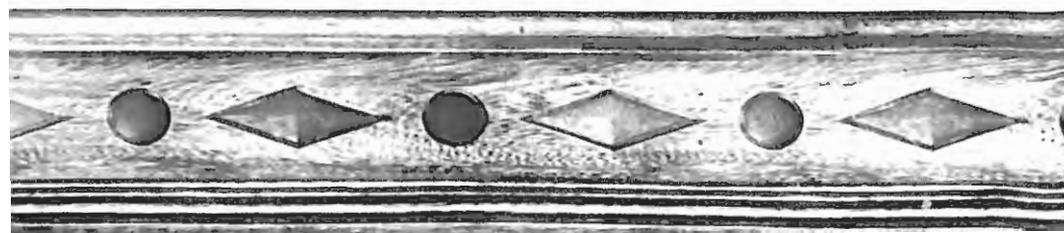
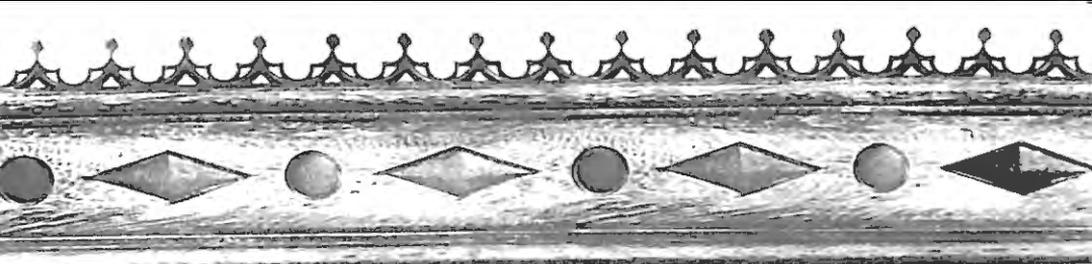


TABLE DES

<i>D'un continent neuf, appel aux idéaux éternels</i>	13
<i>Plinio Corrêa de Oliveira, un homme dont la pensée et l'action se projettent sur tout le monde contemporain</i>	18
<i>L'histoire d'un document épique</i>	36
• <i>Campagne mondiale des 15 TFP</i>	47
MESSAGE : Le socialisme autogestionnaire par rapport au communisme : obstacle ou tête-de-pont ?	60
Objectifs socialistes pour la France	61
Introduction	64
Chapitre I — Le centre et la droite devant le socialisme français : l'illusion optimiste, la portée de la défaite et le carrefour	66
1. L'illusion	66
2. Coup d'œil sur le vrai PS	67
3. Portée réelle de la montée du socialisme en France — Abstention, le grand facteur de la défaite du centre et de la droite	68
• <i>Tableau I — Comment 500 mille voix ont décidé des élections présidentielles françaises</i>	71
• <i>Tableau II — Les abstentions et la dispersion du Centre et de la Droite ont favorisé la Gauche au cours des dernières élections législatives françaises</i>	72
• <i>Tableau III — Stagnation de l'électorat de Gauche aux élections législatives de 1978 à 1981</i>	74
4. Que faire devant la victoire du PS ? — Le carrefour	75
5. Choix de stratégie : aspects du socialisme français	76
Chapitre II — Doctrine et stratégie du projet de socialisme pour la France	77
1. «Liberté, égalité, fraternité» dans le «Projet socialiste» ...	77
2. Le PS, le centre et la droite	86

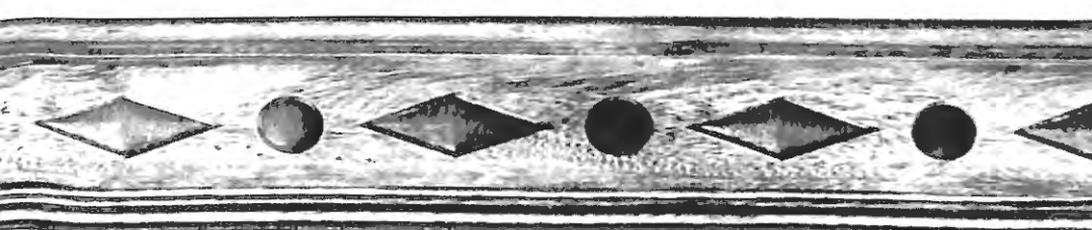


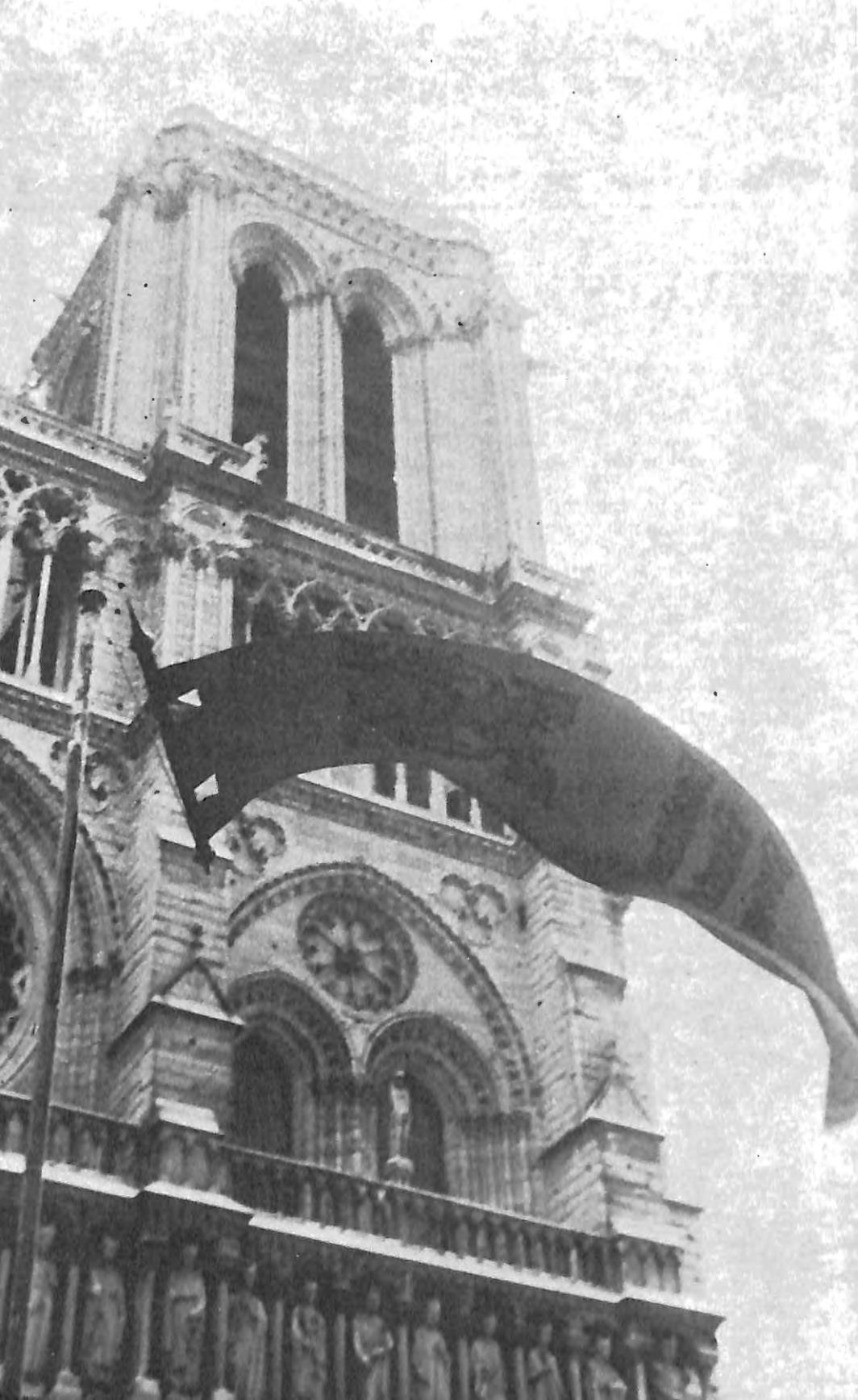


MATIÈRES

3. PS et communisme — Stratégie graduelle	87
4. Autogestion dans l'entreprise : mini-révolution socio-économique	89
• <i>Tableau IV — Modèle d'entreprise autogestionnaire proposé par les socialistes</i>	91
5. L'autogestion doit s'appliquer à toute la société et à l'homme tout entier	95
6. Pourquoi la réforme de l'entreprise exige-t-elle la réforme de l'homme ?	95
7. La société autogestionnaire et la famille	97
8. Les loisirs	100
9. La maîtrise du cadre de vie	101
10. L'éducation	103
11. Le droit de propriété dans le régime autogestionnaire	107
12. La propriété rurale dans le « Projet socialiste »	115
Chapitre III — Le noyau doctrinal du « Projet socialiste » : laïcité — « liberté, égalité, fraternité »	118
1. Les droits de l'homme dans la société autogestionnaire : s'informer, dialoguer et voter	118
2. La Religion et les religions dans le « Projet »	123
3. L'Episcopat français face au PS	127
Chapitre IV — Intervention dans les affaires internes de la France ?	132
Le glorieux avenir de la France selon Saint Pie X	136
COMMUNIQUÉ : En France, le poing étrangle la rose	138
<i>Le grand fruit de la pensée de Plinio Corrêa de Oliveira : les Associations pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété</i>	150
<i>Ouvrages recommandés par la TFP</i>	205

■ La rédaction du présent volume, à l'exception du *Message* et du *Communiqué* dont l'auteur est le professeur Plinio Corrêa de Oliveira, est de responsabilité de l'Editeur.





D'un continent neuf, appel aux idéaux éternels

LES IDEAUX ETERNELS dont il est question dans cet ouvrage sont ceux de la culture et de la civilisation chrétiennes. La tradition, la famille et la propriété individuelle, telles que le passé de l'Occident les a modelées sous l'inspiration de l'Eglise, sont les éléments essentiels de la civilisation chrétienne. Elles entretiennent avec la culture chrétienne une interaction multiséculaire, qui a donné à chacune d'entre elles une forme et une identité bien déterminées.

Dans les pays au grand passé, comme ceux d'Europe, il est fréquent de tenir pour probable et même pour certain que cette interaction a beaucoup moins d'influence sur les pensées et les voies des nations nouvelles, comme celles d'Amérique.

Cette supposition se teinte bien souvent de mélancolie chez les Européens particulièrement attachés à ces trois grandes valeurs. Car ils assistent à l'ascension de l'Amérique, en cette fin de siècle, et se demandent avec anxiété ce qu'il adviendra de la Tradition, de la Famille et de la Propriété dans le XXI^e siècle approchant. Siècle qui marquera certainement l'apogée tout spécialement des nations latino-américaines.

Ce sera donc pour eux une raison d'espérance que de voir, d'un pays neuf comme le Brésil, et précisément dans cette ville enfiévrée de progrès qu'est São Paulo — la New York brésilienne —, se lever l'étendard du triple idéal de la tradition chrétienne, de la famille chrétienne et de la propriété privée selon l'esprit chrétien, donnant l'alerte contre la pénétration socialiste et communiste dans tout l'Occident. Pénétration qui se caractérise spécialement de nos jours par l'érosion progressive de ces trois valeurs.

Plus encore. De São Paulo, l'appel en faveur de la Tradition, de la Famille et de la Propriété s'est étendu premièrement à tout le territoire-continent de cet immense pays qu'est le Brésil. De là, il a gagné les nations-sœurs de l'Amérique du Sud, puis les Etats-Unis et le Canada, et a pénétré en Europe. Il y a des TFP en France, en Espagne et au Portugal, avec des bureaux de représentation à Rome, à Francfort et à Londres.

Au lieu de s'affaiblir en traversant l'Océan, comme une musique dont les accords vont mourir dans le lointain, les idéaux chrétiens que les nations des grandes découvertes et des grands peuplements ont portés d'Europe en Amérique aux XVI^e et XVII^e siècles, reviennent maintenant à leur glorieux point de départ, animés d'une vigueur égale ou même redoublée.

L'histoire de ce retour aux patries d'origine est relatée ici succinctement, mais avec une dense information. Cette histoire se présente chargée de réflexion et vibrante de rayonnement doctrinal, d'abnégation et d'audace.

Au bout de cet ouvrage, le lecteur aura pu connaître ainsi le passé et les espérances d'une famille d'associations sœurs et autonomes qui constituent dans leur ensemble l'une des plus grandes, et peut-être même la plus grande organisation anti-communiste d'inspiration chrétienne dans le monde.

* * *

Il est bon de dire un mot ici sur l'efficacité anticommuniste de la plus récente opération lancée par ces associations, et dont traite le présent volume.

C'est incontestable, chaque fois que le communisme s'est présenté sous son vrai jour à l'opinion publique de l'Occident, il a suscité une minorité d'adeptes enthousiastes et disciplinés mais a été rejeté par la majorité de l'opinion. Ce phénomène, en se répétant au fil des années, l'a réduit à l'état d'une tumeur bien localisée, circonscrite à la zone de l'organisme où elle s'est déclarée. Toute stratégie publicitaire imaginée par le communisme pour sortir de cette impasse devait donc obligatoirement comporter le recours à quelque subterfuge.

De 1945 à maintenant, il a essayé successivement divers types de camouflage. Chacun d'eux, pendant sa période de lancement, parvient à illusionner un nombre non négligeable d'imbéciles utiles. Mais, par la force des circonstances, le communisme peu à peu se démasque et par le fait même tend à perdre en Occident de son pouvoir d'attraction. S'il tient à poursuivre sa progres-

sion voilée, il est alors obligé d'échanger prestement son vieux masque contre un autre qui n'éveille pas encore les soupçons.

Ce système sournois apparaît clairement dans les formules successives dont il affuble son action : « politique de la main tendue », « chute des barrières idéologiques », détente, Ostpolitik, « eurocommunisme » indépendant de Moscou, « convergence », autant d'appellations qui se sont succédées au cours des années, attestant bien le rapide déclin de chaque camouflage et la dextérité dont il fait preuve pour en changer.

Puisque toutes ces formules ont obtenu de pauvres résultats et qu'elles ont dans leur ensemble grossièrement échoué, quel est le dernier déguisement qui allait convenir au communisme ?

* * *

C'est le *socialisme autogestionnaire*. Tel qu'il est présenté par le Parti Socialiste français, il cherche à gagner le public par des airs de « bonhomie ». Il se montre « libéral » et « conciliant », en se présentant comme un *point de convergence* approprié — et même comme le seul possible — entre communisme et socialisme d'un côté, et capitalisme de l'autre.

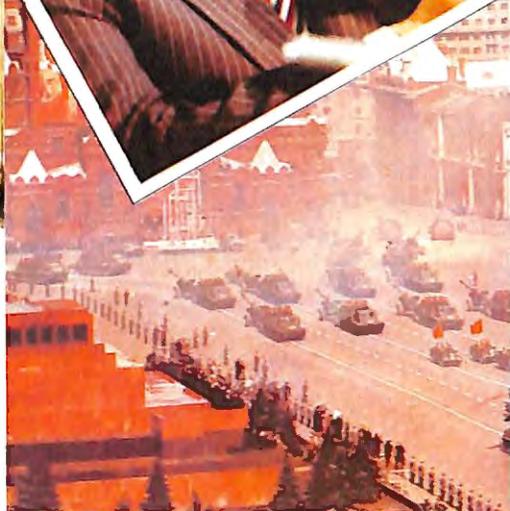
Le socialisme autogestionnaire préconise un nouveau type de société dont l'implantation éliminerait les rivalités Est-Ouest, assurerait au monde la paix tant désirée et écarterait des hommes le cauchemar de la catastrophe atomique.

C'est ainsi que Mitterrand, candidat socialiste vainqueur aux élections présidentielles de 1981, a inclu dans les points fondamentaux du programme électoral de son parti toute une active politique de propagation internationale du socialisme autogestionnaire. Pour cette raison, les imbéciles utiles, les cryptocommunistes, les socialistes et communistes déclarés du monde entier ont fêté les victoires électorales du PS français en 1981 comme l'avènement d'une nouvelle ère mondiale, si ardemment espérée. D'expressives personnalités de la bourgeoisie, notamment de la haute bourgeoisie industrielle et financière, ont elles aussi salué cette victoire. Le camouflage le plus récent du communisme paraissait ainsi avoir obtenu un succès spectaculaire et commençait à gagner des adeptes dans tout l'Occident.

* * *

Contre cette vaste et artificieuse manœuvre d'expansion impérialiste à contenu idéologique entreprise par le communisme international, les Associations pour la Défense de la Tradition,

de la Famille et de la Propriété de treize pays — Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, Etats-Unis, France, Portugal, Uruguay et Venezuela — avec le concours des Bureaux qu'elles ont à Rome, Washington et Johannesburg, ont divulgué dans près de soixante-dix des plus importants journaux d'Occident un saisissant Message du penseur catholique et homme d'action brésilien de renommée internationale,



Plinio Corrêa de Oliveira, intitulé « *Le socialisme autogestionnaire par rapport au communisme : obstacle ou tête-de-pont ?* ». Ainsi se trouvait démasqué aux yeux du monde le nouveau camouflage du communisme.

Ce document déjà historique a provoqué en peu de temps les plus vives répercussions, non seulement dans ces pays mais dans les contrées les plus reculées comme le Bangladesh, l' Ile Maurice, la Nouvelle-Zélande, le Bophuthatswana, la Malaisie, la Turquie, la Nouvelle-Calédonie, le Transkei, etc., tirant de leur vigilante réserve des millions de personnes à propos des dangers que couvre cette présentation camouflée du socialisme « bon-homme ».

* * *

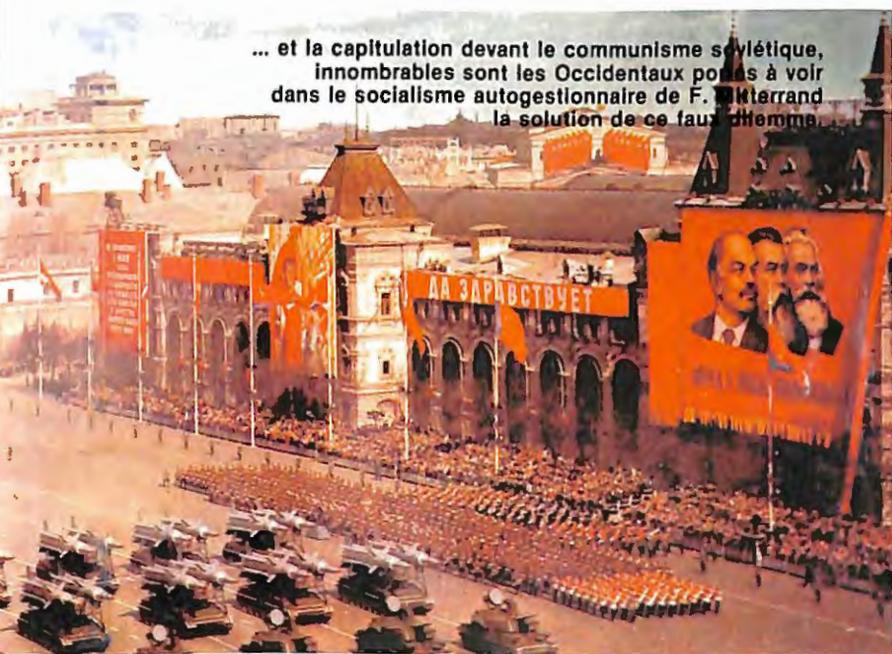
Il semble qu'aucun artifice de la propagande communiste ou communo-socialiste ait jamais rencontré de contre-offensive de pareille amplitude.

Il est clair que la société autogestionnaire et son expansion, ainsi que la réaction développée contre elles par les treize TFP, intéresseront le lecteur.

Mais sa curiosité se portera sûrement aussi vers les résultats obtenus par cette opération de démasquage sur le plan international et particulièrement en France, où le Message du Pr Plinio Corrêa de Oliveira rencontre un silence confus en matière de doctrine, accompagné d'oppression et même de persécution.

C'est ce qui l'attend dans les pages qui suivent !

... et la capitulation devant le communisme soviétique,
innombrables sont les Occidentaux portés à voir
dans le socialisme autogestionnaire de F. Mitterrand
la solution de ce faux dilemme.





Tout je
Je couis
les mirm
Et leur ai
Je Tourna
Et, de ce p
Je fis mo

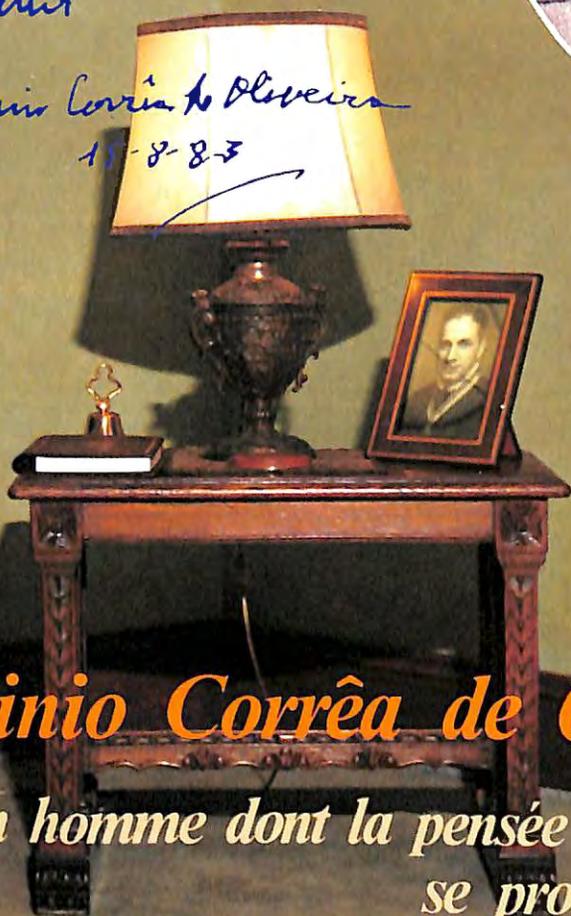


encore,
d'innombrables
la Chrétienneté
et mon cœur
dos à mon futur
riche en bénédictions,
Avenir

Plinio Corrêa de Oliveira
11-8-83



"Tout jeune encore..."
vers 1918



Plinio Corrêa de Oliveira

un homme dont la pensée et l'action
se projettent sur
tout le monde contemporain



*Fidélité aux des-
seins de la Pro-
vidence*

L'

HISTOIRE, et plus encore Dieu Lui-même, jugent les hommes non seulement sur ce qu'ils font, mais aussi et surtout sur ce qu'ils pensent, ce qu'ils veulent et ce qu'ils sont tout au long de leur vie. Vainqueurs ou essayant des revers, passant à l'offensive ou battant en retraite, certains savent en toute circonstance porter haut l'étendard de leurs convictions, en les proclamant toujours gaillardement, en les servant avec une cohérence et une abnégation inébranlables, alors que d'autres, suivant la pente opposée, désertent vilement par les obscurs sentiers du compromis, de l'ambition, de la trahison ou de l'apostasie.

Si un grand homme mène à bon terme une magnifique épopée, c'est avant tout parce qu'il s'est attaché à penser et agir avec droiture. Et cela non seulement en certains épisodes de la vie, mais au long de toute son existence.

C'est ainsi qu'il parvient à l'état auquel la Providence l'a destiné dès ses premiers jours, en réaffirmant à tout moment l'adhésion à ses idéaux du premier instant, et en cherchant à faire de tous des participants à la joie et aux mérites de cette fidélité !

* * *



Notre Dame du Bon Succès — statue miraculeuse, sculptée à l'aube du XVII^e siècle, qui est vénérée à l'église du couvent conceptionniste de Quito (Equateur). Les chroniques de ce couvent rapportent que, apparaissant à plusieurs reprises entre 1598 et 1635 à l'une des Fondatrices, la Mère Mariana de Jesus Torres, la Très Sainte Vierge, sous le vocable de Bon Succès, a annoncé pour notre siècle d'énormes convulsions qui allaient secouer toute l'Amérique latine. Mais, à la fin, Elle triompherait : impressionnante concordance avec les Apparitions de Notre Dame à Fatima, en 1917. Cette statue est l'objet d'une particulière vénération de la part des membres et coopérateurs des TFP.



Le Message sur le socialisme autogestionnaire que le lecteur trouvera dans ce volume — dont la solide doctrine, bien documentée et structurée, est restée jusqu'à présent sans réfutation — est le plus récent fleuron d'un combat de plus d'un demi-siècle mené par le Pr Plinio Corrêa de Oliveira.

*Tournant le dos
au futur que le
monde lui promet
tait il a fait de
l'idéal pérenne de
la Chrétienté son
Avenir*

Selon la phrase de sa main ¹, tout jeune encore, il considéra émerveillé les ruines de la Chré-

(1) Cf. *Meio século de epopéia anticomunista* (Editora Vera Cruz, São Paulo, 1980, 472 pp.).

tienté et leur donna son cœur ; il tourna le dos à son futur et fit de ce passé chargé de bénédictions son Avenir.

C'est la trajectoire de toute une vie de fidélité aux principes pérennes et victorieux de la civilisation chrétienne — victorieux parce que Dieu triomphe toujours — qui va être ici retracée.

* * *

Plinio Corrêa de Oliveira : figure qui surgit au milieu des « prophètes » de la Révolution égalitaire, laïciste et dévastatrice



TFP : le fruit de 30 années de préparation

Nombreux sont les hommes d'Etat, ou les meneurs sur le terrain de l'initiative privée, comme les chefs d'entreprise, les savants, les hommes de lettres, les artistes, les politiciens, qui se sentent honorés quand leurs admirateurs les qualifient de prophètes et d'apôtres des transformations que le monde est en train de traverser. Autrement dit, de l'immense révolution laïciste et égalitaire qui met en convulsions toute la terre.

C'est dans le contexte de cette omniprésente révolution, parmi les ravages du laïcisme et de l'égalitarisme, que surgit la figure de Plinio Corrêa de Oliveira, penseur et personnalité brésilienne, qui a développé et prêché des idées diamétralement opposées aux tendances aujourd'hui dominantes.

Il est né au Brésil, à São Paulo, le 13 décembre 1908. Sa grande réalisation est l'Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, Famille et Propriété — TFP — résultat direct d'une vie entière d'activité comme écrivain, professeur universitaire, journaliste et orateur. Réalisation qui est aussi celle d'un homme d'action, d'un meneur d'hommes.

Plinio Corrêa de Oliveira a commencé ses activités de catholique militant en 1928, à l'âge de vingt ans, quand il était élève de la Faculté de Droit de São Paulo. La TFP n'a toutefois été fondée qu'en 1960, après une longue et soigneuse phase de préparation. A partir de cette fondation, il a propagé ses idéaux successivement dans toute l'Amérique du Sud, aux Etats-Unis et au Canada,

Qui est Plinio Corrêa de Oliveira

et en Europe : Portugal, Espagne et France. Les TFP ont aussi des bureaux de représentation à Rome, Washington, Johannesburg, Francfort, Londres, Sydney, Caracas et San José de Costa Rica. Plusieurs activités des TFP ont eu des répercussions surprenantes derrière le rideau de fer.

Selon un mythe fréquemment accepté comme indiscutable, la révolution égalitaire rencontrerait un terrain plus fertile dans les pays neufs et sans traditions que dans ceux où la tradition imprègne encore puissamment les lois, les institutions et les coutumes. En d'autres termes, le continent américain serait, théoriquement, pour la révolution, un terrain plus fertile que l'Europe.

La propagation des TFP a ébranlé ce cliché. Formée initialement à São Paulo, la « New York brésilienne », la TFP a été constituée par un groupe diversifié d'hommes faits et de jeunes. Plusieurs d'entre eux étaient issus de familles de la classe dirigeante rurale ou de la haute bourgeoisie industrielle. Leur proclamation du christianisme, contre le socialisme et le communisme, a commencé à se propager et à être reçue avec enthousiasme par des jeunes étudiants, par des employés de l'administration publique, de l'industrie et du commerce, pour la plupart fils ou petits-fils de travailleurs manuels immigrants, de toutes origines. Les TFP comptent aussi aujourd'hui des noyaux d'ouvriers dynamiques et dévoués.

Ainsi, en se répandant au départ à travers le monde dit sous-développé, nouveau et pauvre en ressources, le mouvement en faveur de la Tradition, de la Famille et de la Propriété s'est paradoxalement étendu à l'Amérique du Nord sur-industrialisée et à l'Europe millénaire traditionnelle.

* * *

Les idéaux de la TFP brésilienne — partagés par les autres TFP — sont consignés dans *Révolution et Contre-Révolution*, publié par Plinio



Plinio Corrêa de Oliveira ébranle un mythe révolutionnaire « intouchable »

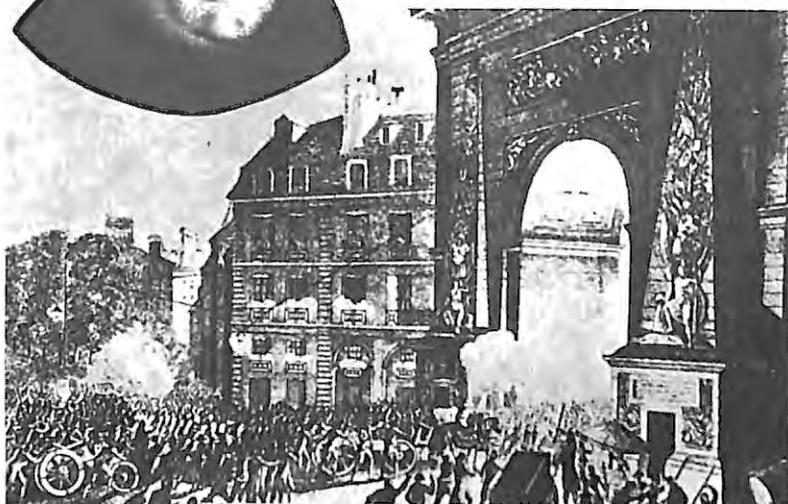


« Révolution et Contre-Révolution », fondement des idéaux de la TFP

Corrêa de Oliveira en 1959, peu avant la fondation de cette Association. Ce livre montre que certaines forces et courants de pensée se sont conjugués, à partir du XV^e siècle, pour éliminer la note



Dans « Révolution et Contre-Révolution », le Pr Plinio Corrêa de Oliveira analyse le processus de déchristianisation de la société temporelle et de laïcisation de la société spirituelle entamé au XV^e siècle, et qui touche à son apogée de nos jours. C'est la Révolution, dont les grandes explosions on été : la Pseudo-Réforme de Luther, la Révolution Française de 1789, le Communisme ; ce dernier...



Arch. ABIM

En illustration : Luther ; Paris, la nuit du 14 juillet 1789 ; les troupes russes se retournent contre le gouvernement du Tsar (mars 1917) ; les manifestations à Paris en mai 68 (Place de la République)



Arch. ABIM

là des transformations dans la structure hiérarchique de l'Etat et de la société, analogues à celles que visait le protestantisme dans la structure de l'Eglise.

La troisième révolution : le communisme

L'égalitarisme et son corollaire le libéralisme, que la Révolution Française avait répandus à travers le monde, ne tardèrent pas à atteindre la dernière sphère de l'ordre chrétien encore à peu près intacte : le domaine économique. Les germes du socialisme utopique, déjà présents dans la Révolution Française, se sont répandus à travers l'Europe puis le monde au long du XIX^e et du XX^e siècles. Au milieu du XIX^e, ces germes ont produit le socialisme scientifique, ou communisme. C'est la troisième révolution. Cette révolution matérialiste, athée, complètement égalitaire, arrive maintenant à son zénith, puisqu'elle se développe déjà en une quatrième révolution, celle qui proclame la libération de tous les instincts. La rébellion de la Sorbonne en 1968 a constitué une

Le dernier développement du processus révolutionnaire



avant-première hurlante et hautement caractéristique de cette quatrième révolution.

Dans *Révolution et Contre-Révolution*, Plinio Corrêa de Oliveira met l'accent sur le fait que cette grande révolution globale, dont nous assistons à la phase finale, n'est pas principalement un phénomène politique ou sociologique, mais est surtout en profondeur une transformation de caractère moral et religieux, qui se communique à tous les aspects de la personnalité humaine. De cette façon, le germe révolutionnaire s'introduit dans l'Eglise et dans l'Etat, dans les moeurs, dans l'art et la culture, dans l'ordre politique et économique de la vie contemporaine.

Face au Moloch révolutionnaire, la Contre-Révolution — telle que Plinio Corrêa de Oliveira la conçoit — est beaucoup plus qu'un livre : c'est un idéal qui invite l'homme moderne à rejeter en bloc tous les aspects de la révolution laïciste et égalitaire, et à restaurer en leurs fondements, à

La Révolution vise à établir une transformation à caractère fondamentalement moral et religieux

Plus qu'un livre, la Contre-Révolution est une invitation à un rejet complet de la Révolution et à la restauration de l'ordre chrétien



La salle d'apparat du Siège du Conseil National de la TFP brésilienne à São Paulo a été conçue toute entière dans l'esprit de la Contre-Révolution — la restauration de la civilisation chrétienne : austère et hiérarchique, fondamentalement sacrale, anti-égalitaire et anti-libérale. La couronne au centre de la salle affirme l'espérance du Royaume de Marie, annoncée par la Très Sainte Vierge à Fatima : « A la fin, mon Seigneur Immaculé triomphera ».



La grande réalisation du Pr Plinio Corrêa de Oliveira est l'Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, Famille et Propriété. On a ici une vue partielle d'un pèlerinage au Sanctuaire national de Notre Dame « Aparecida », effectué par des membres et coopérateurs de l'Association en mai 1978.

la fois dans leur pérennité et dans leur actualité, l'ordre spirituel et l'ordre temporel chrétiens.

Chaque TFP défend dans sa patrie respective cet idéal contre-révolutionnaire.

* * *

Plinio Corrêa de Oliveira, descendant d'une souche illustre

La famille de Plinio Corrêa de Oliveira est de souche traditionnelle des Etats de Pernambouc — d'où son père, l'avocat João Paulo Corrêa de Oliveira, était originaire — et de São Paulo, le plus dynamique des Etats brésiliens — d'où était sa mère, Lucilia Ribeiro dos Santos. Il a fait ses études secondaires au Collège Saint-Louis, chez les Pères Jésuites de São Paulo, et ses études universitaires à la Faculté de Droit réputée de cette même ville.

Ses premiers pas à la tête de la jeunesse catholique

Très tôt, il s'intéresse à l'analyse philosophique, religieuse et pratique de la crise contemporaine, de sa genèse et de ses conséquences. Il fonde l'Action Catholique Universitaire de São Paulo (AUC), une première version de ce qui serait beau-



coup plus tard la TFP. Aussitôt quittés les bancs de la Faculté, il commence sa carrière professionnelle et publique, et se montre en même temps le leader le plus marquant du mouvement de la jeunesse catholique de São Paulo, où il milite à partir de 1928.

A 24 ans, il est élu à l'Assemblée Fédérale Constituante sur les listes de la Ligue Electorale Catholique. Bien qu'il soit le plus jeune des députés, c'est sa candidature qui rassemble le plus de voix de tout le pays.

Peu de temps après, il se voit confier la chaire d'Histoire de la Civilisation au Collège Universitaire de la Faculté de Droit de São Paulo, et plus tard obtient la chaire d'Histoire Moderne et Contemporaine à l'Université Pontificale Catholique de São Paulo.

Il est le premier président du comité archidiocésain de l'Action Catholique de l'Etat de São Paulo.

Catholique convaincu et militant, il est toujours, comme orateur et conférencier, journaliste

Le député le plus jeune et le plus voté du Brésil

Titulaire de deux chaires universitaires

En lutte constante pour les grandes causes de l'Eglise et de la Chrétienté

et écrivain, au service des grandes causes qui intéressent l'Eglise ou la civilisation chrétienne.

De 1935 à 1947, il dirige le journal « Legionário », organe officieux de l'Archidiocèse de São Paulo.

En 1951, Mgr Antonio de Castro Mayer, alors Evêque de Campos, fonde le mensuel culturel « Catolicismo » — principale publication brésilienne contre le progressisme et la gauche — dans le comité de rédaction duquel Plinio Corrêa de Oliveira occupe dès le départ une place de premier plan.

*La vaste influence
de ses articles*

Il est chroniqueur à la « Folha de S. Paulo », le quotidien de plus grande diffusion de l'Etat de São Paulo et l'un des plus lus du Brésil, ainsi que dans « Ultima Hora », journal en vue à Rio de Janeiro. Dans ses articles, qui ont un impact notable dans tout le pays, Plinio Corrêa de Oliveira

Une bonne partie des ouvrages les plus récents du Pr Plinio Corrêa de Oliveira sont sortis de sa plume à la Fazenda do Morro Alto, propriété rurale située à l'intérieur de l'Etat de São Paulo. C'est là où il apparaît ci-dessous.



Cette photo a été prise à l'occasion de l'inauguration des machines du journal « Legionário », organe officieux de l'Archidiocèse de São Paulo, dirigé de 1935 à 1947 par le Pr Plinio Corrêa de Oliveira (debout, à gauche). Assis, au centre, l'Archevêque Mgr Duarte Leopoldo e Silva ; à sa droite, M^{me} Lucilia Corrêa de Oliveira, et à gauche, Mgr José C. Aguirre, Evêque Auxiliaire de Sorocaba.



aborde des thèmes politiques, sociologiques et religieux d'actualité. Ces articles sont transcrits dans divers organes de la presse du Brésil et d'autres pays d'Amérique et d'Europe.

*Les « best-sellers »
de Plinio Corrêa
de Oliveira*

En dehors de *Révolution et Contre-Révolution*, Plinio Corrêa de Oliveira est l'auteur des livres suivants ²:

- EN DÉFENSE DE L'ACTION CATHOLIQUE (1943), oeuvre préfacée par le Cardinal Masella, alors Nonce Apostolique au Brésil. C'est une analyse pertinente des prémices de l'infiltration progressiste et de gauche dans l'Action Catholique. Le livre a reçu une chaleureuse lettre d'approbation, écrite au nom de Pie XII par le Substitut à la Secrétairerie d'Etat du Saint-Siège, alors Mgr Montini, le futur Paul VI.

(2) Pour la commodité du lecteur, n'est présentée ici qu'une très brève synthèse des œuvres du Pr Plinio Corrêa de Oliveira. Le développement des thèses de ces livres, le contexte socio-politique de leur lancement, et les répercussions qu'ils ont acquises, viendront dans la dernière partie du présent travail, dans *Fruit de la pensée de Plinio Corrêa de Oliveira : les Associations pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété*.

Toutefois, le lecteur qui désirerait approfondir non seulement l'histoire de ces livres, mais aussi les cinquante ans d'action incessante de Plinio Corrêa de Oliveira, peut consulter le livre *Meio Século de Epopéia Anticomunista*.

- RÉFORME AGRAIRE — AFFAIRE DE CONSCIENCE (1960), en collaboration avec Mgr de Proença Sigaud, Archevêque de Diamantina, Mgr de Castro Mayer, Evêque de Campos, et l'économiste Luiz Mendonça de Freitas.

Par sa critique des réformes agraires socialistes et confiscatoires, et son affirmation qu'elles transgressent les Commandements « Tu ne voleras pas » et « Tu ne convoiteras pas le bien d'autrui », ce livre a provoqué une énorme polémique au Brésil, devenant un *best-seller* de quatre éditions en vingt mois. Des commentateurs politiques affirment que ce livre a été à l'origine de l'échec des desseins agro-réformistes du gouvernement João Goulart. Des traductions ont été publiées en Argentine, en Espagne et en Colombie.

- DÉCLARATION DU MORRO ALTO (1964), mêmes auteurs. Programme positif de politique agraire visant à protéger et à stimuler la production rurale, au bénéfice des propriétaires comme des

Beaucoup de membres du groupe initial de la TFP appartenaient à des familles anciennes de São Paulo. Egalement, en plusieurs villes du Brésil, la TFP compte aujourd'hui des noyaux d'ouvriers dynamiques et dévoués. Ici, des jeunes du secteur ouvrier de la TFP à São Paulo sont reçus par le Pr Plínio Corrêa de Oliveira.

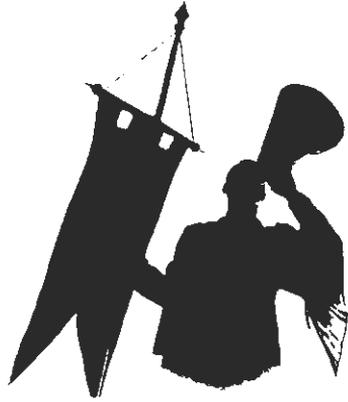


ouvriers agricoles, et de toute la nation en général, suivant les principes de *Réforme Agraire — Affaire de Conscience*. Elle a eu deux éditions.

• **L'ÉGLISE ET L'ÉTAT COMMUNISTE : LA COEXISTENCE IMPOSSIBLE** (1963). Défend la thèse qu'il est impossible à l'Église de coexister avec un gouvernement qui, tout en lui reconnaissant la liberté de culte, lui interdirait d'enseigner qu'il est illégitime d'abolir la propriété privée, laquelle se fonde sur deux préceptes du Décalogue. Cet ouvrage a fait l'objet d'une lettre de louanges de la Sacrée Congrégation des Séminaires et Universités — signée par les Cardinaux Pizzardo et Staffa — dans laquelle ce haut organisme du Saint-Siège déclare la doctrine exposée par l'auteur « écho très fidèle » de l'enseignement pontifical. Cet essai a été traduit en allemand, espagnol, français, hongrois, anglais, italien, polonais et vietnamien. Il a eu 37 éditions. En outre, il a été transcrit intégralement dans 38 journaux et revues de treize pays différents.

• **TRANSBORDEMENT IDÉOLOGIQUE INAPERÇU ET DIALOGUE** (1965). Décrit le processus subtil par lequel, au moyen du dialogue iréniste, bien des catholiques se changent insensiblement en communistes. Cet essai a eu cinq éditions en portugais, une en allemand, quatre en espagnol et une en italien. Il a été publié intégralement dans six journaux ou revues de quatre pays.

• **L'ÉGLISE DEVANT L'ESCALADE DE LA MENACE COMMUNISTE — APPEL AUX EVÊQUES SILENCIEUX** (1976). Histoire, accompagnée d'une pénétrante analyse et d'une substantielle documentation, de quarante années de crise progressiste et de « gauche catholique » au Brésil. Ce livre contient également un résumé de l'ouvrage de la TFP chilienne, **L'ÉGLISE DU SILENCE AU CHILI — LA TFP PROCLAME LA VÉRITÉ TOUTE ENTIÈRE**, lequel dénonce le soutien systématique donné au communisme par le Cardinal Silva Henriquez et par de nombreux Evêques et Prêtres de ce pays. Quatre éditions.





Le Pr Plínio Corrêa de Oliveira adresse un discours à la foule réunie sur un lieu historique, le « Patio do Colégio », au centre de São Paulo, à l'occasion d'une manifestation organisée par la TFP en novembre 1973, en l'honneur des victimes du communisme au Brésil et dans le monde entier.



- **TRIBALISME INDIGÈNE, IDÉAL COMMUNO-MISSIONNAIRE POUR LE BRÉSIL DU XXI^e SIÈCLE (1977).** Dénonce une nouvelle facette de l'offensive progressiste au Brésil : la néomissologie communo-structuraliste. Sept éditions, en plus de la publication dans « *Catolicismo* ». La revue de la TFP nord-américaine, « *Crusade for a Christian Civilization* », l'a reproduit intégralement.

- **JE SUIS CATHOLIQUE : PUIS-JE ÊTRE CONTRE LA RÉFORME AGRAIRE ? (1981).** Analyse du document *Eglise et problèmes de la terre*, approuvé par la 18^e assemblée générale de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB). Le livre

montre que cet organisme épiscopal promeut une Réforme Agraire qui favorise l'implantation du communisme au Brésil. Il contient aussi une critique du document des Evêques menée sous l'angle économique, par l'économiste Carlos Patricio del Campo. Trois éditions.

• LES CEBs... ON EN PARLE BEAUCOUP, ON EN SAIT PEU DE CHOSE. LA TFP LES DÉCRIT TELLES QU'ELLES SONT (1982). Dénonce, sur la base d'une opulente documentation, le fer de lance de l'offensive progressiste dans les milieux catholiques du Brésil actuel : les Communautés Ecclésiales de Base. La CNBB met en œuvre ces organismes pour promouvoir une réforme globale de la société. Le contenu de cette réforme n'est pas clairement défini, mais on entrevoit qu'il correspond au socialisme autogestionnaire.

* * *

Comme intellectuel, Plinio Corrêa de Oliveira occupe indéniablement une place de premier plan dans le panorama brésilien. Comme homme d'action, il est le leader anticommuniste le plus dynamique de ce pays. Sa personnalité se projette aujourd'hui dans tout le Brésil et à l'étranger comme penseur et homme d'action des plus notables en notre époque de réalisations et de crises, d'appréhensions et de catastrophes, mais aussi de splendides affirmations de la conscience chrétienne, mues par l'espérance sans cesse avivée de ce que la victoire finale de l'esprit et des principes de *Révolution et Contre-Révolution* ne tarde plus pour ceux qui de la Foi se sont faits les batailleurs enthousiastes !

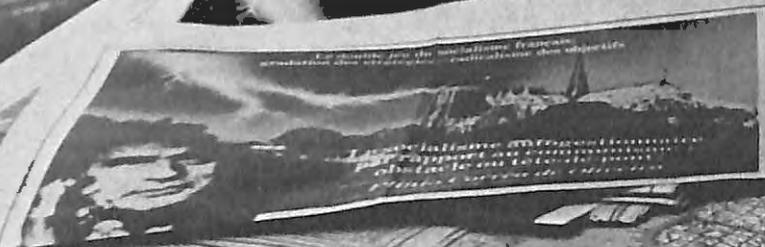
En ces jours d'appréhension et d'espérance, la personnalité de Plinio Corrêa de Oliveira se projette dans le monde entier





**The Double Game of French Socialism:
Gradual in Strategy, Radical in Goal**

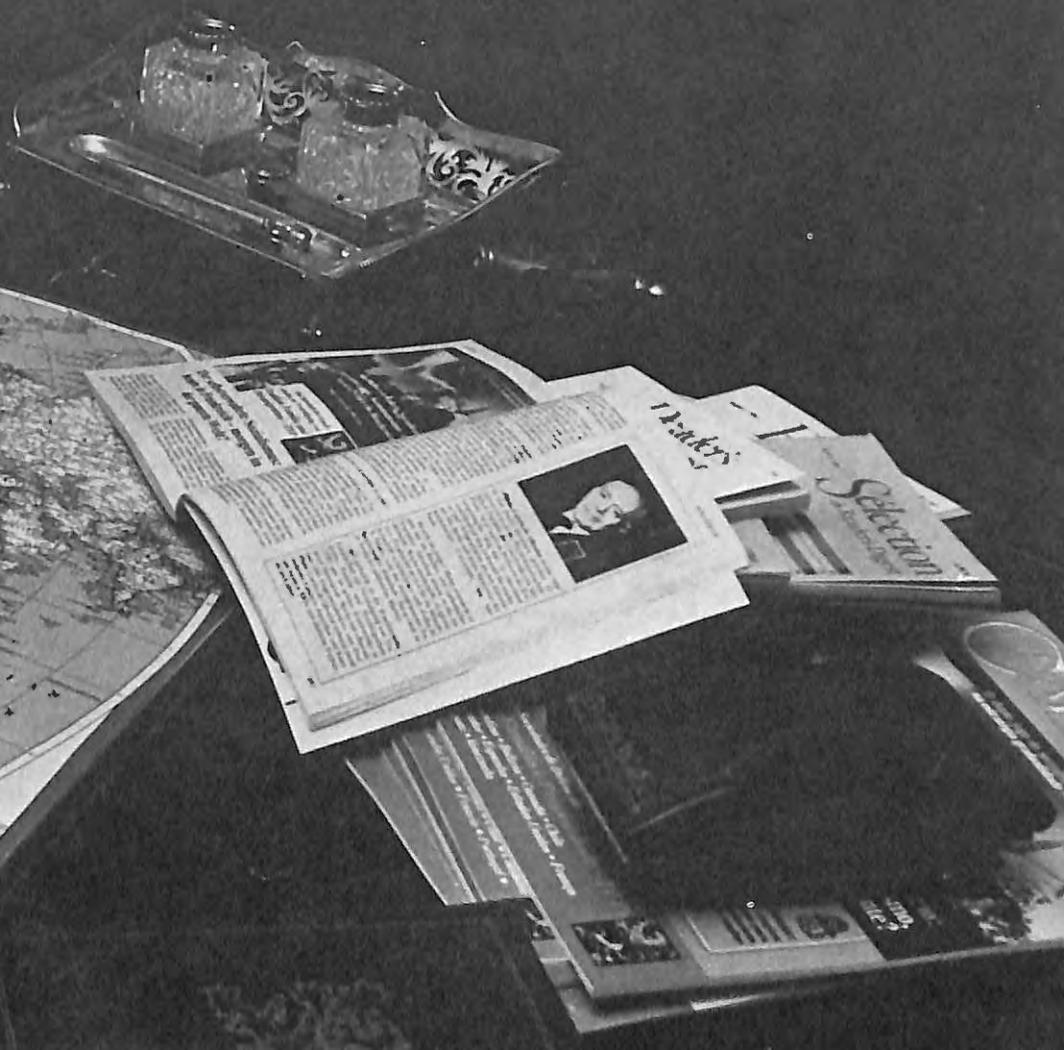
Ein doppeltes Spiel des sozialistischen Frankreichs:
schrittweises Ziel, radikales Ziel



NY 100



*L'histoire d'un
document épique*



Les idées et les objectifs du PS français se heurtent de front avec les valeurs de la tradition, de la famille et de la propriété

Avec la victoire de Mitterrand, l'autogestion est devenue le nouvel espoir de la gauche

Nécessité d'une contre-offensive

UNE ANALYSE, même en rapide survol, de l'ensemble des documents officiels du PS français, ainsi que des livres de ses figures les plus représentatives, amène inmanquablement à constater que leurs thèses heurtent directement et de plein fouet les valeurs de la tradition, de la famille et de la propriété. Ces écrits ne sont ni plus ni moins qu'un enchaînement d'erreurs — cohérentes entre elles, d'ailleurs — condensé en un programme effectif d'expansion culturelle et idéologique sur le monde entier, avec le but de construire une nouvelle civilisation, diamétralement opposée à celle qui s'était autrefois édifiée sur le fondement de ces trois valeurs de base de la civilisation chrétienne.

Au moment de la victoire socialo-communiste survenue en France à la mi-81, d'abord aux élections présidentielles et aussitôt après aux législatives, les caisses de résonance de la propagande de gauche ont placé Mitterrand et ses idées à la pointe de la notoriété dans le monde entier. Le socialisme autogestionnaire préconisé par le PS devint tout d'un coup l'espérance de toutes les gauches, alors découragées par les récents et cuisants échecs électoraux du socialisme en Suède, en Allemagne, en Angleterre et en d'autres pays.

La TFP, toujours portée vers les grandes préoccupations culturelles du moment, et disposant des

moyens de présenter à l'homme d'aujourd'hui les dangers contenus dans les erreurs socialistes, s'est proposé une contre-offensive, de nature idéologique, face à Mitterrand et à son courant de pensée. Contre-offensive imposée, comme on le verra, par les circonstances.

Le PS français se déclare international par nature et par vocation, et affirme sa détermination de mettre au service de l'objectif socialiste autogestionnaire le prestige politique et le rayonnement culturel que la France exerce sur le plan mondial.

La vocation internationaliste du PS français

Fidèle à cette déclaration d'intentions, Mitterrand — à la faveur de la grande aura publicitaire qui a entouré sa victoire — a amorcé une politique extérieure d'expansionnisme idéologique et d'interventionnisme politique. L'Amérique latine a été, en des points névralgiques, l'une des premières visées.

L'appui déclaré consenti aux mouvements de guérilla de l'Amérique Centrale — patronnés dans une large mesure par la « gauche catholique » — et en particulier la provocante protection diplomatique et militaire accordée aux Sandinistes du Nicaragua, sont là pour attester que ses prétentions impérialistes n'étaient pas de simples figures de rhétorique.

Intervention en Amérique Centrale

Les partis et courants socialistes de toute l'Amé-

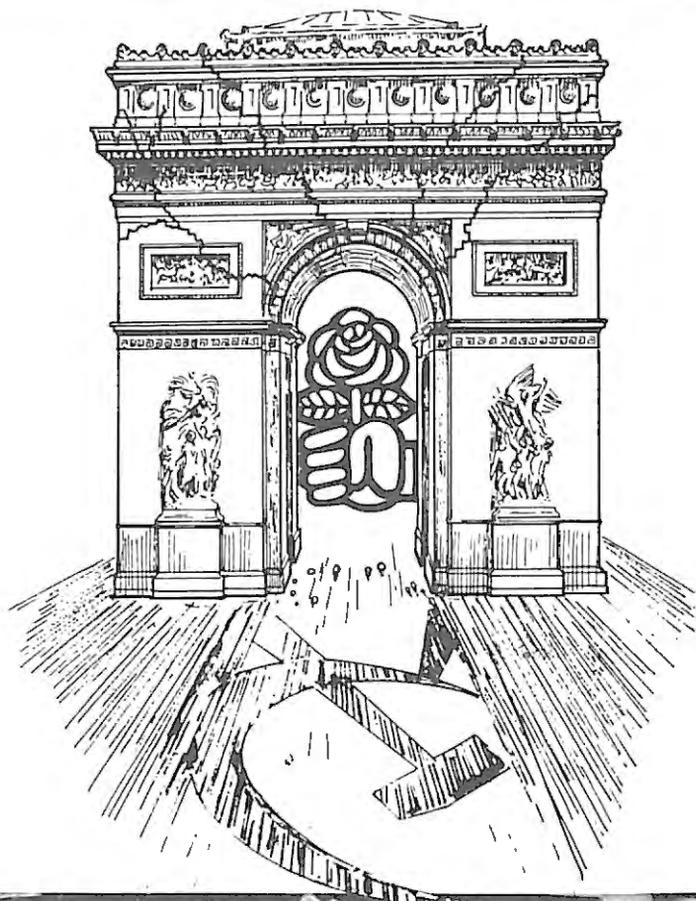


Photo Vauthey/SIGMA



rique latine, auparavant si dépourvus de prestige, se mettaient à relever la tête. Le dernier cri de cette dangereuse mode française, l'autogestion, commençait à trouver du répondant en certains secteurs de l'opinion publique.

Devant cette vogue internationale, il fallait à tout prix réagir ! D'autant plus qu'on voyait s'enfermer dans un inexplicable mutisme ceux que la charge, la situation ou l'influence obligeait à engager la contre-offensive !

Celle-ci surgit d'où peut-être on l'attendait le moins, et avec une envergure qui laissa pantoises les gauches du monde entier : le 9 décembre 1981, en publicité dans le « Washington Post » des Etats-Unis et dans le « Frankfurter Allgemeine » d'Allemagne, un article occupait six pleines pages de journal et assénait un coup monumental au socialisme autogestionnaire, cheval de bataille du Parti Socialiste français. Sous le titre *Le socialisme autogestionnaire par rapport au communisme : obstacle ou tête-de-pont ?*, le document,



Une rose qui n'a pas mis longtemps à faner.

— Dans les premiers moments de sa victoire, Mitterrand, grisé de gloire, salue le peuple une rose à la main — rose aussitôt étranglée, aujourd'hui flétrie et fanée.





*Réponse des treize
TFP : le Message
du Pr Plinio Cor-
rêa de Oliveira*

rédigé par le Pr Plinio Corrêa de Oliveira, qui le signe en porte-parole des treize TFP dispersées sur le globe, a été aussitôt après publié dans « The Observer » de Londres, « Il Tempo » de Rome, « La Vanguardia » de Barcelone, « Diario de Noticias » de Lisbonne, « The New York Times », « Los Angeles Times », « The Dallas Morning News », « The Globe and Mail » de Toronto, « Folha de S. Paulo », « La Nación » de Buenos Aires, « Sunday Times » de Johannesburg, et dans 34 autres journaux de pointe en tirage et en influence dans la presse occidentale. Le monde voyait avec surprise des catholiques et anticommunistes entreprendre une campagne publicitaire dans des proportions inconnues jusqu'alors.

L'ampleur de la matière impressionnait. La gauche internationale, bouche-bée, s'exclamait : six pages ! Et la fameuse « majorité silencieuse » — ce magma imprécis et nombreux qui oppose une muette résistance aux transformations communistes du monde contemporain — put constater avec satisfaction que du côté conservateur on trouvait encore une voix qui sache proclamer les vérités que, retranchée dans son silence, elle se plaît pourtant à entendre.

Bien plus encore que par sa taille, l'étude du Pr Plinio Corrêa de Oliveira impressionnait par son contenu, par son analyse méticuleuse de la documentation du PS, par sa logique imparable à disséquer les propositions socialistes et à les mener — au grand dam de ceux qui s'efforçaient de camoufler cette doctrine — jusqu'à leurs derniers développements. Développements qui dénotent une radicalité sans précédent dans les objectifs, déguisée sous les dehors d'un gradualisme purement tactique.

* * *

*La grande confusion
autour du
vocabulaire "socialisme"*

Le mot socialisme a beau être aujourd'hui sur toutes les lèvres et posséder des acceptions très élastiques, il recouvre une idéologie dont le véritable contenu est peu connu du grand public. Quelles sont la civilisation et la culture réellement

préconisées par le socialisme ? Il règne à ce sujet une grande confusion dans l'esprit public. Peu de gens en ont discerné l'image authentique, depuis qu'il a vu le jour dans les derniers et sanglants éclats de la Révolution Française...

L'ambiguïté d'un concept aussi élastique rend difficile de tracer avec précision les contours qui délimitent les diverses versions de la doctrine socialiste, comme de départager les courants socialistes d'avec les autres courants. Cette ambiguïté, à vrai dire, prend forme autour d'un noyau conceptuel consistant et stable, enveloppé dans une ronde confuse de nuances opposées et de courants entrecroisés. Cette ambiguïté, pour mieux dire encore, favorise artificieusement le prosélytisme socialiste dans le monde entier. Car elle présente des modalités de socialisme pour tous les goûts.

Cette confusion n'existe cependant pas en ce qui concerne la doctrine professée par l'actuel PS français. Depuis sa fondation en 1971 ¹, il a régulièrement publié des documents de doctrine et de programme, divulguant avec une franchise digne d'une meilleure cause toute sa pensée auto-gestionnaire. En dépit de son aspect habituellement si protéiforme et si ambigu, le socialisme a présenté de lui-même, dans le cas concret du PS français, une version tout à fait saisissable et consistante.

Mais en fait ces documents circulaient principalement dans les rangs mêmes du parti, ou dans les cercles culturels et politiques proches. Et le grand public continuait à ignorer ce qu'est exactement le socialisme et ce vers quoi il tend.

(1) Cette année-là, au Congrès d'Épinay, un long processus d'unification des divers courants socialistes qui existaient antérieurement arriva à son terme avec la création de l'actuel PS français. Parmi les diverses factions alors amalgamées, se trouvait la Convention des Institutions Républicaines (CIR), dirigée par Mitterrand; une fraction importante du Parti Socialiste Unifié (lui-même issu en 1960 du Parti Socialiste Autonome), animé par l'actuel Ministre de l'Agriculture, Michel Rocard; et un nombre considérable de petits groupes menés par des membres du gouvernement socialo-communiste aujourd'hui au pouvoir.

*Cette confusion
était absente des
documents du PS
français*

*Mais le grand public
ne les connaissait pas*



Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira analyse les documents et les expositions au grand public

Voyant cela, le Pr Plinio Corrêa de Oliveira a analysé minutieusement ces documents et a monté à l'intention du grand public un impressionnant tableau d'ensemble du socialisme autogestionnaire. Toutes les affirmations et commentaires y sont étayés d'abondantes citations de textes du PS français. L'analyse, qui se fonde sur l'enseignement du Magistère traditionnel de l'Eglise, en cite les textes pertinents.

Publié en six langues (français, anglais, allemand, espagnol, italien et portugais), le Message a été divulgué initialement en 19 pays (Etats-Unis, Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre, Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, France, Italie, Pérou, Portugal, Suisse, Uruguay et Venezuela).

Dès la parution commencent à affluer vers les diverses TFP des milliers et des milliers de prometteuses correspondances, provenant de lecteurs





de toutes conditions et de toutes origines. Des associations de tout genre sollicitent d'autres exemplaires du Message pour les diffuser dans le cercle de leurs relations. Des institutions universitaires en renom prennent le document des treize TFP comme matière à étudier dans leurs cours. Beaucoup souhaitent des informations sur le Pr Plinio Corrêa de Oliveira et son œuvre. Des contributions, venant généralement de bourses modestes, arrivent spontanément à la TFP, pour l'aider ainsi dans cet immense effort publicitaire. De puissantes chaînes de télévision de plusieurs pays, comme la CBS nord-américaine, la CBC canadienne, TF1 et Antenne 2, donnent au Message beaucoup de relief dans la présentation des actualités, sans d'ailleurs toujours le montrer sous un jour sympathique. De grands journaux, tels le « Washington Post », des agences comme l'*Associated Press*, des revues, comme l'« Europeo » d'Italie, entre autres, s'adressent au Pr Plinio Corrêa de Oliveira pour des interviews en exclusivité.

Le rayon d'action du Message ne s'est pas limité aux 19 pays où il a été publié. On a vu aussi arriver des lettres de l'Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Calédonie), de l'Extrême-Orient (Bangladesh, Hong-Kong, Malaisie, Népal, Singapour), du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Turquie, Chypre), de l'Amérique Centrale (Costa Rica, Salvador, Mexique) et de l'Europe (Andorre, Autriche, Belgique, Danemark, Ecosse, Finlande, Grèce, Hollande, Irlande, Irlande du Nord, Islande, Liechtenstein, Malte, Monaco, Norvège, San Marino, Suède et même Yougoslavie).

En Afrique du Sud, le Message n'a pas seulement enthousiasmé les descendants d'Européens, mais aussi les indigènes de pays voisins : Lesotho, Swaziland, Transkei, Botswana, Venda et Bophuthatswana, auxquels il faut encore ajouter Algérie, Cameroun, Ghana, Malawi, Maroc, Namibie, Tunisie, Zimbabwe et Ile Maurice.

Ces lettres arrivant de toutes parts semblaient



*La répercussion
du Message
s'étend à des con-
trées reculées où il
n'a pas été publié*

*Ce qui encourage
à porter loin en-
core cet effort*

réclamer aux TFP la publication de son Message aussi dans ces contrées.

C'est ainsi qu'en mai 1982 un nouvel effort publicitaire des TFP s'est développé sur quatre Continents. En Europe, il a touché l'Autriche et l'Irlande, en plus de nouvelles et importantes villes d'Allemagne et d'Espagne. En Amérique latine, le Paraguay et le Costa Rica. En Asie, les Philippines. En Océanie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

De juillet à novembre, stimulées par les répercussions les plus encourageantes, les TFP sont allées de l'avant. Un quotidien renommé de Londres, « The Guardian », a publié à pleine page le résumé du Message, bientôt suivi par l'influent « The Wall Street Journal » de New York. Plus tard, l'« Excelsior », le principal journal de Mexico, a reproduit intégralement les six pages du Message.

Cependant, le document du Pr Plinio Corrêa de Oliveira allait connaître une diffusion plus vaste encore.

Tandis qu'à la face du monde entier l'étoile du socialisme autogestionnaire accentuait son déclin, dix millions d'exemplaires de « Sélection du Reader's Digest » — la revue la plus lue au monde — commençaient, à partir du mois d'août, à répandre aux quatre vents le résumé du Message des treize TFP.

Ainsi, l'édition en anglais de cette revue, destinée à l'Extrême-Orient, touchait à elle seule les pays suivants : Corée du Sud, Japon, Formose, Thaïlande, Singapour, Philippines, Malaisie, Indonésie, Pakistan, Bangla-Desh et Sri-Lanka, outre la population de Hong-Kong. L'Inde faisait l'objet d'une édition spéciale, également en anglais.

En Océanie, une édition pour l'Australie et une pour la Nouvelle-Zélande. En Afrique, une édition sud-africaine.

En Europe, une édition au Portugal, une autre en Espagne, deux en Belgique (en français et en flamand), une pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, une autre pour l'Allemagne et l'Autriche, deux en Suisse (en allemand et en français), une





CAMPAGNE MONDIALE DES 15 TFP

**Pays et journaux où le Message de six pages
a été publié :**

- **Allemagne Fédérale** : *Frankfurter Allgemeine*,
- **Argentine** : *La Nación* (Buenos Aires),
- **Australie** : *The Weekend Australian* (Sydney),
- **Bolivie** : *El Diario* (La Paz) et *El Mundo* (Santa Cruz),
- **Brésil** : *Folha de S. Paulo*, *Ultima Hora* (Rio de Janeiro),
A Tarde (Salvador), *Estado de Minas* (Belo Horizonte),
Jornal de Santa Catarina (Blumenau), *Jornal do Comercio*
(Recife), *O Estado do Paraná* (Curitiba) et *O Popular*
(Goiânia),
- **Canada** : *The Globe and Mail* (Toronto) et *La Presse*
(Montréal),
- **Chili** : *El Mercurio* (Santiago),
- **Colombie** : *El Tiempo* (Bogota), *El País* (Cali), *El Colombiano*
(Medellin), *Diario de la Frontera* (Cucuta) et *Diario del Huila*
(Neiva),
- **Equateur** : *El Comercio* et *El Tiempo* (Quito), *El Universo*
(Guayaquil),

- Espagne : *La Vanguardia* (Barcelone) et *Hoja del Lunes* (Madrid, Bilbao, Séville et Valence),
- Etats-Unis : *The Washington Post*, *The New York Times*, *Los Angeles Times* et *The Dallas Morning News*,
- Italie : *Il Tempo* (Rome), *Il Giornale Nuovo* (Milan) et *Cristianità* (Plaisance),
- Mexique : *Excelsior* (Mexico),
- Pérou : *El Comercio* et *IP — Industria Peruana* (Lima),
- Portugal : *Diário de Notícias* (Lisbonne) et *O Comércio do Porto*,
- Royaume-Uni : *The Observer* (Londres),
- Suisse : *Tribune de Genève*,
- Uruguay : *El País* (Montevideo),
- Venezuela : *El Universal*, *El Diario de Caracas* et *El Mundo* (Caracas), *El Impulso* (Barquisimeto) et *Panorama* (Maracaibo).



Pays et journaux où le Communiqué a été publié :

- Allemagne Fédérale : *Frankfurter Allgemeine*,
- Brésil : *O Estado* (Teresina), *Jornal Pequeno* (São Luís) et *O Progresso* (Dourados),
- Canada : *The Globe and Mail* (Toronto) et *La Presse* (Montréal),
- Espagne : *Hoja del Lunes* (Madrid, Barcelone, Bilbao, Séville et Valence), *Sur* (Malaga) et *Servicio* (Madrid),
- Etats-Unis : *The Washington Post*, *The New York Times*, *Los Angeles Times*, *The Dallas Morning News* et *L'Italo-Americano* (Los Angeles),
- France : *International Herald Tribune* et *Rivarol* (Paris),
- Italie : *Il Tempo* (Rome), *Giornale di Sicilia* (Palerme) et *Gazzetta del Sud* (Messine),
- Luxembourg : *Luxemburger Wort*,
- Nouvelle-Calédonie (territoire français d'outre-mer) : *Co-rail* (Nouméa),
- Portugal : *O Comércio do Porto* et *O Dia* (Lisbonne),
- Royaume-Uni : *The Daily Telegraph* (Londres),
- Suisse : *Tribune de Genève*,
- Uruguay : *El País* (Montevideo).

Pays et journaux où a été publié le Résumé du Message :

- **Allemagne Fédérale** : *Hamburger Abendblatt* et *Die Welt* (Hambourg), *Süddeutsche Zeitung* (Munich),
- **Argentine** : *La Nueva Provincia* (Bahía Blanca), *Mendoza* et *Los Andes* (Mendoza), *Diario de Cuyo* (San Juan), *El Sol* (Catamarca), *Glos Polski*, *Precisiones*, *La Palabra* *Ucrania* et *De Schakel — El Lazo* (Buenos Aires), *Nueva Jornada* (General Juan Madariaga),
- **Australie** : *The Sydney Morning Herald* et *The Age* (Melbourne),
- **Autriche** : *Die Presse* (Vienne),
- **Brésil** : *Correio do Povo* et *Zero Hora* (Porto Alegre), *Deutsche Zeitung* et *Brasil Post* (São Paulo), *Monitor Campista* (Campos), *Diário de Natal* et *A República* (Natal), *O Jornal* (Uruguaiana), *O Estado do Maranhão* et *Jornal Pequeno* (São Luís), *Gazeta de Alagoas* (Maceió), *A Província do Pará* (Belém), *A Voz do Povo* (Cornélio Procopio), *Letras em Marcha* (Rio de Janeiro), *A Crítica* et *Jornal do Comércio* (Manaus), *A Gazeta* (Vitória), *O Jornal* (Rio Branco) et *Jornal do Povo* (Macapá),
- **Canada** : *Speakup* (Toronto),
- **Costa Rica** : *La Nación* (San José),
- **Espagne** : *Suroeste* (Séville), *Odiel* (Huelva), *Córdoba* (Cordoue), *Sur* (Malaga), *El Mundo Financiero*, *Portavoz de la Economia y las Finanzas* et *Servicio* (Madrid),
- **Etats-Unis** : *The Wall Street Journal* (New York et Chicago) et *Zycie Polonii* (New York),
- **France** : *International Herald Tribune*, *Minute* et *Solidarnosc* (Paris),
- **Irlande** : *The Irish Times* et *Sunday Independent* (Dublin),
- **Népal** : *Society Today* (Katmandu),
- **Nouvelle-Zélande** : *The New Zealand Herald* (Auckland) et *The Dominion* (Wellington),
- **Paraguay** : *Hoy* et *ABC* (Asunción),
- **Philippines** : *The Times Journal* (Manille),
- **République Sud-Africaine** : *The Argus* (Le Cap), *The Star*, *The Citizen*, *The Sunday Times* et *Rapport* (Johannesburg),
- **Royaume-Uni** : *The Guardian* (Londres),
- **Suisse** : *Le Nouvelliste* (Sion),
- **Venezuela** : *Buen Rato* (Caracas).

Pays où a circulé le Résumé du Message dans le "Reader's Digest" :

Allemagne Fédérale
Argentine

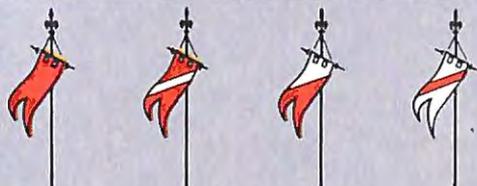
Australie
Autriche

Bangladesh (*)
Belgique

Bolivie	Honduras	Philippines (*)
Brésil	Hong Kong (*)	Porto Rico
Canada	Inde (<i>édition en anglais</i>)	Portugal
Chili	Indonésie (*)	Rép. Dominicaine
Colombie	Irlande	Rép. Sud-Africaine
Corée du Sud (*)	Japon (*)	Salvador
Costa Rica	Malasya (*)	Singapour (*)
Danemark	Mexique	Sri Lanka (*)
Equateur	Nicaragua	Suède
Espagne	Norvège	Suisse
Etats-Unis (<i>édition de Chicago et édition en espagnol</i>)	Nouvelle-Zélande	Taiwan (*)
Grande-Bretagne	Pakistan (*)	Thaïlande (*)
et Irlande du Nord	Panama	Uruguay
Guatemala	Paraguay	Venezuela
	Pérou	(*) <i>Edition en anglais pour l'Extrême Orient.</i>

Pays d'où sont provenues des répercussions suite aux différentes étapes de la campagne contre le socialisme autogestionnaire :

Algérie	Espagne	Israël	velle-Guinée
Allemagne Fédérale	Etats-Unis	Italie	Paraguay
Andorre	Fidji	Jamaïque	Pays-Bas
Arabie Saoudite	Finlande	Japon	Pérou
Argentine	France	Jordanie	Philippines
Australie	Gabon	Kenya	Portugal
Autriche	Gambie	Koweït	Rép. Dominicaine
Bahamas	Ghana	Lesotho	Rép. Sud-Africaine
Bangladesh	Grande-Bretagne et Irlande du Nord	Libye	Salvador
Barbade	Grèce	Lichtenstein	Sénégal
Belgique	Groenland (Danemark)	Luxembourg	Singapour
Bolivie	Guadeloupe (France)	Macao (Port.)	Somalie
Bophutatswana	Guatemala	Malasya	Sri Lanka
Botswana	Guyane	Malte	Suède
Brésil	Haïti	Maroc	Suisse
Cameroun	Honduras	Monaco	Surinam
Canada	Hong Kong	Namibie	Swaziland
Chili	(G.-B.)	Népal	Taiwan
Chypre	Ile de Man	Nicaragua	Tanzanie
Cisjordanie	(G.-B.)	Nigeria	Thaïlande
Colombie	Ile Maurice	Norvège	Transkei
Corée du Sud	Iles Bermudes	Nouvelle-Calédonie (Fr.)	Tunisie
Costa Rica	(G.-B.)	Nouvelle - Zélande	Turquie
Côte d'Ivoire	Inde	Oman	Uruguay
Danemark	Indonésie	Ouganda	Venda
Djibouti	Iran	Pakistan	Venezuela
Dominica	Irlande	Panama	Yougoslavie
Egypte	Islande	Papouasie Nouvelle-Guinée	Zaire
Emirats Arabes Unis			Zambie
Equateur			Zimbabwe



Villes où le Message a été publié intégralement

Villes où a été publié le Communiqué

Villes où a été publié le Résumé du Message

Pays où a circulé le Résumé dans le "Reader's Digest"

La couleur beige signale les pays d'où sont venues des répercussions suite aux différentes étapes de la campagne contre le socialisme autogestionnaire.



CAMPAGNE MONDIALE

Europe

ALLEMAGNE FEDERALE

- 1 Francfort
- 2 Hambourg
- 3 Munich

AUTRICHE

- 4 Vienne

ESPAGNE

- 5 Madrid
- 6 Barcelone
- 7 Bilbao
- 8 Cordoue
- 9 Huelva
- 10 Malaga
- 11 Séville
- 12 Valence

FRANCE

- 13 Paris

IRLANDE

- 14 Dublin

ITALIE

- 15 Rome
- 16 Messine
- 17 Milan
- 18 Palerme
- 19 Plaisance

LUXEMBOURG

- 20 Luxembourg

PORTUGAL

- 21 Lishonne
- 22 Porto

ROYAUME-UNI

- 23 Londres

SUISSE

- 24 Genève
- 25 Sion

Amérique du Nord et Amérique Centrale

CANADA

- 26 Montréal
- 27 Toronto

COSTA RICA

- 28 San José

NOUVELLE-CALÉDONIE (FR.)

82

AUSTRALIE

81

80

84

83

NOUVELLE-ZÉLANDE

DIALE DES 15 TFP

ETATS-UNIS

- 29 Washington
- 30 Chicago
- 31 Dallas
- 32 Los Angeles
- 33 New York

MEXIQUE

- 34 Mexico

Amérique du Sud

ARGENTINE

- 36 Buenos Aires
- 38 Bahía Blanca
- 37 Catamarca
- 38 General Juan Madariaga
- 39 Mendoza
- 40 San Juan

BOLIVIE

- 41 La Paz
- 42 Santa Cruz

BRESIL

- 43 Belém
- 44 Belo Horizonte
- 45 Blumenau
- 46 Campos
- 47 Curitiba
- 48 Dourados
- 49 Goiânia
- 50 Maceió
- 51 Manaus
- 52 Natal
- 53 Porto Alegre
- 54 Recife
- 55 Rio de Janeiro
- 56 Salvador
- 57 São Luís
- 58 São Paulo
- 59 Teresina
- 60 Uruguaiana
- 61 Vitória

CHILI

- 62 Santiago

COLOMBIE

- 63 Bogota
- 64 Cali

65 Cucuta

- 66 Medellín
- 67 Neiva

EQUATEUR

- 68 Quito
- 69 Guayaquil

PARAGUAY

- 70 Asunción

PEROU

- 71 Lima

URUGUAY

- 72 Montevideo

VENEZUELA

- 73 Caracas
- 74 Barquisimeto
- 76 Maracaibo

Asie

NEPAL

- 76 Katmandu

PHILIPPINES

- 77 Manille

Afrique

REP. SUD-AFRICAINE

- 78 Le Cap
- 79 Johannesburg

Océanie

AUSTRALIE

- 80 Melbourne
- 81 Sydney

NOUVELLE-CALÉDONIE

- 82 Nouméa

NOUVELLE-ZÉLANDE

- 83 Wellington
- 84 Auckland

CANADA

ETATS

MEXIQUE
BAHIA
SALVADOR

OCEAN

PACIFIQUE



L'Europe, à l'intérieur du cercle, est présentée à une échelle plus grande que pour permettre une meilleure visualisation du grand nombre des villes touchées



...e que le reste de la carte,
...ouchées par la campagne.

au Danemark, une en Norvège et une en Suède.

Pour les Amériques, deux éditions au Canada, en français et en anglais ; aux Etats-Unis, deux éditions également : une pour la région de Chicago et une en espagnol. Ensuite vient le Mexique, avec une édition propre, puis deux autres, l'une regroupant le Guatemala, le Nicaragua, le Panama, le Salvador, la Costa Rica et le Honduras, et l'autre destinée à Porto Rico et à Saint-Domingue. En Amérique du Sud, des éditions pour chacun des pays suivants : Brésil, Argentine, Chili, Uruguay-Paraguay-Bolivie (édition groupée), Pérou, Equateur, Colombie et Venezuela.

Il est superflu de rapporter ici combien cet effort a représenté d'encouragement pour tant de gens qui voyaient avec préoccupation naître dans leurs pays respectifs des embryons fort semblables — d'une façon ou d'une autre — au socialisme autogestionnaire français.

A nouveau, cela occasionna un fleuve de lettres. Plusieurs d'entre elles, avec une touchante insistance, contenaient des demandes de fondation de TFP en divers pays.

Le nombre de pays où l'historique document du Pr Plinio Corrêa de Oliveira a été divulgué, est ainsi passé à 49.

* * *

Et la France ? Triste fait. Malgré tous les efforts déployés par la TFP de ce pays, malgré l'accord conclu avec deux grands quotidiens pour la publication du Message et confirmé dans une annonce parue dans leurs propres colonnes, dans les terres du « socialisme... dans la liberté », le document des TFP s'est vu refuser la publication de la part de tous les journaux parisiens de langue française de diffusion supérieure à 100.000 exemplaires. Il n'est resté à la TFP française, ainsi bâillonnée, que le recours — et après avoir surmonté mille difficultés — à un envoi de 300.000 exemplaires du Message par *mass-mailing*.

Un prestigieux quotidien de langue anglaise édité à Paris par le « New York Times » et le



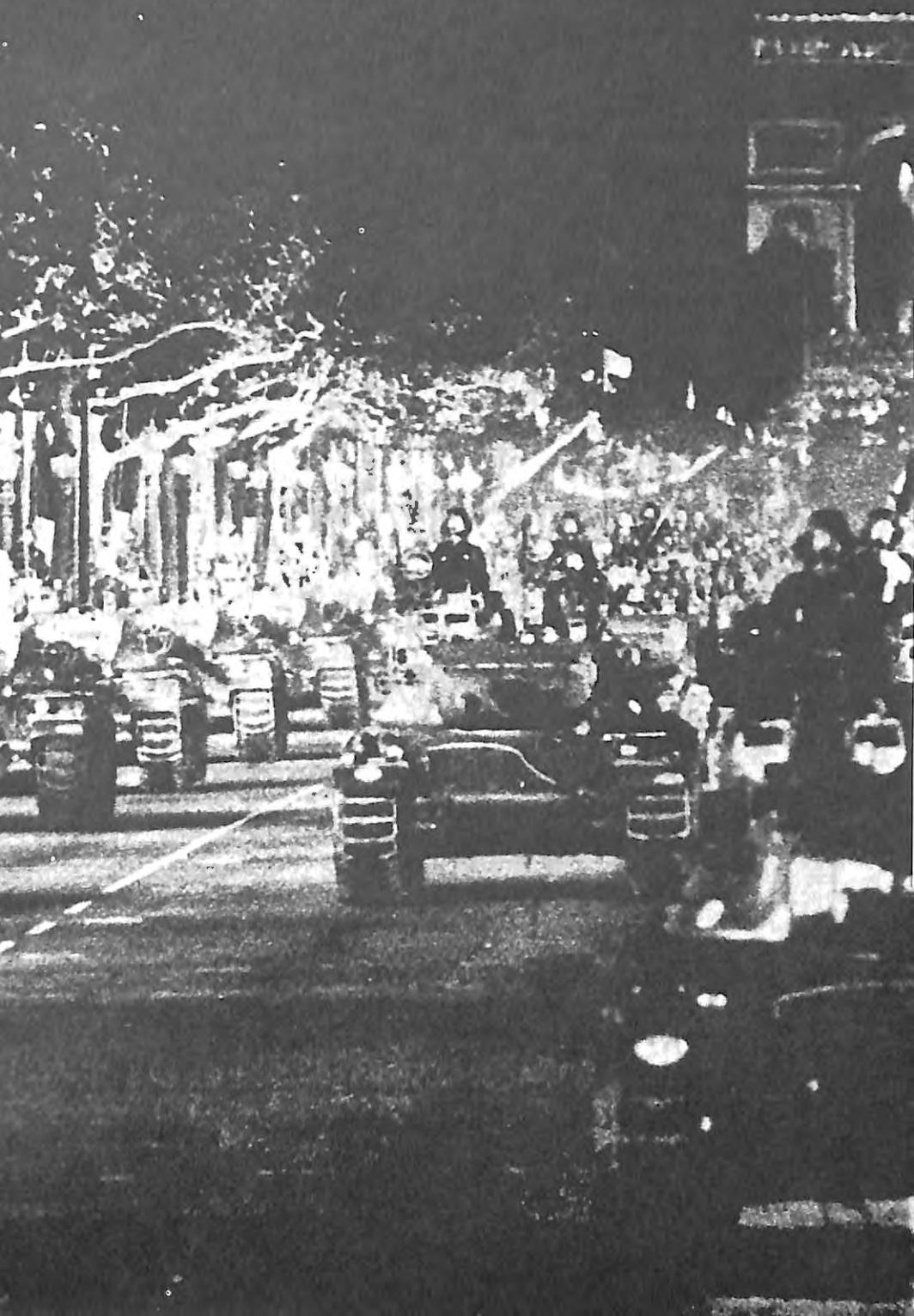
Le rideau du silence publicitaire se referme sur la France



En arrière-plan, l'Arc de Triomphe, construit pour le défilé des troupes françaises victorieuses. Le Président de la République vient de descendre les Champs-Élysées, jusqu'à la tribune d'où il doit assister à la suite du cérémonial patriotique. De part et d'autre, les troupes au garde-à-vous lui ont rendu les honneurs. Illumination féérique. L'Arc de Triomphe semble émerger d'un passé mythologique. La gloire !
— La gloire ? Selon les comptes-rendus de presse, c'est précisément à ce moment-là qu'ont fusé les huées d'une population mécontente.



14 juillet 1982



*La réaction du
gouvernement so-
cialo-communiste*

« Washington Post », le « International Herald Tribune », diffusé dans le monde entier (pour la France seule, 20.000 exemplaires), décrit ainsi dans son édition du 12 décembre 81 la réaction du gouvernement socialiste français à l'égard du Message : « *A Paris, des sources gouvernementales autorisées ont dit qu'elles n'étaient pas préparées à réagir à cette publication, mais qu'elles étaient en train de l'étudier. 'Il n'y a absolument pas de panique et nous sommes bien plus intéressés de savoir qui ou quoi se trouve derrière cette publication', a déclaré jeudi un porte-parole de l'Elysée, ajoutant que 'plus tard' il pourrait y avoir quelque réaction* ».

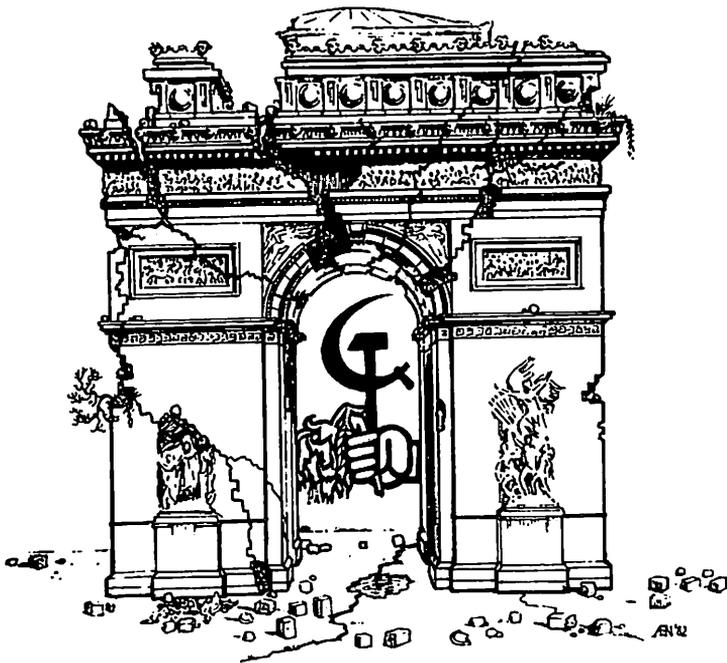
Ces phrases laissent entrevoir l'embarras éprouvé par le gouvernement Mitterrand devant la publication du Message, et ainsi tout l'avantage qu'il a retiré de l'inexplicable refus des journaux français. Tout porte à croire en effet qu'il ne restait pas d'autre issue pour le PS français. Puisqu'il n'avait pu se décider à refuter le document des TFP, la seule solution était d'en prohiber la publication, en recourant à la puissante influence qu'ont les organes gouvernementaux dans un pays socialiste.

Autrement dit, le gouvernement français et le PS entraînent dans un silence contrefait, et — à ce qu'il semble — infligeaient arbitrairement aux propagateurs d'objections incommodes une restriction de liberté inacceptable. Tout dans le pur style soviétique...

Mais — pourra-t-on rétorquer — comment expliquer cette convergence d'attitudes entre le gouvernement socialiste et des organes de presse considérés comme libéraux, et même antisocialistes ?

Comme toute organisation privée, les sociétés éditrices propriétaires de ces divers journaux encourent le risque de passer — par simple délibération de la majorité parlementaire socialo-communiste — en régime d'autogestion. Leurs propriétaires perdraient alors leur condition actuelle, en devenant de simples gérants de l'en-





treprise, dont les nouveaux propriétaires seraient les ouvriers.

Une épée de Damoclès pend ainsi au-dessus de la tête de chaque chef d'entreprise de presse, et l'induit à ne pas publier un document qui déplaise au gouvernement, comme c'est le cas du Message. Epée de Damoclès qui montre à l'évidence combien l'autogestion est le contraire de la liberté.

* * *

Devant une attitude aussi insolite, les treize TFP ont fait paraître un Communiqué, écrit également par le Pr Plinio Corrêa de Oliveira, et intitulé *En France, le poing étrangle la rose*.

Le titre est une allusion au symbole du PS français : un poing — plutôt fait pour la boxe — qui tient une gracieuse rose. Un poing agressif et brutal, qui semble incompatible avec la fleur. Une rose qui — si elle se voyait dans ce poing — au même instant se mettrait à faner. Ce symbole, en vérité, exprime bien les relations entre le socialisme et une authentique et harmonieuse liberté. Celui-là a beau promettre celle-ci, il finit toujours par l'étrangler. C'est bien ce qui s'est produit en cette affaire, dans la France de ce socialisme auto-

*Sous la menace
d'une épée de
Damoclès*

*Nouvelle frappe
des TFP :
« En France, le
poing étrangle la
rose »*



Une grande manifestation contre Mitterrand...
 — de ploutocrates indignés? Pas
 du tout. La question serait bien ingénué.
 De façon générale, les ploutocrates
 ont capitulé, ou n'ont presque pas opposé de
 résistance. C'est à croire qu'ils
 sont avides de suicide. Il s'agit d'une mani-
 festation de paysans indignés contre
 le socialisme, qui ont défilé sur les
 rues de Paris (mars 1982).

gestionnaire, pourtant soucieux de faire valoir sa « bonhomie ».

L'excellente répercussion du Communiqué dans tout l'Occident

Le Communiqué relatif au monde occidental les procédés dictatoriaux du gouvernement socialo-communiste, a grosso modo été publié dans les mêmes journaux qui avaient divulgué le Message, avec en plus le « International Herald Tribune » et le « Luxemburger Wort » (*).

* * *

Ces publications déclenchent une nouvelle avalanche de lettres, d'adhésions, de manifestations de sympathie envers la TFP française, avec le désir

(*) Un an après la publication du Message, enfin, un organe à gros tirage en langue française, l'hebdomadaire « Minute » (4-10/12/82), distribué à 220.000 exemplaires, a osé publier un résumé du Message et du Communiqué des 13 TFP. Mais, sensibles à l'épée de Damoclès, les grands quotidiens français restent fermés à la voix des TFP.

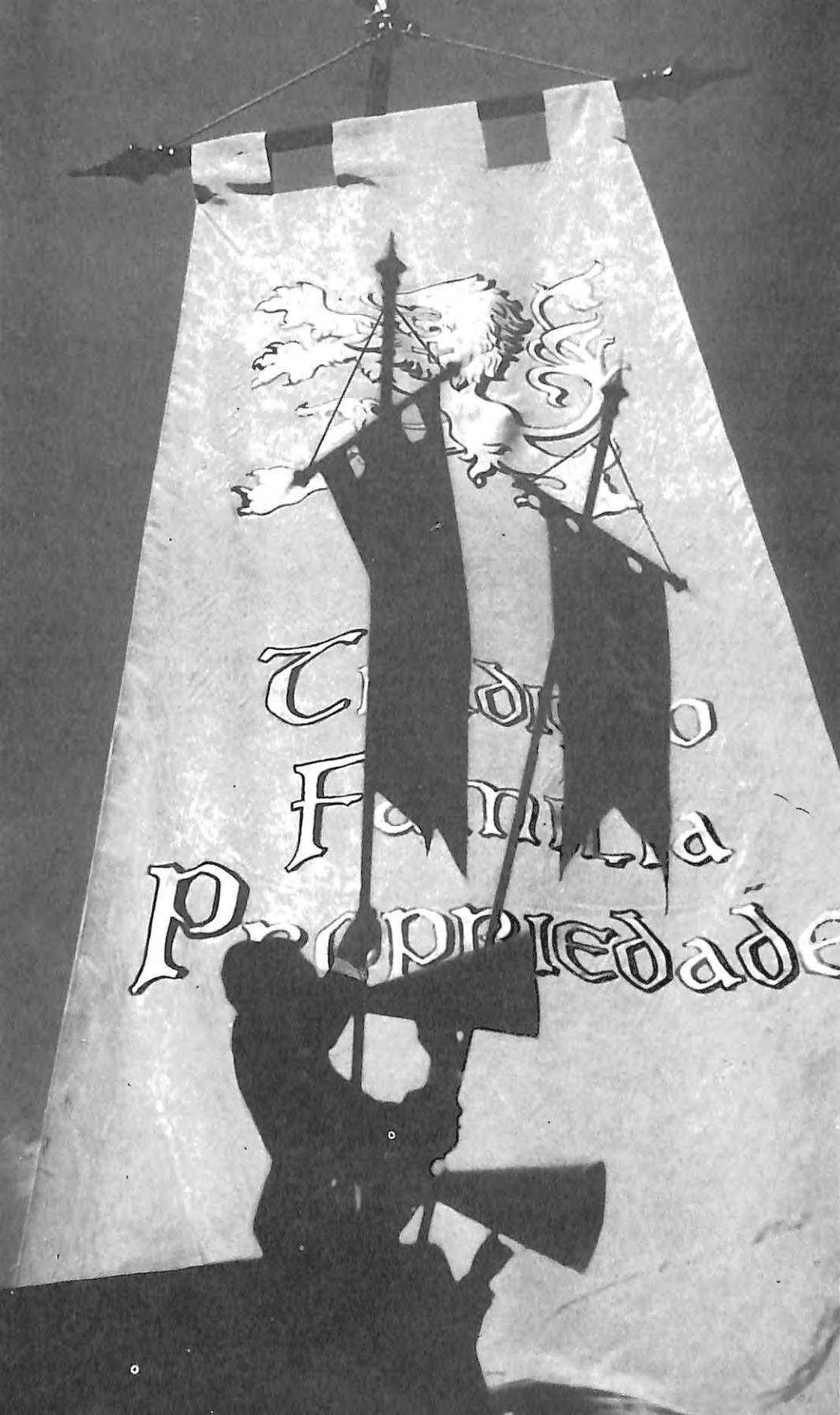


de mieux connaître les TFP et la pensée et l'action du Pr Plinio Corrêa de Oliveira.

Des organes représentatifs d'industriels et de travailleurs, des membres du Corps diplomatique, des professeurs universitaires renommés, des bibliothèques destinées aux hautes études, sollicitent en grand nombre des exemplaires pour la diffusion dans leurs milieux respectifs.

En France, l'attitude de la TFP est saluée par de nombreux applaudissements, accompagnés de demandes instantes pour que soient divulgués les noms des périodiques ayant refusé la publication. La TFP française a cependant eu le noble souci d'éviter cette divulgation, car il lui a semblé incorrect d'exposer ainsi à une publicité défavorable des journaux qui, par le fait même d'être sous l'épée de Damoclès, ne disposaient pas de la liberté nécessaire pour s'expliquer au public.

En Colombie, une commission de sénateurs français se voit en difficulté quand, au cours d'une



Tudo o
Família
Propriedade

conférence de presse, de jeunes collaborateurs de la TFP locale leur demandent des explications au sujet de l'attitude arbitraire du gouvernement de leur pays.

Cela n'a pas empêché que des plagiats tirés du Message, et maintenant aussi du Communiqué, apparaissent en divers organes occidentaux plus ou moins de droite, sans jamais révéler la source...

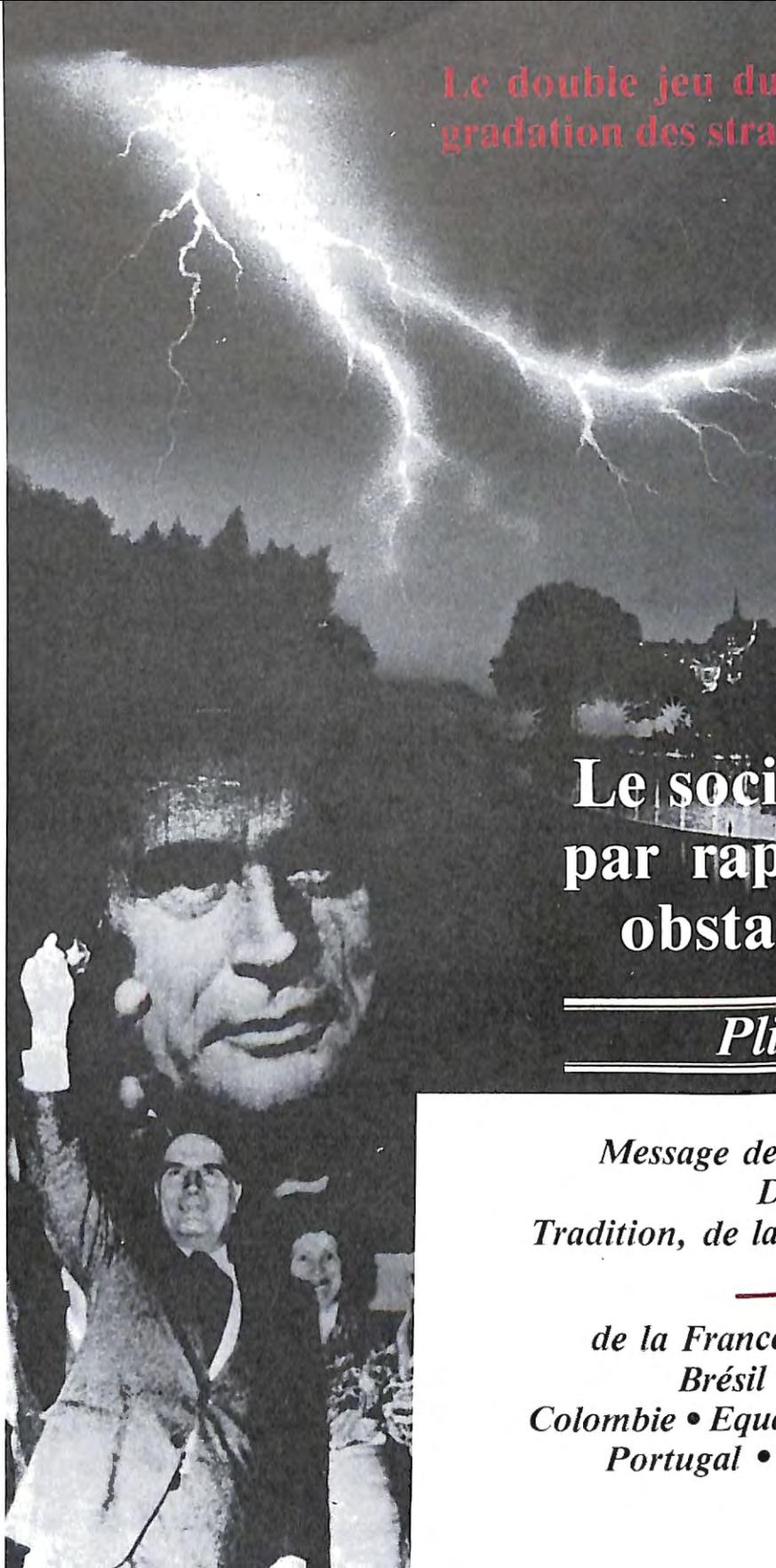
* * *

Voilà en abrégé l'histoire — jusqu'à présent — « *de l'un des suprêmes efforts entrepris 'in signo Crucis', afin d'éviter à la civilisation occidentale agonisante l'effondrement final vers lequel on la voit s'abandonner* » ².

Histoire épique qui convie le lecteur à prendre connaissance du texte du Message et du Communiqué des TFP, qui l'attend dans les pages suivantes...

(2) Cf. le Communiqué des treize TFP « **En France, le poing étrangle la rose** ».

Le double jeu du
gradation des stra



**Le soci
par rap
obsta**

Pl

*Message de
D
Tradition, de la*

*de la France
Brésil
Colombie • Equ
Portugal •*

cialisme français :
les — radicalisme des objectifs

isme autogestionnaire
ort au communisme :
e ou tête-de-pont ?

o *Corrêa de Oliveira*

ssociations pour la
nse de la
mille et de la Propriété

FP —

Argentine • Bolivie
Canada • Chili
• Espagne • Etats-Unis
Guay • Venezuela



En France :

La victoire du PS a mis
à une croisée des chemins la majorité de
l'électorat de centre et de droite

En Occident :

La victoire électorale fournit au
PS de vastes moyens de diplomatie et de
propagande pour accentuer la guerre
psychologique révolutionnaire à l'intérieur
de toutes les nations



Photo: Wideworld



La rose au poing
— symbole du
Parti Socialiste —
Mitterrand encourage
ses partisans
à Montpellier, avec
derrière lui une
grande affiche à sa
propre effigie.

Objectifs socialistes pour la France

- Ratification de la laïcité de l'Etat : mariage équivalent à l'union libre — liberté sexuelle complète — « réhabilitation » de l'homosexualité — libre accès et gratuité des moyens anticonceptionnels — liberté d'avortement pour majeures et mineures — agonie et extinction de l'enseignement privé — éducation par l'Etat à partir de l'âge de deux ans.
- Grandes et moyennes entreprises urbaines nationalisées — socialisation progressive de la vie rurale — voie autogestionnaire — les assemblées ouvrières, pouvoir suprême dans toute entreprise — rôle subordonné des dirigeants et des techniciens dans les entreprises sans entrepreneurs privés — lutte des classes — participation des consommateurs à la direction de l'entreprise.
- Modèle autogestionnaire au sein de la famille : fonction autogestionnaire des enfants, lutte de classes avec les parents — à l'école : fonction autogestionnaire des élèves, lutte de classes avec les professeurs.
- La société autogestionnaire forme un nouveau type d'homme : — agnostique — morale contraire à la morale chrétienne — possibilités de progrès individuel très limitées — soumis en tout à la majorité dans les comités auxquels il a le droit de vote, qui « l'aident » et lui organisent jusqu'à ses loisirs, ses distractions et ses aménagements domestiques.
- *Liberté-Egalité-Fraternité* radicales : nivellement des classes sociales, désagrégation de l'Etat — myriades de micro-communautés — tant qu'il restera des chefs d'entreprise, la monarchie en France n'aura pas fini d'être renversée.
- Autogestion socialiste, objectif international au service duquel le PS s'est engagé de mettre à profit le gouvernement, les richesses, le prestige et le rayonnement mondial de la France.



LA REVOLUTION FRANÇAISE, à la fin du XVIII^e siècle, les bouleversements révolutionnaires de 1848, la Commune de Paris de 1871, l'explosion idéologique et émotionnelle de la Sorbonne en 1968 ont été des jalons importants de l'histoire de la France, et de tout l'Occident.

En effet, ces mouvements, chacun à sa manière et à sa mesure, ont donné une dimension internationale à des aspirations et à des doctrines nées en France ou ailleurs, mais qui en notre pays avaient fermenté avec une capacité d'expansion toute particulière. Les événements historiques ainsi engendrés en France ont trouvé et mis en mouvement, dans l'esprit de divers peuples de l'Occident, des aspirations, des tendances et des idéologies dont l'essor a marqué l'évolution psychologique, culturelle, politique et socio-économique de ces peuples dans les siècles suivants.

Le même phénomène se produit aujourd'hui avec la « révolution » pacifique, mais non moins profonde pour autant, que la victoire électorale du PS lors des élections du 10 mai 1981 et l'accession de M. Mitterrand à la Présidence ont mis en mouvement.

Les crises qui affectent, dans une mesure d'ailleurs inégale, les régimes communiste et capitaliste provoquent dans le monde entier des tendances et des mouvements qui se vantent d'être foncièrement modernes et qui croient trouver dans le socialisme autogestionnaire, installé au pouvoir à Paris, une expression claire, concise et victorieuse de tout ou de presque tout ce qu'ils pensent et désirent. Ceci, naturellement, les lance à la conquête de succès semblables dans leurs pays respectifs, au

Stimio Loure

bénéfice, notons, du communisme international, à la traîne duquel le socialisme autogestionnaire n'est qu'un « compagnon de route ».

Tout en portant ce Message à la connaissance du public de France, l'Association Française pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété (TFP) est sûre d'avoir touché de près à un thème susceptible d'affecter profondément, dans les années suivantes, le futur de notre pays.

Cette étude, actuelle au moment de sa publication, l'est plus encore au moment de lancer la présente édition. L'horizon mondial se charge de nuages... que déchirent de temps à autre, tels des éclairs, les rumeurs les plus diverses d'une crise financière internationale, de nature à bouleverser profondément le régime capitaliste. Si ces rumeurs se confirmaient, le monde contemporain se verrait placé alors entre deux régimes ayant l'un comme l'autre abouti à l'échec sur le plan socio-économique, le capitalisme et le communisme. Dans l'hypothèse de cette banqueroute du capitalisme, viendrait à l'esprit de bien des gens l'idée d'une formule intermédiaire entre capitalisme et communisme, laquelle serait nécessairement d'essence autogestionnaire, d'où un surcroît d'intérêt pour la présente étude.

Ce Message — souscrit par toutes les entités sœurs et autonomes qui constituent la grande famille des TFP de 13 pays — a été écrit par le Président du Conseil National de l'Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété (TFP), le professeur

de Oliveira





Chapitre I

Le centre et la droite devant le socialisme français : l'illusion optimiste, la portée de la défaite et le carrefour

1. L'illusion

Pour « l'homme de la rue » de la plupart des pays occidentaux, le Parti socialiste français, comme tant d'autres, est la résultante d'une association d'intérêts et d'ambitions centrés autour du programme d'un parti, accepté avec plus ou moins de conviction.

Cela s'explique. Le grand public international puise ses informations au sujet du socialisme avant tout à la télévision, à la radio et dans la presse. Ces moyens de communication, tantôt implicitement tantôt explicitement, présentent en général du PS l'image suivante : a) un électorat constitué en majorité de travailleurs manuels marqués, à différents degrés, par la pensée du Parti, mais comprenant également un certain nombre de bourgeois, dont les tendances socio-économiques conciliatrices se greffent ici ou là sur de vagues sympathies philosophiques envers un socialisme « philanthropique » ; b) des cadres dirigeants formés — du moins aux niveaux moyen et supérieur — de politiciens professionnels, préoccupés avant tout par la conquête du pouvoir, et habitués, par conséquent, à la flexibilité, à l'audace, comme à toutes les formes de concession et de prudence qui conduisent à la réussite.

Cette vision globale du socialisme, pourtant peu objective, correspond aux illusions optimistes de tant d'opposants politiques du PS.

Illusions qui ont contribué en grande mesure à la victoire récente de ce parti.

Elles placent aujourd'hui l'électorat français du centre et de droite devant un carrefour décisif.

2. Coup d'œil sur le vrai PS

Examiné sans illusions ni optimisme, le PS laisse entrevoir un caractère idéologique monolithique. Il déduit systématiquement tout son programme politique, économique et social des principes philosophiques qu'il adopte, et l'application intégrale et inexorable de ce programme à chaque individu et à chaque pays — à la France donc, comme à tout le genre humain — est l'objectif final que le Parti préconise.

Quels sont les moyens pour mener à bout cette tâche gigantesque ? La manipulation graduelle, servie par des tactiques de dissimulation sophistiquées, de la culture, de la science, de l'homme et de la nature, ainsi que la manipulation des organes de l'Etat, une fois le Parti au pouvoir.

Selon le PS, cette gradation doit être lente, parce que les circonstances l'exigent presque toujours, mais il faut l'accélérer dans la mesure du possible. Au cours de ce cheminement, aucune parole ne doit être prononcée, aucun pas ne doit être fait, qui n'ait comme but suprême l'anarchie finale (dans le sens étymologique du terme), objectif qui est d'ailleurs également visé par les théoriciens du communisme.

Cette caractéristique du PS se manifeste dans ses documents officiels, chez les auteurs représentatifs de la pensée du parti, ainsi que dans les publications à usage interne, plutôt destinées à la formation de ses membres.

Toute cette matière est absorbée dans les rangs du PS, mais circule aussi dans d'autres cercles, parmi les gauches de diverses teintes, intellectuels et politiciens de toutes tendances, etc., et élargit par là le nombre des sympathisants du Parti. Cependant, l'homme de la rue, extérieur au PS, n'en lit que peu ou pas du tout ¹.

NOTES

1. Cette caractérisation du PS s'appuie sur une documentation rigoureuse.

Ayant émergé du Congrès d'Epinay en 1971 en tant que nouvelle organisation politique le Parti socialiste actuel publie divers documents officiels concernant sa doctrine et son programme. Ces publications se font surtout pendant ses congrès nationaux (qui ont lieu tous les deux ans) et pendant les campagnes électorales. Par surcroît, on compte aussi un grand nombre de publica-

3. Portée réelle de la montée du socialisme en France — Abstention, le grand facteur de la défaite du centre et de la droite

Les observateurs et analystes des dernières élections présidentielles françaises considèrent que le candidat vainqueur de la gauche a bénéficié des voix d'une partie importante de l'électorat de centre et de droite. Lors du deuxième tour de scrutin, M. Mit-

NOTES

tions internes visant à former ses membres ou adhérents ou à les tenir au courant des résultats obtenus à la suite de nombreux colloques et réunions.

Ces textes étant trop abondants pour être tous utilisés, nous avons choisi de nous limiter aux trois documents de base du PS, tous trois d'une importance fondamentale :

a) Le *Projet socialiste pour la France des années 80* (Club Socialiste du Livre, Paris, mai 1981, 380 pages) présente les ambitions des socialistes français dans les dix années à venir. Le *Projet* redéfinit les priorités socialistes et signale d'avance les actions principales par lesquelles le PS se fera ressentir aux Français. Remarquons bien qu'il n'abroge pas les textes et les programmes du Parti qui l'ont précédé (et dont nous parlerons plus loin). Au contraire, « *il les prolonge pour en élargir à la fois le champ d'action et la vision* » (op. cit., p. 7).

Lors de la Convention nationale du Parti qui a eu lieu à Alfortville le 13 janvier 1980, le *Projet* a été approuvé à 96% des voix. C'est de lui que le *Manifeste de Créteil* du 24 janvier 1981 ainsi que les *110 Propositions pour la France* qui lui sont jointes, se sont inspirés. C'est sur la base de ces deux documents, approuvés à l'unanimité par le Congrès de Créteil, que le Parti socialiste a entrepris de lancer la campagne présidentielle de Mitterrand (cf. « Le Poing et la Rose », n° 91, février 1981).

b) En 1972, cherchant à établir un contrat de gouvernement qui les unirait, le PS et le PC entamèrent des négociations qui ont abouti à la création du *Programme commun de gouvernement de la Gauche*, à valoir pendant cinq ans. En 1977, les deux partis n'ayant pu s'entendre sur le renouvellement de leur accord, le PS prit sur lui d'actualiser le *Programme commun*. Pendant la campagne électorale, au début de 1978, il a publié le programme mis à jour pour fournir à l'opinion publique « *la possibilité de juger sur pièces* » ce que le Parti ferait s'il remportait la victoire aux élections, ainsi que pour permettre « *à chacun d'en suivre l'application* » (cf. *Le Programme commun de gouvernement de la gauche — Propositions socialistes pour l'actualisation*, Flammarion, Paris, 1978, 128 pages. Préface de François Mitterrand, p. 3).

c) Enfin les *Quinze thèses sur l'autogestion*, adoptées par la Convention du Parti socialiste le 21 et 22 juin 1975 (cf. « Le Poing et la Rose », supplément au numéro 45, du 15 novembre 1975, 32 pages), qui s'avèrent d'un intérêt particulier puisque c'est là que les socialistes français présentent la perspective d'une société autogestionnaire en tant qu'« *apport propre du PS, sur le plan théorique pour l'instant, à l'histoire du mouvement ouvrier* » (« Documentation Socialiste », Club Socialiste du Livre, supplément au numéro 2, sans date, pages



Photo AP/Wideworld

Campagne extrêmement dynamique de la gauche : jusque dans le quartier de plus riche bourgeoisie à Paris (le XVI^e), la photo de Marchais, chef du PC, vient recouvrir celle d'un candidat de centre ou de droite.

42 et 43) et qu'ils estiment avoir donné un nouveau contenu à la notion d'autogestion (cf. « Documentation Socialiste », n° 5, sans date, p. 58).

Avec ces documents, le PS se faisait fort de fournir à l'électeur ordinaire des renseignements assez abondants pour obtenir son soutien réfléchi et son vote. Ils constituent donc une sorte d'autoportrait du PS dont la fidélité ne saurait être mise en cause, puisqu'on doit supposer qu'un mouvement qui vient de remporter une telle victoire stratégique est capable de se définir clairement. D'ailleurs, les socialistes prennent la responsabilité de tout ce qu'ils publient. En effet, on peut lire dans le *Projet socialiste* : « Nous sommes les seuls à prendre le risque d'exposer nos thèses noir sur blanc, avec l'irréductible du papier imprimé nous nous montrons tels que nous sommes » (op. cit., p. 11).

Une fois au pouvoir, le Premier Ministre socialiste Pierre Mauroy a présenté une *Déclaration de politique générale du Gouvernement* lors d'une session de l'Assemblée le 8 juillet. Dans cette *Déclaration* et dans les débats parlementaires qui l'ont suivie, le Premier Ministre a confirmé la ligne générale du *Projet socialiste* faisant ainsi d'importantes contributions à la définition du PS pour ce qui est de son idéologie et de son programme (cf. « Journal Officiel » — Débats Parlementaires, 9 et 10 juillet 1981). Le Premier Ministre a même annoncé à cette occasion, qu'il avait obtenu « du conseil des ministres, l'autorisation d'engager, sur cette déclaration de politique générale, la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49 de la Constitution » (« Journal Officiel », 9/7/81, p. 55).

- On se servira des références respectives suivantes pour désigner ces documents de base : *Projet* ; *Programme commun — Propositions pour l'actualisation* ; *Quinze thèses* et *Déclaration de politique générale*. C'est nous qui mettons les caractères gras dans les citations.

- Les publications du PS utilisent l'expression *Projet socialiste* à la fois pour désigner le document de manière spécifique et pour parler d'une manière générale du nouveau programme de société que les socialistes proposent à la France et au monde, qu'ils nomment aussi : *projet autogestionnaire*. Dans ce cas, les termes *Projet socialiste* et *Projet autogestionnaire* sont synonymes. Dans ce texte on continuera à employer ces expressions dans les deux acceptions : tantôt spécifique, tantôt générale. Le lecteur discernera facilement de laquelle il s'agit, d'autant plus que les citations des sources socialistes apparaissant ici ne laissent aucune place aux équivoques.



Mitterrand et son adversaire étaient séparés par 1.065.956 voix (3,51% des suffrages exprimés) et le déplacement des voix du centre-droite en faveur du candidat socialiste a constitué un facteur important — même décisif — dans cette lutte électorale serrée. Il suffit de considérer que le transfert de la moitié de cette différence aurait eu pour résultat l'égalité des voix (voir Tableau I — *Comment 500 mille voix ont décidé des élections présidentielles françaises*).

Une telle fuite surprend. Il y a près de vingt ans, tout électeur de droite ou du centre conscient de son authenticité se serait jugé traître à la cause en élisant un candidat nommé par le PS, et, qui plus est, se présentant en coalition ouverte avec le Parti Communiste². En 1981, ce sentiment de cohérence n'a pas joué pour de nombreux électeurs du centre et de droite de tous âges qui ont voté pour M. Mitterrand avec une tranquillité irréfléchie et même nonchalante³. Comment ceci a-t-il pu se produire ?

Les failles de la droite et du centre n'en sont cependant pas restées là. Leurs campagnes électorales ont été menées sans l'intérêt, sans l'élan et la force de frappe indispensables pour entraîner les foules, éléments qui n'ont pas manqué du côté socialo-communiste.

A l'occasion des élections législatives, ce manque d'élan s'est naturellement accentué et a entraîné une autre conséquence : l'augmentation des abstentions. Lors d'une élection aussi décisive pour la France et pour le monde, non moins de 10.783.694 électeurs (29,67% du corps électoral) se sont abstenus lors du

NOTES

2. Bien qu'il y ait une alliance connue entre le PS et le PC, il vaut mieux que son bénéficiaire soit légèrement dissimulé. Cela signifie que les socialistes doivent être en premier plan : « *Il faut que le Parti communiste accepte cette évidence de la politique française : la majorité des Français ne fera confiance à la Gauche pour gouverner que si elle est sûre que le socialisme fondera la liberté pour notre temps.*

« *Qu'on le veuille ou non, il faut pour cela que le Parti socialiste apparaisse comme la force d'animation dans l'alliance. Cela n'enlève rien au rôle que devrait y jouer le Parti communiste* » (*Projet*, p. 366).

Les communistes ont très bien compris leur rôle. Selon le Secrétaire Général du PS Lionel Jospin, un million et demi d'électeurs communistes (un quart du contingent de ce parti) ont voté pour Mitterrand dès le premier tour de scrutin des élections présidentielles (cf. « *Le Poing et la Rose* », n° 83, 30/5/81, p. 1).

3. Les références faites à la droite dans cet ouvrage ne se rapportent pas à la droite française traditionaliste, souvent d'inspiration catholique et dont l'action présumée lors des élections de 1974, 1978 et 1981 est difficile à discerner et par conséquent, également difficile à évaluer.

premier tour de scrutin. Le nombre des abstentions a par conséquent été supérieur au nombre de voix obtenues par le PS (9.432.537).

Le bloc qui a souffert un grand recul aux élections de 1981 a été celui de centre-droite, qui est tombé de 14.316.724 voix lors du premier tour de scrutin des élections présidentielles (26 avril)

TABLEAU I
Comment 500 mille voix ont décidé
des élections présidentielles françaises

Election - 2 ^e tour 10/5/81	Voix	% d'inscrits	% de suffrages exprimés
Inscrits	36.398.762	100,00	—
Abstentions	5.149.210	14,15	—
Votants	31.249.552	85,85	—
Blancs et nuls	898.984	2,47	—
Suffrages exprimés	30.350.568	83,38	100,00
F. Mitterrand	15.708.262	43,16	51,76
V. Giscard d'Estaing	14.642.306	40,23	48,24
Ecart entre Mitterrand et Giscard	1.065.956	2,93	3,51

Source: « Journal Officiel », 16/5/81.

A remarquer: Selon un sondage IFOP-Le Point publié par cet hebdomadaire le 2 mai (donc entre le premier et le second tour des élections présidentielles), un nombre considérable d'électeurs de centre-droite avaient déclaré leur intention de voter pour Mitterrand au second tour. Si les pourcentages établis par cette enquête se sont confirmés, le candidat socialiste aura obtenu 1 % des votes de Giscard (82.224), 18 % de ceux de Chirac (940.652) et 21 % des votes de diverses droites (182.373), soit un total de 1.205.249 voix du centre-droite. De leur côté, les électeurs de la gauche devaient porter 552.513 voix sur Giscard. Le bilan des reports de voix entre le centre-droite et la gauche s'établirait ainsi à 652.736 voix en faveur de Mitterrand.

Une enquête faite par la SOFRES entre le 10 et le 20 mai, donc après le second tour des élections présidentielles, indique un glissement de 16 % (836.135) des voix de Chirac à Mitterrand, confirmant ainsi la tendance observée par le sondage IFOP-Le Point (cf. « Le Monde », 2/6/81).

Ces données nous amènent à affirmer que le glissement de voix de centre-droite vers Mitterrand a pu être décisif pour sa victoire électorale.



à 10.892.968 voix lors du premier tour des législatives (14 juin), perdant ainsi 3.423.756 électeurs pendant cette courte période. Le nombre des abstentions ayant augmenté de 3.900.917 entre les deux élections, d'une part, et la coalition de gauche ayant accusé une petite augmentation, d'autre part (voir Tableau II — *Les abstentions et la dispersion du Centre et de la Droite ont favorisé la Gauche au cours des dernières élections législatives françaises*), tout semble indiquer que la plus grande partie des nouvelles abstentions est issue des rangs du centre et de la droite. Parmi ceux-ci, nombreux ont été ceux qui ont décidé de ne pas

TABLEAU II
Les abstentions et la dispersion du Centre
et de la Droite ont favorisé
la Gauche au cours des dernières élections
législatives françaises

Premier tour	Prés. (26/4/81)	Lég. (14/6/81)	Pertes et gains
Inscrits	36.398.859	36.342.827	- 56.032
Abstentions	6.882.777	10.783.694	+ 3.900.917
Votants	29.516.082	25.559.133	- 3.956.949
Blancs et nuls	477.965	368.092	- 109.873
Suffrages exprimés	29.038.117	25.191.041	- 3.847.076
Extrême droite	—	90.422	+ 90.422
Divers			
Centre-droite	868.444	713.582	- 154.862
RPR (Chirac)	5.225.848	5.249.670	+ 23.822
UDF (Giscard)	8.222.432	4.839.294	- 3.383.138
Total centre-droite	14.316.724	10.892.968	- 3.423.756
PS (Mitterrand)	7.505.960	9.432.537	+ 1.926.577
PC (Marchais)	4.456.922	4.065.540	- 391.382
Divers gauche	964.200	193.634	- 770.566
Extrême gauche	668.057	334.674	- 333.383
Total gauche	13.595.139	14.026.385	+ 431.246
Ecologistes	1.126.254	271.688	- 854.566

Source: « Journal Officiel », 30/4/81 et 8/5/81 ; « Le Monde », 17-23-24/6/81.

voter, soit à cause de querelles de parti, soit simplement pour profiter plus agréablement d'un dimanche électoral.

Ce phénomène — décisif en un moment crucial — s'explique en grande mesure par l'illusion que la victoire éventuelle d'un parti, de gauche sans doute, mais accommodant, n'aurait pas de conséquences dramatiques. D'autres moindres circonstances d'ordre personnel, régional, etc., inspirées également par ce point de vue optimiste, ajoutées à l'éblouissement causé par la victoire de M. Mitterrand, ont amené nombre d'électeurs de centre et de droite à voter pour le PS, contribuant ainsi à des déplacements de voix semblables à ceux des élections présidentielles.

En somme, tous ces éléments nous amènent à penser que les abstentions aussi bien que les voix passées d'un parti à l'autre sont nées au sein des partis les moins rigidelement structurés, à moins qu'on ne s'imagine un PS ou un PC à discipline affaiblie et absorbé à surpasser ses adversaires du centre et de la droite dans la course à l'abstention...

Le PS a donc gagné, mais sa victoire n'équivaut pas à l'augmentation de l'électorat socialiste que la propagande de gauche a proclamée à travers le monde.

En comparant les élections législatives de 1978 avec celles qui viennent d'avoir lieu, on remarque que le contingent électoral de gauche est resté pratiquement identique : 14.169.440 en 1978 et 14.026.385 en 1981 (informations concernant le premier tour de scrutin, seul pour lequel il est possible d'établir une comparaison, en vertu des particularités du système électoral français). Etant donné que le nombre des électeurs a augmenté de 1.138.675 pendant cette période, le maintien du nombre de votes de gauche représente une diminution effective en pourcentage réel du corps électoral. Ainsi, la gauche qui a obtenu l'appui de 40,25% du corps électoral en 1978 a seulement obtenu 38,59% cette fois-ci, ce qui est bien loin de représenter la majorité du corps électoral (voir Tableau III — *Stagnation de l'électorat de Gauche aux élections législatives de 1978 à 1981*, à la page suivante).

La victoire électorale du PS lors des dernières élections présidentielles n'est donc pas due à un renforcement de la gauche, mais plutôt au désintérêt et à la dispersion du centre et de la droite, provoqués en partie, comme on le verra plus loin, par la désorientation et la fragmentation d'une partie considérable de l'électorat catholique.

S'il s'agissait de l'augmentation du nombre des électeurs de gauche, le fait serait peut-être difficilement réversible, mais étant



TABLEAU III
Stagnation de l'électorat de Gauche
aux élections législatives de 1978 à 1981

Premier tour	1978	% d'ins- crits	1981	% d'ins- crits
Inscrits	35.204.152	100,00	36.342.827	100,00
PS	6.451.151	18,32	9.432.537	25,95
PC	5.870.402	16,68	4.065.540	11,19
Divers gauche	894.799*	2,54	193.634	0,53
Extrême gauche	953.088	2,71	334.674	0,92
Total de la gauche	14.169.440	40,25	14.026.385	38,59
Total des écologistes	612.100	1,74	271.688	0,75
Écologistes de gauche**	(324.413)	(0,92)	(143.994)	(0,40)
Total Gauche + écolo- gistes de gauche**	(14.493.853)	(41,17)	(14.170.379)	(38,99)

Source: *Les élections législatives de mars 1978*, cf. « Le Monde-Dossiers et Documents », « Le Monde », 17-23/24/6/81.

* Ce total comprend 36,67 % des voix apparaissant sous la catégorie : « Divers » dans le bulletin du Ministère de l'Intérieur. C'était le pourcentage des votants de l'opposition, d'après « Le Monde » du 14-15/3/78.

** Un léger déclin de la gauche se remarque davantage si l'on considère un certain nombre d'écologistes comme étant du bloc de gauche. En effet, dans certains cas, ils votent pour les candidats qui s'affichent de gauche. Un sondage de la SOFRES révèle que 53 % des écologistes ont voté pour Mitterrand au second tour des élections présidentielles, 26 % pour Giscard et 21 % se sont abstenus ou n'ont pas donné de réponse (cf. « Le Monde », 2/6/81). Une enquête menée par l'IFOP a indiqué respectivement les chiffres de 50 %, 26 % et 24 % (cf. « Le Point », 2/5/81). Les chiffres entre parenthèses ont été calculés à partir des résultats obtenus par la SOFRES.

donné que la défaite est provoquée par la désorientation du centre et de la droite, tout peut encore être reconquis. La victoire socialiste de 1981 pourra donc être suivie d'une défaite de la gauche lors de futures élections.

Ces considérations devraient encourager ceux qui pensent que le gain de terrain du socialisme est définitif et qui, au lieu de

s'organiser dès maintenant sous forme d'une opposition à la fois disciplinée et énergique, irréductible et féconde, accourent aux vainqueurs en leur tendant les bras pour collaborer avec eux. Ils renoncent ainsi à lutter pour empêcher notre pays de glisser sur la rampe qui mène au socialisme (rampe qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme glissante), pour finir dans le communisme (qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme mortel). Leur explication est la suivante : la victoire socialiste est un fait acquis. On peut pourtant se demander s'il existe réellement des faits acquis dans le monde instable d'aujourd'hui.

4. Que faire devant la victoire du PS ? — Le carrefour

Pour l'instant, toutefois, les faits sont là... Le PS détient aujourd'hui le pouvoir exécutif. Même sans considérer l'appui des 44 députés du Parti Communiste ni celui d'autres députés de petits partis de gauche, le PS dispose de la majorité absolue à la Chambre, avec 265 députés sur un total de 491 sièges. Pour reconquérir ce qu'elle vient de perdre, la France de centre et de droite se doit de choisir la meilleure stratégie face au PS. Dans ce but, il est cependant nécessaire qu'elle définisse pour elle-même ce qu'est le PS et qu'elle choisisse entre la version un peu folklorique d'un PS opportuniste et accommodant, et la réalité d'un PS menant de manière progressive mais sûre vers le collectivisme intégral.

La victoire du PS et l'installation d'un régime socialiste en France vont provoquer une croissance de la gauche dans d'autres pays, soit par répercussion, soit par les ingérences déjà annoncées du gouvernement français actuel. Le problème de stratégie se pose donc également pour les éléments de centre et de droite de ces pays-là. La victoire du socialisme français a déjà donné l'impression aux politiciens de gauche en Europe et en Amérique que le drapeau socialiste a soudain acquis un nouveau pouvoir d'attirer les foules dans tout l'Occident. Ils imaginent que le socialisme a révélé en France un potentiel électoral bien plus étendu qu'en réalité. Des flambées d'enthousiasme socialiste autogestionnaire ont déjà jailli dans nombre de pays. Si l'image réelle du PS correspond à celle d'un parti accommodant, cela ne présente pas de grand risque. Si, au contraire, le socialisme français poursuit précisément les mêmes objectifs finals que le communisme, il est alors nécessaire d'éclairer et d'alerter l'opinion publique. Ceci



est d'autant plus vrai que l'on ne sait pas aujourd'hui jusqu'où peuvent aller les tendances de gauche de l'opinion publique, suscitées par la guerre psychologique manipulée par Moscou, avec un succès évident dans le monde entier.

5. Choix de stratégie : aspects du socialisme français

Plus l'image que le public se fait du PS est objective et conforme à la réalité, plus le choix d'une stratégie sera correct et rapide. Dans l'impossibilité d'épuiser un tel sujet dans ce résumé général, il paraît opportun de révéler ici les caractéristiques de la doctrine et des tactiques du PS français, de manière à dissiper immédiatement les illusions optimistes qui ne peuvent que ralentir et relâcher le combat contre un tel danger.

Sur la première marche, Mitterrand pose avec le premier-ministre Mauroy, devant son ministère. Quatre portefeuilles ont été confiés dès le départ à des communistes.

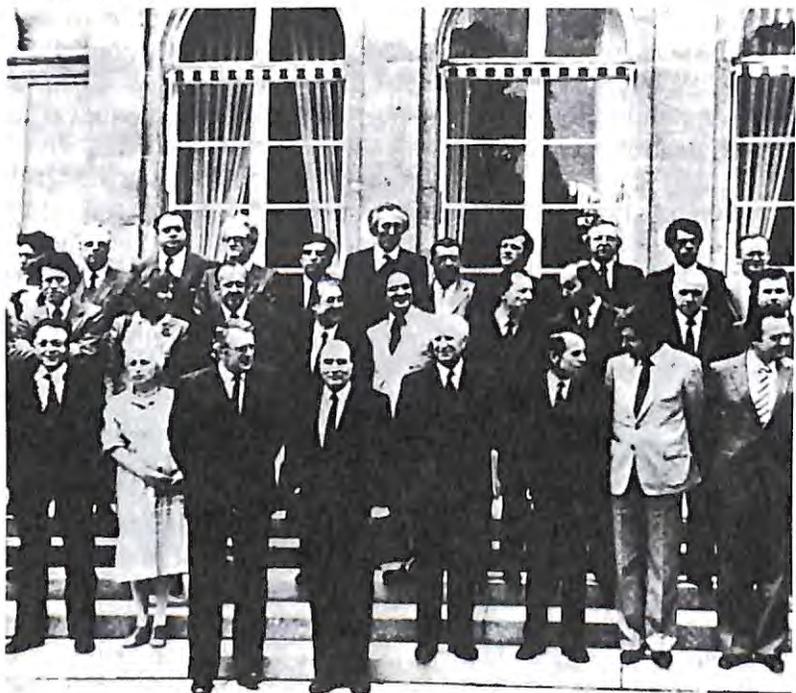


Photo A.P.

Chapitre II

Doctrine et stratégie du projet de socialisme pour la France



1. « Liberté, égalité, fraternité » dans le « Projet socialiste »

Le propre d'une devise est d'être substantielle et précise.

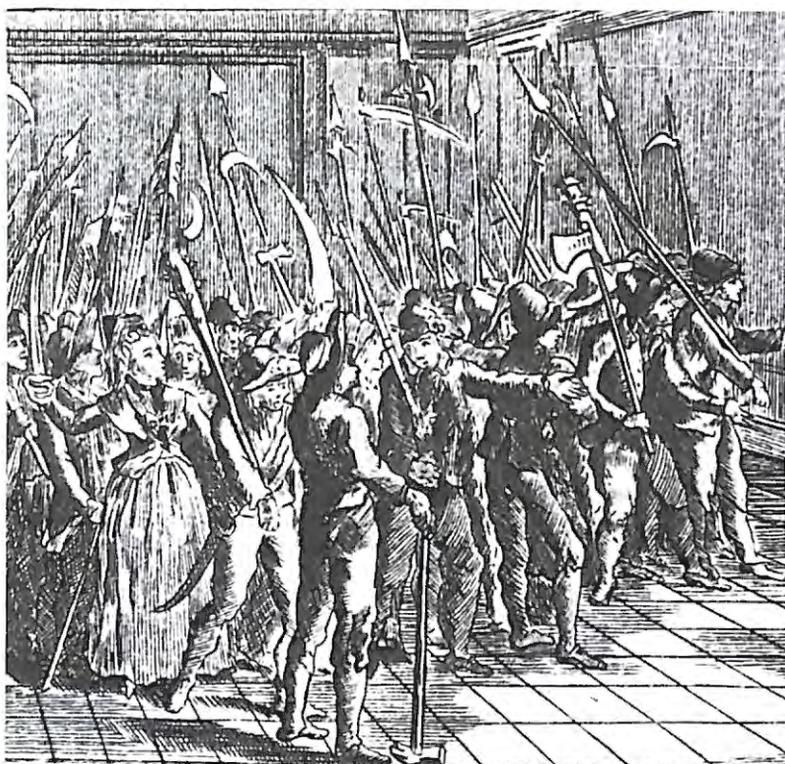
Ce n'est pas le cas de la trilogie de la Révolution : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Parmi les multiples interprétations et applications auxquelles elle a donné lieu, certaines ont laissé dans l'Histoire des marques d'impiété, de folie et de sang qui ne s'effaceront jamais ⁴.

NOTES

4. Dans sa lettre apostolique du 25 août 1910, intitulée *Notre Charge Apostolique*, condamnant le mouvement du *Sillon* de Marc Sangnier, Saint Pie X analyse la fameuse trilogie en ces termes :

« Le *Sillon* a le noble souci de la dignité humaine. Mais cette dignité, il la comprend à la manière de certains philosophes dont l'Eglise est loin d'avoir à se louer. Le premier élément de cette dignité est la liberté, entendue en ce sens que, sauf en matière de religion, chaque homme est autonome. De ce principe fondamental il tire les conclusions suivantes : Aujourd'hui le peuple est en tutelle sous une autorité distincte de lui, il doit s'en affranchir : **émancipation politique**. Il est sous la dépendance de patrons qui, détenant ses instruments de travail, l'exploitent, l'oppriment et l'abaissent ; il doit secouer leur joug : **émancipation économique**. Il est dominé enfin par une caste appelée dirigeante, à qui son développement intellectuel assure une prépondérance indue dans la direction des affaires ; il doit se soustraire à sa domination : **émancipation intellectuelle**. Le nivellement des conditions à ce triple point de vue établira parmi les hommes l'égalité, et cette égalité est la vraie justice humaine. Une organisation politique et sociale fondée sur cette double base, la liberté et l'égalité (auxquelles viendra bientôt s'ajouter la fraternité), voilà ce qu'ils appellent Démocratie.

D'abord en politique, le *Sillon* n'abolit pas l'autorité, il l'estime, au contraire, nécessaire, mais il veut la partager, ou, pour mieux dire, la multiplier de telle façon que chaque citoyen deviendra une sorte de roi.



Musée Carnavalet / Coll. FLAMMARION

Révolution Française : c'est par l'attaque de la populace contre la Royauté qu'allait commencer la démolition de la propriété individuelle. — Le Parti Socialiste français affirme que le socialisme autogestionnaire est fils des révolutions de 1789 et de 1848, de la Commune de Paris de 1871 et de l'explosion idéologique et sentimentale de la Sorbonne en 1968 (Cf. Chap. II, notes 6 et 16).

Musée de Rome



Pie VI (1775-1779)

Une des interprétations les plus radicales, à laquelle se prête la trilogie, peut être énoncée comme suit. La justice exige une *égalité* absolue entre les hommes. Seule celle-ci, par la suppression de toute autorité, réalise entièrement la *liberté* et la *fraternité*. La *liberté* n'a qu'une limite : ce qui est indispensable pour empêcher les plus doués d'utiliser à leur avantage une supériorité de commandement, de prestige ou de biens. La véritable *fraternité* découle de la relation entre les hommes entièrement égaux et libres.

De 1789 à 1794, les leaders révolutionnaires successifs se sont inspirés d'interprétations de la célèbre trilogie, chaque fois plus



1792 : La Révolution Française parvient à son apogée... C'est d'elle que s'inspire Mitterrand. En illustration : le jugement d'un suspect par un tribunal révolutionnaire.



Photo B.N.

« Proportions gardées, il en sera de même dans l'ordre économique. Soustrait à une classe particulière, le patronat sera si bien multiplié que chaque ouvrier deviendra une sorte de patron.

« Voici maintenant l'élément capital, l'élément moral. Arraché à l'étroitesse de ses intérêts privés et élevé jusqu'aux intérêts de sa profession et plus haut encore, jusqu'à ceux de l'humanité (car l'horizon du Sillon ne s'arrête pas aux frontières de la patrie, il s'étend à tous les hommes jusqu'aux confins du monde), le cœur humain, élargi par l'amour du bien commun, embrasserait tous les camarades de la même profession, tous les compatriotes, tous les hommes. Et voilà la grandeur et la noblesse humaine idéale réalisée par la célèbre trilogie : Liberté, Egalité, Fraternité.

Telle est, en résumé, la théorie, on pourrait dire le rêve, du Sillon » (Acta Apostolicae Sedis, Typis Poliglottis Vaticanis, Rome, 1910, vol. II, pp. 613-615).

Saint Pie X marche ainsi sur les traces de ses prédécesseurs qui dès Pie VI avaient réprouvé les erreurs inspirées par la devise de la Révolution française.

Dans sa Décrétale du 10 mars 1791, adressée au Cardinal de la Rochefoucauld et à l'Archevêque d'Aix-en-Provence à propos des principes de la Constitution Civile du Clergé, Pie VI déclare : « Elle (l'Assemblée Nationale Française) a





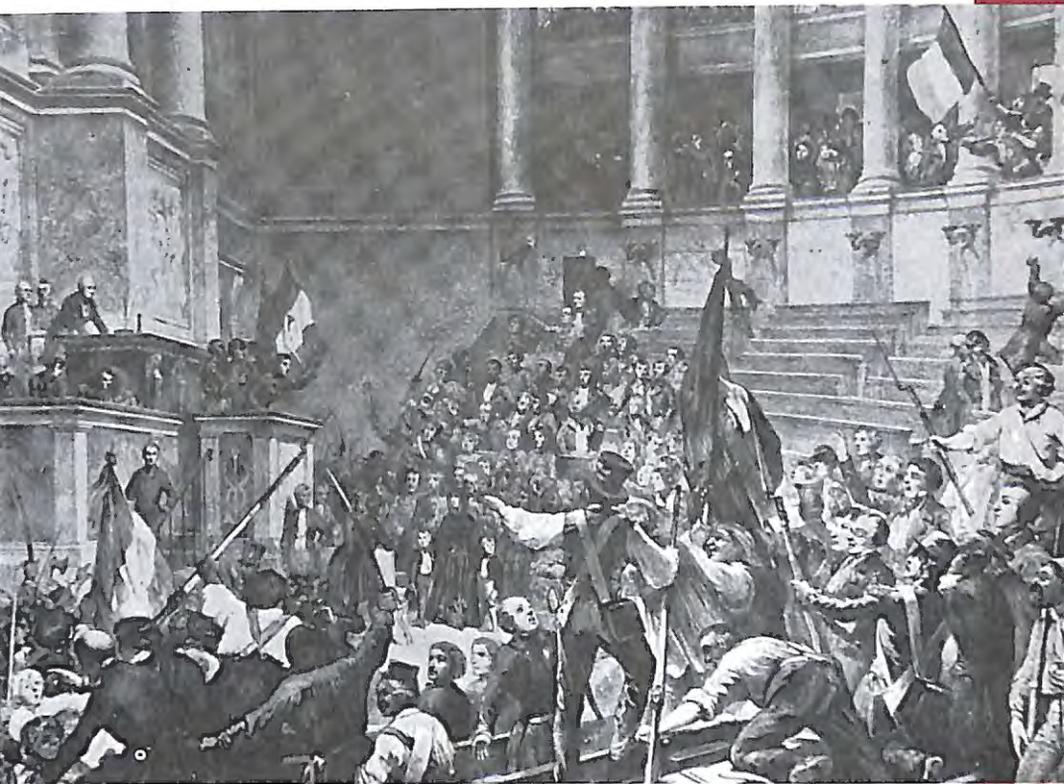
proches de cet énoncé radical. La Révolution française, si modérée au début, eut des spasmes de tendance nettement communiste au moment de son agonie finale. Comme s'il répétait ce processus révolutionnaire au ralenti, le monde démocratique mène — ou est sur le point de mener — à ses conséquences finales le nivellement politique des classes, bien que sa culture, son régime social et économique conservent encore des aspects hiérarchiques.

On pourrait discuter des faits, des lieux et des dates qui, au XIX^e siècle, ont marqué les premiers mouvements vers un nivellement culturel et socio-économique. Il est certain que vers le milieu du siècle ces mouvements s'étaient étendus à de nombreux pays et s'étaient même établis dans plusieurs d'entre eux, au point d'inspirer des événements comme la Révolution de 1848 et la

NOTES

revendiqué, en tant que droit de l'homme dans la société, cette notion de liberté absolue qui lui garantit non seulement le droit de n'être inquiété en rien dans le domaine de ses convictions religieuses, mais aussi celui de pouvoir opiner, en parler, écrire et même faire publier tout ce que bon lui semble en matière de Religion. Elle a proclamé que ces monstruosité découlent et émanent de l'égalité des hommes et de la liberté de la nature humaine. Mais que veut-on imaginer de plus insensé que l'implantation d'une telle liberté et égalité parmi tous, sans aucun respect pour cette raison dont la nature a doué la race humaine seule et qui la distingue des autres animaux ? Quand Dieu créa l'homme, ne lui a-t-il pas, tout en le plaçant au Paradis Terrestre, défendu sous peine de mort, de manger le fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal ? N'était-ce pas mettre des entraves à sa liberté, dès le début par ce premier précepte ? Et quand l'homme pécha par désobéissance, Dieu ne continua-t-il pas à lui imposer d'autres préceptes par l'intermédiaire de Moïse ? Et quoique Dieu 'ait laissé au choix de son arbitre' de mériter le bien ou le mal il lui donna néanmoins des 'commandements et des sentences pour qu'ils le sauvent s'il veut les observer' (Eccl. XV, 15-16).

Où est donc cette liberté de pensée et d'action que les décrets de l'Assemblée Nationale attribuent à l'homme en société en tant que droit immuable de la nature ? Etant donné que l'homme, dès sa naissance doit être à la merci de ses aînés pour qu'ils le gouvernent et l'instruisent, et qu'il doit mener sa vie selon les normes de la raison, de l'humanité et de la Religion, il est donc certain que cette égalité et cette liberté si acclamées sont vaines et sans fondement dès l'instant de sa naissance. 'Il est nécessaire que tu sois soumis' (Rom. XIII, 5). Afin donc que les hommes puissent se réunir en société, il a fallu organiser une forme de gouvernement dans laquelle les droits de liberté sont délimités par des lois et par le pouvoir suprême de ceux qui gouvernent. De ceci découle ce que St-Augustin enseigne en ces paroles : 'L'obéissance aux Rois est assurément un accord général de la société humaine' (Confessions, Livre III, Chap. VIII, op. ed. Maurin, p. 94). Voilà pourquoi l'origine de ce pouvoir devrait être recherchée moins dans un contrat social qu'en Dieu lui-même, en l'auteur de ce qui est droit et juste » (Pie VI Pont. Max. Acta, Typis S. Congreg. de Propaganda Fide, Rome, 1871, vol. I, pp. 70-71).



1848 — Des révolutionnaires envahissent la Chambre et proclament la II^e République

Pie VI a condamné à plusieurs reprises, la fausse conception de la liberté et de l'égalité. Dans le Consistoire Secret du 17 juin 1793, confirmant les mots de l'Encyclique *Inscrutable Divinae Sapientiae* du 25 décembre 1775, il déclare :

« Ces philosophes au raisonnement pervers arrivent à dissoudre tous les liens par lesquels les hommes sont unis les uns aux autres et à leurs supérieurs et par lesquels ils accomplissent leurs devoirs. Ces philosophes pervers n'en finissent donc pas de proclamer que l'homme est né libre et qu'il ne doit s'assujettir à personne, que la société n'est rien d'autre qu'un groupe d'hommes stupides dont l'imbécillité se courbe devant les prêtres (qui les trompent) et les rois (qui les oppriment) : de telle façon que l'accord qui règne entre le Sacerdoce et l'Empire n'est qu'un complot monstrueux contre la liberté innée de l'homme ». Il continue : « Ces présomptueux protecteurs du genre humain ont allié ce mot faux et mensonger, Liberté, avec un autre mot également fallacieux, celui d'Égalité. C'est comme si, parmi les hommes réunis en une société civile, — étant donné qu'ils sont sujets à passer par divers états d'esprit et qu'ils se meuvent de façon diverse et incertaine, chacun suivant l'impulsion de ses désirs — personne ne devrait exister qui puisse régner soit par autorité soit par force, obliger et gouverner, qui puisse également rappeler à leurs devoirs ceux qui se conduisent d'une manière désordonnée, de façon à ce que la société ne s'ébranle pas sous les secousses téméraires et contradictoires d'innombrables passions en anarchie, et ne se dissolve complètement. C'est tout comme l'harmonie, composée de la consonance de plusieurs sons et qui, si elle ne comporte pas d'accord juste entre les cordes et la voix, se dissipe en bruits désordonnés et fait place à une dissonance complète » (Pie VI Pont. Max., *Acta*, Typis S. Congreg. de Propaganda Fide, Roma, 1871, vol. II, pp. 26 et 27).

Commune de 1871. De plus, la présence de ces mouvements est évidente en notre siècle, dans les facteurs profonds de la Révolution russe de 1917 et par conséquent dans la propagation du régime communiste aux pays de derrière les rideaux de fer et de bambou, ainsi qu'à d'autres pays encore ⁵. Sans parler de toutes les révolutions et manifestations communistes qui ont agité

NOTES

5. En plus des pays de l'intérieur des rideaux de fer et de bambou, le communisme a aussi été implanté en : Corée du Nord (1945), Viêt-Nam du Nord (1945), Guinée (1958), Cuba (1959), Yémen du Sud (1967), Congo (1968), Guyane (1968), Ethiopie (1974), Guinée-Bissau (1974), Bénin (1974), Cambodge (1975), Viêt-Nam du Sud (1975), Iles du Cap Vert (1975), St Thomas et Prince (1975), Mozambique (1975), Laos (1975), Angola (1975), Grenade (1979) et Nicaragua (1979).

Le gouvernement de gauche qui a accédé au pouvoir en Afghanistan en 1978 a permis l'entrée des troupes russes dans le pays l'année suivante. Néanmoins les guérilleros anti-communistes contrôlent la majeure partie du territoire.

Il faut aussi observer l'existence, plus ou moins déguisée, de gouvernements marxistes au pouvoir dans plusieurs parties du monde.



différentes parties du monde, entre autres l'explosion de la Sorbonne de mai 1968.

Le *Projet socialiste pour la France des années 80*, fondement du programme du PS lors des dernières élections, s'insère clairement dans ce mouvement général ⁶. En le lisant, on constate que son objectif final est l'égalité complète, de laquelle naîtraient

NOTES

6. « Il y a eu des moments privilégiés dans notre histoire qui restent gravés dans la mémoire collective : 1789, 1848, la Commune de Paris, et plus près de nous le Front populaire, la libération et Mai 1968 » (Projet, p. 157).

« De l'explosion de mai 1968, il (le PS) a recueilli une bonne part de l'énergie et des aspirations positives » (Projet, p. 23).

« Cette extrême gauche diffuse (qui est apparue aux yeux de l'opinion surtout après mai 68) a le mérite de poser quelques questions gênantes pour tout le monde, ce qui est utile » (« Documentation Socialiste », n° 5, p. 36).

« Ainsi une sensibilité nouvelle au sein même de la Gauche a vu dans la 'révolution culturelle' née en Californie au cours des années soixante, et dont une certaine idéologie se réclamant de mai 1968 fut la traduction française, l'avènement d'une 'critique de Gauche du Progrès' » (Projet, pp. 30-31).

Coll. PROPYLAEN WELTGESCHICHTE



Photo Harlingue-Viollet



Ci-dessus : 1871 — La Révolte de la Commune (tableau de Daumier). Ci contre : transformées en clubs, les églises sont profanées par des coreligionnaires de la Commune de Paris.



la *liberté* et la *fraternité* intégrales ⁷. Dans le *Projet*, le but principal du pouvoir consiste à empêcher que la liberté ne crée des inégalités ⁸. Il est vrai qu'il qualifie d'utopique la suppression complète de l'autorité, mais dans sa logique, l'utopie n'est pas un vide au-delà duquel on plonge dans le chaos et l'anarchisme.

Au contraire, c'est un horizon vers lequel il faut mettre le cap, tous les moyens étant permis pour arriver aussi près (ou aussi peu loin) que possible de l'irréalisable, c'est-à-dire de la suppression de ce mal nécessaire, mais combien antipathique qu'est selon lui l'autorité ⁹.

NOTES

7. « ... l'égalité elle-même (est) une des exigences les plus importantes du mouvement ouvrier » (*Projet*, p. 127).

« L'idée d'égalité reste une idée neuve et forte » (*Projet*, pp. 113-114).

« C'est l'inspiration du socialisme français, mais c'est également celle de Marx qui évoque la prise du pouvoir par les producteurs immédiats, l'effacement de la division du travail entre tâches de direction et tâches d'exécution, entre travail manuel et intellectuel et qui, après la Commune de Paris, évoque le dépérissement de l'Etat » (*Quinze thèses*, p. 61).

« La remise en cause des hiérarchies de rémunération doit logiquement s'accompagner d'une revalorisation du travail manuel et d'un développement de la rotation des tâches » (*Quinze thèses*, p. 10).

« Les théoriciens socialistes ont montré comment les inégalités présentées comme 'naturelles' par les classes dirigeantes pourraient être progressivement surmontées » (*Quinze thèses*, p. 10).

« La division actuelle du travail se trouvera progressivement remise en cause avec tout ce qu'elle implique d'exploitation et d'aliénation. ... Les valeurs hiérarchiques établies par la société capitaliste concernent tous les secteurs de la vie sociale aussi bien les rapports entre hommes et femmes, jeunes et adultes, enseignants et enseignés, actifs et assistés, etc. » (« *Quinze thèses*, p. 10).

« On en finira avec les préjugés : qu'on abolisse barrières et hiérarchies entre les activités physiques, ludiques, sportives... et les autres activités dites intellectuelles » (*Projet*, p. 302).



Photo Giancarlo Berti

1968 — Sur les murs de la Sorbonne, les insurgés exaltent Lénine, Trotsky et « Che » Guevara (page précédente). Ils proclament: « A bas l'Etat » — « Ni Dieu ni maître ».



Ph. Michel Cabaud/FOTOGRAM

8. « Les sociétés de l'Est peuvent revendiquer à première vue des traits qui les apparentent au 'profil traditionnel socialiste'

« — appropriation juridique de l'essentiel des moyens de production par la collectivité ;

« — planification de l'économie ;

« Mais en regard, que de traits qui rendent manifeste que les sociétés de l'Est n'ont rien à voir avec le socialisme.

« Ces sociétés demeurent des sociétés inégalitaires. La division sociale du travail revêt des formes qui ne sont pas substantiellement différentes de celles qui existent dans les pays capitalistes.

« Les dirigeants exercent au nom du prolétariat une dictature... sur le prolétariat. Non seulement, l'Etat n'a pas déperî, mais il est devenu une machine extrêmement efficace de contrôle social et policier.

« C'est pourquoi, même si les valeurs affirmées sont celles du socialisme (et ceci n'est d'ailleurs pas sans importance) nous ne pouvons pas considérer les sociétés de l'Est comme des sociétés 'socialistes'.

« L'existence de classes sociales différenciées et le maintien d'un appareil d'Etat coercitif sont inhérents aux rapports de production eux-mêmes » (Projet, pp. 67-69, 71).

9. « On me dira : vous parlez d'autogestion et vous négligez d'en préciser le fonctionnement ; vous l'évoquez comme un objectif abstrait, une route chimérique qui mènerait à un vague paradis terrestre. C'est vrai. Mais, il y a une raison à cela. Nous ne voulons pas bâtir une nouvelle utopie, aussi parfaite sur le papier qu'impossible à réaliser. L'autogestion est une œuvre permanente et jamais achevée. En disant cela, nous restons fidèles à l'esprit du marxisme : Marx n'a jamais prétendu que la fin du capitalisme entraînerait ipso facto la mise en place d'un régime parfait pour l'éternité » (Pierre Mauroy, Héritiers de l'Avenir, Stock, Paris, 1977, pp. 278-279).

« La crise de l'autorité est une des dimensions majeures de la crise du capitalisme avancé. Mai 68 en fut en France la révélation la plus éclatante : le maître d'école, le patron, le père, le mari, le chef, grand ou petit, historique ou aspirant à le devenir, voilà désormais l'ennemi. Tout pouvoir est plus en plus ressenti comme manipulation. Le détenteur de la plus petite parcelle d'autorité est par cela même contesté sinon déjà discrédité.



2. Le PS, le centre et la droite

Tout le *Projet* s'explique dans cette perspective globale ¹⁰.

Le *Projet* accepte, et assume dans son ensemble, l'héritage politique radicalement égalitaire accumulé par la France depuis 1789. Il estime utiles les différentes lois mises en vigueur jusqu'aujourd'hui pour réduire les inégalités sociales et économiques, et de plus, veut mettre la France résolument sur la voie d'une application plus radicale de la trilogie controversée ¹¹.

La ligne de démarcation entre le PS d'un côté, le centre et la droite de l'autre, réside dans le fait que ces derniers — au moins



1981 — Mitterrand et Marchais au palais présidentiel de l'Élysée. — Socialistes et communistes ont le même objectif ultime: « l'ordre » communiste anarchique.

Photo KEYSTONE

« Aux yeux du Parti socialiste l'existence de cette crise est positive. A condition qu'elle aille jusqu'à son terme : l'avènement d'une démocratie nouvelle » (*Projet*, pp. 123-124).

« Une chose est sûre : on ne reviendra pas en arrière, les formes traditionnelles de l'autorité ne seront pas restaurées. Et cela, en particulier, dans la famille: la révolution contraceptive par exemple a créé les conditions d'un nouvel équilibre dans le couple » (*Projet*, p. 125).

10. « Le *Projet* socialiste est un projet global et radical de réorganisation de la société même s'il doit être graduel » (*Projet*, p. 121).

« Quel que soit le terrain considéré, la démarche autogestionnaire n'a de sens que si elle s'insère dans une perspective globale » (*Projet*, p. 234).

« Le *Projet* socialiste est fondamentalement un projet culturel. Deux postulats doivent être pris en considération : a) La culture est globale : elle concerne tous les secteurs de l'activité humaine » (*Projet*, p. 280).

11. « Déclarons tout de suite que nous considérons comme nôtre, par droit de succession, l'héritage de la démocratie politique, qui fut inaugurée par les bourgeois de robe du temps du roi Louis XVI » (*Projet*, p. 15).

dans leur majorité — acceptent la trilogie, mais non pas dans l'interprétation radicale que lui donne le PS. De sorte qu'au lieu de s'affirmer désireux d'atteindre l'objectif final d'égalité, ils disent ou laissent entrevoir qu'ils désirent s'arrêter à une distance indéterminée de celle-ci ¹².

3. PS et communisme — Stratégie graduelle

Le PS se démarque-t-il du communisme en ce qui concerne la stratégie à adopter pour atteindre le but final, c'est-à-dire l'éga-

Photo AP

Mitterrand (de profil) à la tête de manifestants métallurgistes à Metz. — Le socialisme autogestionnaire veut « détronner » le « roi » de l'entreprise — le patron — et abolir sa « souveraineté », en transférant le pouvoir à la « plèbe », c'est-à-dire les salariés.



« La perspective autogestionnaire donne un sens aux luttes pour le contrôle par les travailleurs de leur propre travail : luttes parfois confuses, multipliées après mai 68, mais qui sont l'écho d'une longue tradition et d'une exigence aussi morale que matérielle, qui se concrétisa naguère dans la Commune. Enfin, sur elle débouche la tradition spécifiquement française de la responsabilité accrue des citoyens, responsabilité dont les révolutionnaires de 1789-1793 et de 1848 ont été porteurs. Le projet autogestionnaire tel que le PS le conçoit est inséparable du plein épanouissement des libertés individuelles et collectives » (« Documentation Socialiste », supplément au n° 2, p. 43).

« Par toutes ces actions, la France renouera avec une histoire, qui explique, pour une large part, son audience dans le monde. Il n'y a pas de rayonnement de la France qui soit séparable de sa culture et de son passé. La France, à l'étranger, c'est d'abord celle de 1789, celle de l'audace. Nous voulons que notre pays, en renouant avec sa tradition porte haut et loin les valeurs de droit de l'homme, de la fraternité. » (Déclaration de politique générale, « Journal Officiel », 9/7/81, p. 55).

12. Nos références générales à la droite ne se rapportent pas à la droite traditionaliste française qui va bien plus loin dans son rejet de la trilogie.

lité totale ? Oui : a) le PS craint que la mise en vigueur immédiate de l'égalité totale ne provoque des réactions d'une telle ampleur qu'il convient de les éviter ; b) pour ces raisons de circonstance, d'opportunité et de stratégie, le PS considère que l'application des principes communistes doit être graduelle et que les étapes de cette progression doivent être mesurées afin d'éviter les chocs excessifs ¹³.

Une certaine modération initiale des socialistes français pendant la transition vers l'égalité totale n'est donc pas un effet de sympathie, de compassion ou d'indulgence envers un adversaire vaincu; c'est en fait l'application pratique d'un calcul strictement utilitaire et bien antérieur à la victoire.

Il convient toutefois de souligner que l'égalitarisme radical du PS français cherche à bénéficier de l'expérience socio-économique, que l'on sait rigoureuse et décevante, de tous les pays où le communisme a été ou est mis en pratique. C'est pour cette raison que le PS évite, en large mesure, les nationalisations si caractéristiques du communisme *old style* et tâche d'implanter dans pres-

NOTES

13. « *Les socialistes ne retiennent ni les solutions volontaristes du gauchisme, ni la politique des petits pas des réformistes, ni le mythe du rassemblement du populisme. Le gauchisme est cette forme particulière du volontarisme qu'on appelle le maximalisme et qui consiste à vouloir brûler les étapes pour atteindre tout de suite le maximum. Le maximalisme dédaigne et refuse les mesures de transition pour sauter d'emblée dans le socialisme réalisé. Il confond l'objectif final avec les réformes intermédiaires* » (« Documentation Socialiste », n° 5, pp. 32-33).

« *Je refuse d'entrer dans le débat réforme ou révolution, un débat purement formel. Car l'on est réformiste dès que l'on accepte des améliorations temporaires de la situation des travailleurs et l'on est révolutionnaire dès que l'on considère comme nécessaire un changement fondamental de la société. Les syndicats et les grands partis ouvriers français l'ont toujours admis ; ils en font la base de leur politique quotidienne. Ils n'appliquent pas le jeu irresponsable du 'tout ou rien'* » (Pierre Mauroy, *Héritiers de l'Avenir*, Stock, Paris, 1977, p. 274).

« *La véritable signification de mai 1968 c'est que la transformation de la société exige un programme dont le contenu explore le possible. Changer la société c'est refuser l'illusion de la révolution qui serait un bouleversement instantané. Il n'y a pas de bouleversement instantané, de solution rapide et définitive. Il faut œuvrer à longue haleine, suivant une ligne que j'appellerais de 'réformisme dur'.*

« *Pour nous, la révolution c'est le changement graduel des structures du système en place* » (idem, *ibidem*, pp. 295-296).

14. « *La notion d'autogestion se situe à la croisée de chemin du socialisme scientifique et du socialisme utopique (pour lequel Marx et Engels, tout en le*



que toutes les entreprises jusqu'à présent privées une autre forme d'égalitarisme démocratique et radical. C'est l'autogestion ¹⁴.

4. Autogestion dans l'entreprise : mini-révolution socio-économique

L'autogestion représente en miniature l'implantation dans les entreprises des principes et de la forme de gouvernement de la Révolution de 1789 ¹⁵.

Tout le *Projet* semble voir dans les relations patron-salarié une image résiduelle des relations roi-peuple. Il veut « détrôner » le « roi », abolir sa « souveraineté » sur l'entreprise et transférer tout le commandement au niveau de la « plèbe » de l'entreprise, c'est-à-dire des salariés et surtout des travailleurs manuels. La Révolution a usé de divers moyens pour éviter que ne se reconsti-

NOTES

critiquant, avaient plus que du respect) » (« Documentation Socialiste », supplément au numéro 2, p. 42).

« Aujourd'hui le socialisme peut de plus en plus difficilement s'édifier sur un modèle centralisé. Il doit se fixer d'autres buts. Le projet autogestionnaire, c'est, à partir de la propriété collective des principaux moyens de production et de la planification, l'inversion de la logique qui a jusqu'à présent caractérisé l'évolution des sociétés industrielles » (Quinze thèses, p. 6).

« Ce projet autogestionnaire donne un nouveau contenu à la notion d'utilité sociale. Rompant avec une vision trop 'économiste' du socialisme, il ne se limite pas à la sphère de la production. Il s'attaque aux immenses problèmes socio-culturels. Le projet autogestionnaire lie sa finalité égalitaire à l'intervention de mécanismes démocratiques qui permettront de remettre en cause la division sociale du travail » (Quinze thèses, p. 11).

15. « La démocratie française (présente) est largement manipulée. Elle s'arrête à la porte de l'entreprise » (*Projet*, p. 231).

« Nous sommes résolus à promouvoir un progrès décisif de la démocratie économique et sociale. Citoyens dans leurs communes, les Français doivent l'être aussi sur leur lieu de travail, les employés ne doivent ni redouter ni contrecarrer cette évolution souhaitable et nécessaire » (Déclaration de politique générale, « Journal Officiel », 9/7/81, p. 49).

« Dans nos sociétés occidentales, la démocratie est à peu près tolérée partout. Sauf dans l'entreprise. Le patron, qu'il soit un industriel indépendant ou un haut fonctionnaire de l'Etat, garde en main l'essentiel des pouvoirs. Au détriment de tous. L'entreprise est une monarchie à structure pyramidale. A chaque niveau, le représentant de la hiérarchie est tout puissant : ses décisions sont sans appel. Le travailleur de base devient un homme sans pouvoir,



tuent, sur le plan politique, différents types d'aristocraties. De manière semblable, le *Projet* s'efforce d'éviter que les directeurs et les techniciens ne survivent sous forme d'aristocraties dans l'entreprise « républicanisée ». Le propriétaire individuel disparaît déjà dans les « grandes » entreprises et le concept traditionnel de l'entreprise est élargi. Non seulement les travailleurs, mais aussi les délégués d'organisations de consommateurs, de fournisseurs, etc., ont de véritables droits sur l'entreprise et sur ce qu'elle produit. Ce pouvoir appartient finalement à la société tout entière représentée par les corps sociaux ou les groupes proches de l'entreprise (voir Tableau IV — *Modèle d'entreprise autogestionnaire proposé par les socialistes*).

A la manière d'une république démocratique, chaque entreprise, dominée en instance suprême par le suffrage universel des travailleurs, tiendra des assemblées d'ouvriers pour obtenir des informations sur tout ce qui concerne l'entreprise, organisera des élections de « représentants » c'est-à-dire de « députés » qui constitueront un comité directeur (plus ou moins un *Soviet*) ; celui-ci, à son tour, aura comme simples exécutants de sa volonté les employés-directeurs.

Ce régime se définit lui-même comme *autogestionnaire* et affirme être le développement socio-économique de ce qu'est la souveraineté populaire sur le plan politique. Une république serait une nation politiquement autogestionnaire et le régime autogestionnaire serait la « républicanisation » de la structure socio-économique ¹⁶, c'est-à-dire l'implantation d'un régime d'entreprise dans lequel la direction des spécialistes et des techniciens

NOTES

qui n'a pas le droit à la parole ni à l'initiative » (Pierre Mauroy, *Héritiers de l'Avenir*, Stock, Paris, 1977, p. 276).

16. « *Démocratie économique et politique sont indissociables, leur développement conjoint implique que chaque travailleur, chaque citoyen ait, à tous les niveaux, la possibilité et les moyens d'être partie prenante à l'élaboration des décisions, au choix des moyens, au contrôle de l'exécution et des résultats* » (*Programme commun — Propositions pour l'actualisation*, p. 50).

« *Démocratie économique et sociale font corps avec la démocratie politique* » (« Documentation Socialiste », supplément au n° 2, avril 1981, p. 145).

« *Les socialistes veulent que les Français cessent d'être sous tutelle. La décentralisation sera au cœur de l'expérience du gouvernement de la gauche qui, dans les trois mois suivant son accession au pouvoir, procédera à la réforme la plus significative de ces temps incertains en rendant le pouvoir aux citoyens. La République se sera enfin libérée de la monarchie* » (Pierre Mauroy, *Héritiers de l'Avenir*, Stock, Paris, 1977, p. 295).

TABLEAU IV

Modèle d'entreprise autogestionnaire proposé par les socialistes

I — Esquisse du projet autogestionnaire

- L'objet principal du projet autogestionnaire est:
 - a) que « les travailleurs organisent eux-mêmes le contrôle de la production et la répartition des fruits de leur travail » ;
 - b) « et, plus généralement, que les citoyens décident dans tous les domaines de tout ce qui concerne leur vie » (« Documentation Socialiste », n° 5, p. 57).
- Le projet autogestionnaire repose sur trois principes de base:
 - a) la « socialisation des principaux moyens de production » ;
 - b) « la planification démocratique » ;
 - c) « la transformation de l'Etat » (Quinze thèses, p. 11).

II — Socialisation des moyens de production

- Le *Projet socialiste* revendique la « nationalisation » de certains types d'entreprises qui s'intégreront graduellement dans le régime autogestionnaire.
- Pour y parvenir, « plusieurs options sont concevables » :
 - a) la gestion tripartite: « représentants élus des travailleurs, représentants de l'Etat (ou de régions), représentants de certaines catégories d'usagers » ;
 - b) « un conseil de gestion entièrement élu par les travailleurs de l'entreprise » ;
 - c) « la coexistence d'un conseil de gestion élu par les travailleurs, et d'un conseil de surveillance où siègeraient les représentants de l'Etat ... et de certaines catégories d'usagers » (Quinze thèses, p. 12).
- Le PS soutient qu'une « nationalisation » conçue de la sorte n'est pas synonyme « d'étatisation » (Quinze thèses, p. 12), et qu'elle n'aboutit pas à un « collectivisme » qui écrase la liberté humaine, car « travailleurs et usagers sont ... appelés à siéger au conseil des entreprises nationalisées », de sorte que « les sociétés nationales disposeront ... de toute l'autonomie de gestion dont elles auront besoin » (Pierre Mauroy, *Débats sur la Déclaration de politique générale*, « Journal Officiel », 10-7-81).

III — Planification démocratique

- D'après le PS, la société autogestionnaire n'entraînera pas une perte de liberté mais plutôt le contraire, car elle envisage la participation de tous à l'élaboration de la planification dans toutes les sphères de la vie sociale:
 - « Ce qui rend compatible autogestion avec la planification, c'est une procédure d'élaboration démocratique et décentralisée qui suppose une vaste participation populaire avant le choix définitif des instances politiques élues au suffrage universel » (Quinze thèses, p. 16).
 - « La nouvelle société ne vaudra que par la rigueur de son principe : nous tendons à réaliser l'unanimité : nous ne prétendons pas en partir ... » (Projet, p. 139).
- Le but de cette entreprise ne sera jamais ni le goût du profit, ni les « réflexes égoïstes » des travailleurs, mais plutôt les « objectifs sociaux » délimités par la « planification démocratique » :
 - « La recherche du profit ne doit pas décider souverainement de l'investissements des biens. Elle doit céder le pas à la rationalité des citoyens affirmant démocratiquement leurs besoins, à travers la planification et le marché » (Projet, p. 172).
 - « L'autogestion n'est pas ... une simple méthode de gestion destinée à substi-



Tableau IV (suite)

tuer le travail au capital comme agent de direction des entreprises et à utiliser les réflexes égoïstes des unités de base et de leurs travailleurs, en perpétuant les mécanismes et les ressorts économiques du capitalisme. Les unités de production doivent tenir compte des objectifs sociaux fixés par les plans nationaux, régionaux et locaux » (Quinze thèses, p. 15).

- Au moyen de la « planification démocratique », les travailleurs choisiront leur mode de développement : comment, par qui et pour qui produire :
 - « Produire, travailler, oui ! mais pour qui ? pourquoi et comment ? C'est du type de réponse que les travailleurs obtiendront à ces questions ou plutôt qu'ils y apporteront que dépend le succès de l'entreprise. Avant toute autre chose, le modèle de développement doit devenir l'affaire des travailleurs eux-mêmes » (Projet, p. 176).
- Les consommateurs donneront aussi leurs opinions et signaleront leurs besoins :
 - « L'adaptation de la production aux désirs des consommateurs ... se fera ... à partir d'un dialogue organisé et constant entre les producteurs indiquant leurs contraintes techniques et financières et les consommateurs manifestant leurs exigences de qualité et de prix » (Projet, p. 177).
- Le Plan qui résulte de ce vaste dialogue démocratique est l'élément principal qui règle l'économie :
 - « Les socialistes ... soulignent que des investissements qui se règlent sur les prix et les profits à un moment donné amplifient les à-coups de la conjoncture et sont mal adaptés à la préparation de l'avenir. C'est donc le 'plan' qui doit décider, en fonction de l'intérêt général et des prévisions à terme, l'orientation des grands investissements ... laissant au marché l'ajustement ponctuel entre l'offre et la demande, le 'plan' est aux yeux des socialistes le régulateur global de l'économie (Projet, pp. 185-186).
- Que reste-t-il de la libre entreprise ? Le Projet répond :
 - « Bref, on planifie les orientations, mais non pas le détail de l'exécution. Là où s'arrête la démarche du plan, l'initiative des agents économiques industriels, l'esprit d'entreprise reprennent leurs droits, le rôle du marché, son utilité » (Projet, p. 188).

IV — La transformation de l'Etat

- Une fois de plus on retrouve dans le projet autogestionnaire le mythe marxiste de la disparition de l'Etat. C'est l'espoir qu'« apparaissent de nouvelles formes de pouvoir », de façon à ce que « soient transformées la fonction et la nature de cet Etat » (Quinze thèses, p. 19).
- Pour réaliser cela, il faut envisager « la réduction des compétences du pouvoir central » :
 - « Certains secteurs qui dépendent aujourd'hui directement du gouvernement ... devront être transférés à des services ou à des offices nationaux autonomes. Mais le maximum des responsabilités devra revenir aux collectivités locales, départementales et régionales » (Quinze thèses, p. 22).
- Les « organisations de quartiers » recevront même quelques-uns des pouvoirs de l'Etat, qui du coup s'émiettera. (Quinze thèses, p. 22).

V — Fonctionnement anarchique

- Il n'y aura pas de hiérarchie ou de véritable autorité dans l'entreprise autogestionnaire :
 - « Il doit être bien clair que la nouvelle légitimité est fondée sur un pouvoir délégué et responsable de ses actes, devant les travailleurs » ;
 - « Le rapport mandats-mandataires peut recréer, au moins partiellement, le rapport dirigeants-dirigés. Les Yougoslaves en ont fait ouvertement la cons-



Tableau IV (suite)

tation après plus de 20 années d'expérience. ... C'est pourquoi le contrôle doit s'exercer d'une manière autonome à travers les comités d'entreprises » (Quinze thèses, p. 13).

- Pour éviter le retour des hiérarchies, il y a quelques mesures pratiques que l'on peut prendre :
 - « *rotations des tâches* » ;
 - « *révocabilité des responsables élus* » (Quinze thèses, p. 10).
- Dans une entreprise autogestionnaire, tout le monde prend part aux décisions et les rapports vont à tout le monde :
 - « *Pour la première fois, un débat sur la politique générale de l'entreprise, ses investissements, son organisation, ses pratiques sociales, débat sanctionné par la désignation de représentants ayant pouvoir de décision, aura lieu devant l'ensemble des salariés* » (Projet, p. 239).
 - « *Il faut peser le principe du libre accès de représentants des travailleurs et des experts dont ils pourraient se faire assister, à toutes les sources d'information existant dans l'entreprise. ... Le mur du secret n'est en vérité que le rempart du pouvoir. Il doit être abattu* » (Projet, pp. 241-242).
- Comme on peut le voir, ces propositions font que les spécialistes et les techniciens se verront totalement subordonnés à des assemblées et à des comités ou conseils dont la majorité des membres vient en principe du groupe social de moindre développement intellectuel.

VI — Stratégie graduelle

- L'implantation d'une société autogestionnaire ne se fera pas d'un trait, d'un moment à l'autre. Le PS adoptera une stratégie graduelle :
 - « *Pour mener à bien cette tâche redoutable et gradiose (de transformer la société), il (le PS) ne saurait prêter l'oreille à ceux ... qui prônent la libération sauvage de tous les désirs : 'tout, tout de suite, tout le temps et partout : la transe permanente et généralisée' et encore moins, bien entendu, à ceux qui ne flattent ces pulsions que pour mieux détourner les énergies et les volontés des objectifs de la transformation sociale* » (Projet, p. 33).
 - « *A nous d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* » (Déclaration de politique générale, « Journal Officiel », 9-7-81, p. 46).
 - « *La rigueur, bien sûr, appelle la prudence. Ces réformes seront lentes, mais notre détermination est grande* » (ibidem, p. 48).

VII — La période de transition au socialisme

- La stratégie graduelle suppose une « *première période de transition au socialisme* » (Quinze thèses, p. 14), pendant laquelle les travailleurs prendront petit à petit le contrôle de ce qui reste encore dans le domaine privé.
- Ceci s'accomplira par de graduelles augmentations du pouvoir et de l'importance des « *comités d'entreprise* » :
 - « *Les comités ... seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, le licenciement, l'affectation aux postes de travail, les mutations, la classification des travailleurs, la détermination des cadences et plus généralement l'ensemble des conditions de travail* » (Programme commun — Propositions pour l'actualisation, p. 53).
 - « *Les comités d'entreprise ... recevront une information complète sur tous les principaux aspects et les résultats de la gestion dans les entreprises* » (ibidem, p. 53).
 - « *Les comités d'entreprise seront informés au préalable et consultés sur tous les projets économiques et financiers sur les programmes d'investissement et de financement, les plans de l'entreprise, la politique de rémunération, de formation et de promotion du personnel* » (ibidem, p. 53).



Tableau IV (suite)

- « Pour soumettre ces informations à la discussion de l'ensemble des travailleurs, les comités d'entreprise ... pourront notamment réunir le personnel sur le lieu de travail ... une heure par mois prise sur le temps de travail » (ibidem, p. 53).
- Pendant cette « période de transition au socialisme », l'Etat interviendra pour assurer, à l'aide de lois et de règlements, la continuité du processus :
 - « C'est là pour les socialistes une responsabilité essentielle de l'Etat : intervenir par la loi pour combattre tout ce qui, dans les relations juridiques de travail, affaiblit la sécurité de l'emploi individuel comme l'organisation collective des travailleurs dans l'entreprise » (Projet, p. 227).
- A ce stade de développement, l'Etat imposera une série de mesures supposées au bénéfice des travailleurs, telles que :
 - « Contrat à durée indéterminée comme base de relations normales de travail » (Projet, p. 227).
 - Interdiction « des entreprises de travail temporaire » (Projet, p. 227).
 - « Unité de la collectivité de travail ... face aux détenteurs du capital » (Projet, p. 227).
 - Interdiction de « toute fermeture partielle ou totale d'une entreprise par l'employeur comme moyen de pression ou de sanction » (Programme commun — Propositions pour l'actualisation, pp. 52-53).
 - Interdiction de « mémoriser, dans un fichier ... des renseignements, des données ou des appréciations de caractère non professionnel, susceptibles de nuire au travailleur » (ibidem, p. 53).
 - Droit de veto sur les « décisions d'embauche et de licenciement, celles concernant l'organisation du travail, le plan de formation de l'entreprise » (Projet, p. 242).
 - Droit au « contrôle sur toutes les charges de l'entreprise liées aux salaires, cotisations sociales, budget formation, aide aux logements, etc. » (Projet, p. 242).
 - Les innovations technologiques ne doivent pas se solder par le licenciement du travailleur mais par la diminution de la journée de travail : « Le progrès technique ne s'imposera en France qu'avec les travailleurs et non contre eux. Ils devront en être les bénéficiaires et non les victimes » (Projet, p. 174).
 - « Le licenciement cessera d'être un droit discrétionnaire de l'employeur. A cet effet, la loi rétablira la nécessité de la demande d'autorisation préalable à l'Inspecteur du travail dans tous les cas, sous peine de sanctions pénales et civiles » (Programme commun — Propositions pour l'actualisation, p. 51).

VIII — Objectif final : « liberté, égalité, fraternité »

- La société autogestionnaire est une réalisation exacerbée de la devise de la Révolution Française « liberté, égalité, fraternité » :
 - « Il n'est de liberté que celle du socialisme » (Projet, p. 10).
 - « L'autogestion étendue à l'ensemble de la société signifie la fin de l'exploitation, la disparition des classes antagonistes, la réalité de la démocratie » (« Documentation Socialiste », n° 5, p. 57).
 - « L'autogestion, c'est la démocratie à tous les niveaux, c'est la démocratie réalisée par et dans le socialisme » (ibidem, p. 57).
- Interrogeons ici un entrepreneur ou un cadre occupant un poste de haute, moyenne ou moindre responsabilité : pensez-vous qu'une entreprise conçue de la sorte soit réalisable ? La même question peut être posée à n'importe quel ouvrier sensé et ayant de l'expérience. — Pour y répondre, songez à l'entreprise qui vous appartient ou dans laquelle vous travaillez : fonctionnerait-elle, organisée dans les jours à suivre, selon ce schéma ? — Evidemment non ! ...

est soumise à des assemblées et à des organes où les membres du corps social de moindre développement intellectuel sont majoritaires.

5. L'autogestion doit s'appliquer à toute la société et à l'homme tout entier

Une telle « républicanisation » doit affecter toute la structure sociale et non seulement l'entreprise. En réalité, selon le *Projet*, la mise en œuvre de l'autogestion suppose une transformation profonde de l'homme et l'implantation des conséquences les plus radicales de la trilogie dans tous les secteurs qui, outre l'entreprise, constituent la société : la famille, la culture, l'enseignement et même les loisirs ¹⁷.

6. Pourquoi la réforme de l'entreprise exige-t-elle la réforme de l'homme ?

La réforme de l'homme : à ce sujet, le *Projet* se heurte exactement aux mêmes difficultés que le communisme étatique.

Les principes économiques en vigueur en Occident, même s'ils ont donné lieu à des abus, émanent de la nature humaine elle-même. En bref, ils se caractérisent par l'affirmation de la légitimité de la propriété individuelle, ainsi que de l'initiative et du profit privés.

Les socialistes proposent cependant d'implanter un autre système économique, orienté vers d'autres objectifs et à partir d'autres stimulants (cf. *Projet*, p. 173). Au concept qu'ils qualifient de profit réservé à quelques-uns, doit se substituer peu à peu le critère d'utilité sociale, déterminée par la volonté souveraine

NOTES

17. « Pour que l'homme soit libéré des aliénations que lui impose le capitalisme, pour qu'il cesse de subir la condition d'objet il faut qu'il accède à la responsabilité dans les entreprises, dans les universités, comme dans les collectivités à tous les niveaux » (*Statuts de Parti, Déclaration de Principes, « Documentation Socialiste », supplément au n° 2, avril 1981, p. 48*).

« Une stratégie globale et décentralisée de l'action éducative et culturelle est une dimension décisive de notre combat pour l'autogestion. C'est là une des premières conditions pour que le changement des mentalités puisse se produire. (L'autogestion) entraînera une modification des conceptions actuelles de la famille et du rôle des femmes » (*Quinze thèses, p. 21*).



A Varsovie, de longues queues pour acheter un peu de viande. — Les socialistes, comme les communistes, affirment que l'homme doit produire, pour la collectivité et non pour lui-même et ses proches. Résultat : manque de stimulation, chute de production, misère.

Photo AP

du peuple ; les socialistes, comme les communistes, affirment également que l'individu existe pour la société et doit produire directement, non pour son propre bien, mais pour celui de la collectivité à laquelle il appartient.

Le meilleur stimulant au travail disparaît ainsi ; la production diminue forcément ; la paresse et la pauvreté se généralisent à travers toute la société.

En effet, poussé par la raison et par un instinct constant, puissant et fécond, l'homme cherche à pourvoir avant tout à ses besoins personnels et à ceux de sa famille. Quand il s'agit de sa propre survie, l'intelligence humaine lutte plus facilement contre ses propres limitations et croît en acuité et en agilité. La volonté triomphe plus facilement de la paresse et fait face avec plus de vigueur aux obstacles et aux combats. En somme, le travailleur atteint le niveau de productivité quantitative et qualitative qui correspond à ce qui est nécessaire et ce qui convient à la société. C'est à partir de cet élan initial, chargé d'amour de soi-même et des siens, que l'amour du prochain inclut en dernière étape le corps social tout entier. De cette manière, loin de profiter seulement à son petit groupe familial, son activité prend une amplitude proportionnée à la société.

En abolissant ce premier stimulant naturel et puissant au travail, et en instaurant au contraire un régime salarial chaque fois plus égalitaire dans lequel les plus capables ne voient pas leurs services récompensés de manière proportionnelle, le socialisme décourage le travailleur.

La force de travail de l'ensemble de la nation diminue ainsi, s'affaiblit et devient insuffisante, comme c'est le cas de manière évidente en Russie et dans les pays satellites — en Yougoslavie de manière peut-être moins évidente — et comme ce sera le cas dans une France autogestionnaire ¹⁸.

Il est important d'accentuer ici l'effet de stimulation provoqué par l'inégalité et l'effet déprimant de l'égalité générale ou d'inégalités microscopiques.

Dans une société égalitaire, il est inévitable que le plafond de salaire soit identique pour tous, ou du moins peu différencié, surtout lorsque l'on compare ces différences avec celles des plafonds de salaire du régime socio-économique en vigueur en Occident.

Il convient de noter que, par la nature des choses, chaque être humain a une capacité de travail différente et que la productivité générale d'une nation suppose la stimulation de toutes ces capacités notamment de celles des surdoués.

Dans le régime socio-économique en vigueur en Occident, les horizons des ambitions légitimes des surdoués sont illimités. Une fois mis en mouvement, ils stimulent à leur tour de proche en proche toute une hiérarchie de capacités moins développées, aux possibilités de succès proportionnées. En limitant l'essor des surdoués ou des doués, on limite également l'élan de production du travail. D'ailleurs, là où les surdoués effectuent un travail inférieur à leur capacité, les doués se découragent à leur tour et le niveau de production baisse dans son ensemble.

L'égalitarisme conduit ainsi nécessairement à une production inférieure à la somme des capacités de travail de la nation, d'autant plus inférieure que l'égalitarisme est radical.

Or, il ne semble pas que le plafond consenti par le *Projet* satisfasse beaucoup plus que les modestes aspirations des moyens.

7. La société autogestionnaire et la famille

Il semble que, pour le *Projet*, la famille, parce qu'elle est l'objet immédiat de l'amour de l'homme et un échelon intermédiaire entre celui-ci et la société, ne multiplie pas, mais fait obstacle au

NOTES

18. Cet effet psychologique négatif est intrinsèque à l'autogestion. Cependant cela ne veut pas dire que dans toute et chaque entreprise autogestionnaire, considérée individuellement, il mène à l'échec. Dans certains cas il se peut que cet effet d'autogestion soit atténué ou contrebalancé par certains facteurs et



contraire, au rayonnement de l'amour de l'homme à tout le corps social. Pour cette raison, sans l'interdire (ce qui serait choquant et peu conforme au principe de progression graduelle), il déclare de manière voilée que la famille n'est pas nécessaire au bien commun et la met au même niveau que l'union libre et l'union homosexuelle ¹⁹. Le *Projet* sépare la fonction de procréation, intrinsèque à la famille, de son but naturel, et ne la considère que comme la réalisation de l'individu. La stérilité de cette fonction est permise et facilitée de toutes les manières ²⁰. L'égalité entre l'homme et la femme doit être la plus complète possible, non seulement pour ce qui est de l'accès aux professions, mais également dans l'accomplissement des tâches ménagères ²¹.

NOTES

circonstances exceptionnels de nature psychologique ou autre. Mais de tels cas isolés ne sont nullement suffisants pour former une base stable à l'ensemble des entreprises de toute une nation.

19. « *Si dans les possibilités d'épanouissement de la vie personnelle, le Parti socialiste considère que la famille joue un rôle très important, il reconnaît bien sûr qu'existent d'autres formes de vie privée (célibat, union libre, paternité ou maternité célibataires, communautés). Il se prononce enfin contre la répression ou les discriminations qui frappent les homosexuels. Leurs droits et leur liberté doivent être respectés.*

« *Il ne lui appartient pas de légiférer sur la manière dont chacun entend gouverner sa vie* » (*Projet*, pp. 151-152).

Le gouvernement socialiste actuel vient de reconnaître d'une manière implicite mais choquante l'équivalence radicale entre le statut du mariage et celui d'autres modes de relations sexuelles. Bien avant l'ouverture de la session législative il avait déjà commencé à tenir les promesses faites aux groupes homosexuels qui lui avaient apporté leur soutien électoral :

a) Le Ministère de la Santé a décidé que la France ne suivra plus la classification donnée à l'homosexualité par l'Organisation Mondiale de la Santé : celle de maladie mentale (« *Le Monde* », 28-29 juin 1981).

b) A la demande des homosexuels, le Ministère de l'Intérieur a donné des ordres qui élimineront la branche de la Police de Paris appelée « groupes de répression » des homosexuels (faite d'inspecteurs chargés de contrôler les établissements homosexuels, et de leur faire respecter les heures de fermeture) et les fichiers (dont l'existence est d'ailleurs catégoriquement niée par la Préfecture de Police) (« *Le Monde* », 28-29 juin 1981).

20. « *La faible diffusion des méthodes contraceptives, les conditions restrictives de l'interruption volontaire de grossesse et la mauvaise application de la loi Veil (sur l'avortement) font que la majorité des femmes n'ont ni la maîtrise de leur sexualité, ni celle de leur maternité. Mettre un terme à cette situation signifie l'éducation sexuelle dès l'école et le libre accès à la contraception comme sa gratuité* » (*Projet*, p. 247).

21. Le *Projet* affirme, citant un discours de Mitterrand à Marseille, en mai 1979 : « *On ne saurait être socialiste sans être féministe* » (p. 45).

La famille du socialisme autogestionnaire sera instable et stérile ; elle perdra son identité et se confondra avec n'importe quelle autre union, abattant ainsi un des remparts qui soutiennent la personnalité de chaque individu. Comme on le verra plus loin, le *Projet* confie dans sa totalité et dès les premières années la tâche éducative, si typiquement familiale, à une école unique, de préférence laïque et socialiste.

Ph. Michel Cabaud / FOTOGRAM



Des Féministes dans une manifestation pour l'avortement. Le Projet Socialiste voudrait mettre sur un pied d'égalité le mariage, l'union libre et l'homosexualité; il facilite l'avortement et l'accès aux contraceptifs, ainsi que l'éducation sexuelle dans les écoles.

Mais le féminisme du *Projet* s'oppose à signaler et à louer les qualités inhérentes aux femmes; ce qui reviendrait à considérer « *cachée sous un discours moderniste et prétendument libéral ... la vieille notion de 'féminité' qui insiste sur les aptitudes particulières des femmes, la force de leur instinct, la richesse de leur monde intérieur... Bref, on retrouve l'idée d'une 'nature féminine' différente de celle des hommes et qui, toujours, a servi à justifier la mise à l'écart des femmes et leur domination* » (pp. 50-51). Le PS nie donc cette différence, si naturelle, entre l'homme et la femme.

C'est pourquoi, selon le PS, « *l'école doit encourager les deux sexes à avoir les mêmes ambitions en matière d'études et de carrières professionnelles. Une véritable mixité de l'enseignement est nécessaire afin que l'on cesse de voir des sections pratiques par exemple où les filles seules sont reléguées dans l'apprentissage de la couture ou du secrétariat alors que les garçons sont majoritaires dans les sections techniques, industrielles et commerciales. L'objectif doit être que toutes les options soient mixtes* » (*Projet*, p. 249).

Le *Projet* ajoute enfin que la participation à ces tâches familiales « *doit commencer très tôt parce que très tôt l'enfant les comprend et peut y participer. Il faut que cette participation obtenue étant jeune ne diminue pas pour les garçons et n'augmente pas pour les filles à l'âge adulte. Et tout naturellement cette participation se maintiendra durant la vieillesse* » (*Projet*, p. 307).

Ainsi isolé et séparé de la famille, elle même réduite au seul couple, l'homme a pour tout environnement l'entreprise autogestionnaire, qui se trouve alors dans les conditions les plus favorables pour l'absorber tout entier, à la manière socialiste.

8. Les loisirs

Pour mettre en pratique cette absorption — et parce qu'il est aussi totalitaire en faveur de la société autogestionnaire que le communisme l'est au profit du parti — le PS s'efforce aussi d'organiser et d'exploiter les loisirs.

En effet, le *Projet* réglemente également ce domaine qui, sans cela, deviendrait le dernier refuge de liberté de l'individu dans le monde autogestionnaire, puisque les loisirs donnent à l'homme des possibilités particulières de se connaître soi-même, de s'exprimer et d'établir des relations et des amitiés.

NOTES

22. « Dans une vie, il n'y a pas seulement le travail.

« La création du Ministère du temps libre correspond à une grande ambition : faire en sorte que le temps libre soit le temps de vivre, le temps libéré. La société du temps libre doit être une société de culture.

« L'épanouissement culturel sera une des tâches des collectivités locales » (Pierre Mauroy, *Débats sur la Déclaration de politique générale*, « Journal Officiel », 10/7/81, pp. 82-83).

« La séparation actuelle du travail et du temps libre se trouvera elle-même remise en cause... L'entreprise socialiste évoluera ainsi vers des formes de vie de plus en plus communautaires en son sein aussi bien qu'à sa périphérie (services sociaux, loisir, culture, formation, etc.) » (*Projet*, p. 158).

« Citons par exemple la possibilité de l'utilisation en commun de certains équipements ménagers ou de certains équipements de loisirs. De même, un effort systématique sera entrepris pour transformer et animer le cadre urbain, le rendre plus communautaire et améliorer les conditions de logement collectif. Un effort considérable sera réalisé pour rendre ce dernier aussi attrayant que le logement individuel de type pavillonnaire, grand consommateur d'espace et d'énergie » (*Projet*, p. 177).

« Le mouvement associatif sera le support privilégié de la nouvelle citoyenneté, en particulier pour la mise en valeur du temps libre. Il nous appartiendra en particulier de gommer les ségrégations sociales dans le domaine du temps libre. Nous nous y emploierons au développement des formes sociales du loisir et du tourisme » (*Déclaration de politique générale*, « Journal Officiel », 9/7/81, p. 51).

« Vivre autrement, c'est donc :

« — d'abord modifier sérieusement le contenu du travail pour qu'à terme la distinction entre travail et loisir n'ait plus la même signification qu'au-



Toujours graduel, le PS affirme reconnaître le droit de l'homme aux loisirs. Le lecteur moyen, impressionné par cette affirmation, ne se rend pas compte que le PS — fondamentalement organisateur et dirigiste en ce qui concerne le travail — professe une nouvelle notion des loisirs... qui efface la ligne de démarcation entre loisir et travail, et établit la planification simultanée de l'un et de l'autre. Le PS ne sympathise pas avec les loisirs individuels et qui favorisent le développement de la personnalité. Il préfère le loisir collectif, et les loisirs domestiques eux-mêmes sont organisés par le PS afin de mieux manipuler l'être humain, le préparant ainsi aux besognes ardues et stériles de la vie autogestionnaire ²².

9. La maîtrise du cadre de vie

Dans la société autogestionnaire, l'entreprise organise le travail-loisir de manière totalitaire. Qui organisera le loisir-travail? Sur

NOTES

jour d'hui. Mais s'il est vrai que cet objectif ne peut être atteint, d'abord et avant tout, que par la transformation du travail, les socialistes doivent aussi proposer parallèlement une transformation du loisir ;

« Mais il faut aller plus à fond vers les autres conceptions du loisir :

« — Loisir de fin de journée après le travail, à proximité du domicile ou au domicile lui-même permettant de mettre en place progressivement de nouveaux rythmes de vie, de changer la vie quotidienne et qui nécessite par exemple le développement d'équipements collectifs légers, à plusieurs usages. Ce loisir-là est l'un des moyens d'avoir une vie familiale, culturelle, militante ;

« — loisir de fin de semaine

« — loisir de la retraite

« Nul doute que le contenu du temps libre sera profondément modifié par les propositions qui sont faites par ailleurs : école, formation continue, famille, décentralisation, vie associative, sport, information, santé, consommation. Elles permettront progressivement de faire de ce temps libre un temps autogéré. Il doit y avoir place en tout état de cause, dans le Projet socialiste, pour un temps libre conçu comme celui qui échappe aux contraintes et permet à chacun de s'épanouir, soit par l'effort individuel, soit par sa participation à des activités collectives » (Projet, pp. 307-309).

« Une conception globale de la vie sociale, où le temps éducatif, le temps de travail, le temps de loisir ne sont plus considérés comme des moments isolés de l'existence individuelle et collective, mais comme des éléments d'un ensemble cohérent » (Projet, p. 289). Bien entendu, cette « cohérence » entre tous ces éléments ne sera point celle du pauvre ouvrier « autogéré » mais celle du PS.

C'est là le « paradis » de liberté et de démocratie du régime socialiste autogestionnaire.



L'habitat typique et traditionnel, telle cette maison normande, n'emporte pas la sympathie du socialisme autogestionnaire, lequel cherche à étendre son influence jusque dans l'aménagement intérieur des résidences.

Photo Le Scour/FOTOGRA

ce terrain s'imposent alors des organismes dirigistes, puisque le PS tâche d'anémier et finalement de détruire la famille, champ naturel, par excellence, des véritables loisirs. Le PS stimule ainsi la création d'associations de quartier et autres, desquelles il semble attendre une action décisive pour ce qui est de la distribution des logements, de la redistribution non-ségrégationniste des quartiers existants ou à construire, et même de l'aménagement intérieur des habitations.

Ainsi, les organismes associés à l'entreprise absorberont au profit du plan socialiste les quelques instants, les restes d'énergie et de vie que l'activité de l'entreprise n'aura pas déjà absorbés.

La victime de cette absorption est l'individu, dirigé et « encadré » dans des « *cadres de vie* » autogestionnaires et complètement englouti par l'ensemble entreprise/associations parallèles ²³.

NOTES

23. « Le 'cadre de vie' fait partie de ces concepts nouveaux apparus dans les années 60, éclos en mai 1968. Ce vaste concept qui englobe tant de choses, de l'habitat aux transports en passant par l'urbanisme et l'architecture jusqu'au temps libre trop souvent oublié, n'a jamais été défini dans sa globalité. ...

« Le cadre de vie peut être isolé, coupé des réalités économiques et sociales. Quel cadre, pour quelle vie? On sent bien que la réponse est politique et globale : c'est en changeant la vie, au travail notamment, qu'on changera le cadre de vie » (François Mitterrand, dans la préface du livre de Jean Glavany et Philippe Martin, *Changer le cadre de vie*, Club Socialiste du Livre, Paris, 1981, p. VII).

« Il faut mettre fin à l'une des ségrégations les plus inadmissibles : les villes deviennent de plus en plus les villes des plus riches alors que les banlieues deviennent les banlieues des plus pauvres. Il faut faire en sorte que la ville soit,

Le schéma d'argumentation par lequel le PS cherche à justifier cette gigantesque absorption est toujours le même : a) proclamation d'un droit individuel ; b) affirmation d'une fonction sociale de ce droit ; c) planification dirigiste de l'exercice de ce droit, sous prétexte qu'il doit remplir cette fonction sociale ; d) absorption corollaire du droit par la loi organisatrice.

10. L'éducation

Il reste encore à considérer la formation socialiste et autogestionnaire de l'enfance et de la jeunesse.

Selon le *Projet*, l'éducation commence au plus tard à deux ans, âge auquel il est absolument désirable que l'enfant soit confié à une école de niveau pré-primaire ou à une école maternelle. En même temps, la société doit être appareillée pour accueillir, en toute normalité, des enfants que leurs mères préféreraient con-

Les grands lotissements égaux, comme celui-ci à Sarcelles dans la banlieue parisienne, servent à l'objectif des socialistes, qui agissent par le moyen de comités de quartier ou autres du genre



d'une façon exemplaire, l'endroit où, précisément, se côtoient les différents milieux sociaux » (Pierre Mauroy, *Débats sur la Déclaration de politique générale*, « Journal Officiel », 10/7/81, p. 81).

« Rendre les Français maîtres à nouveau de leur vie quotidienne c'est aussi les associer à l'édification et à la gestion du cadre de vie. Les collectivités locales maîtriseront les marchés fonciers, ce qui signifie la fin de la spéculation, et elles pourront conduire à un urbanisme volontaire. Nous rendrons aux habitants les pleins pouvoirs sur leur cadre de vie. L'habitat et le cadre de vie seront terres d'élection de la nouvelle citoyenneté » (*Déclaration de politique générale*, « Journal Officiel », 9/7/81, p. 51).

fier à l'éducation socialiste à n'importe quel moment, même nouveau-nés ²⁴.

Comme tout ceci correspond bien à la stérilité planifiée de la famille autogestionnaire!

Dans une période de transition « graduelle », certaines écoles pourront encore continuer sous la forme d'enseignement privé. Elles seront cependant rattachées à la machine de l'enseignement d'Etat qui couvrira toutes les étapes, depuis le pré-primaire jusqu'au niveau universitaire et post-universitaire. Ses directeurs, professeurs et fonctionnaires auront ainsi, dans les écoles publiques ou privées, un rôle analogue, quoique non identique, à celui des directeurs et des techniciens de l'entreprise autogestionnaire.



Ph. P. Consani/FOTOGRAM

Une crèche en France. — C'est dans les « maisons pour la petite enfance » organisées par le gouvernement socialiste que « commence la lutte contre les inégalités », selon le *Projet*

24. « Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que l'accès de tous les enfants de deux à six ans à l'école maternelle soit possible.

« Il expérimentera l'organisation de maisons de l'enfance accueillant les enfants de la naissance jusqu'à six ans » (*Programme Commun — Propositions pour l'actualisation*, p. 30).

« Les maisons pour la petite enfance seront pièces maîtresses du dispositif initial. C'est à ce stade que commence la lutte contre les inégalités et la ségrégation sociale » (*Projet*, p. 287).

« La lutte pour l'égalité commence à la maternelle » (*Projet*, p. 311).

« Mais comment donc réveiller le sens démocratique aujourd'hui anesthésié ? Par l'école d'abord, conçue comme le lieu par excellence de l'apprentissage de l'autogestion » (*Projet*, p. 132).

Selon le principe de la « *planification démocratique* », les parents d'élèves participeront également, de même que ceux qui ont un rôle dans le processus d'éducation. La « plèbe » de l'école, c'est-à-dire les élèves et étudiants, aura dans le régime autogestionnaire — dans toute la mesure de l'imaginable, et même de l'iniimaginable — des droits analogues à ceux des travailleurs de l'entreprise autogestionnaire ²⁵.

Plus encore. A l'école comme au sein de la famille, la « plèbe » composée des enfants et jeunes gens sera motivée et stimulée pour mener une lutte de classes systématique contre les autorités enseignantes et domestiques ; elle tiendra des assemblées et aura ses propres organes d'appel et de jugement ²⁶.

NOTES

25. « *La gestion tripartite (parents et enfants, personnels, collectivités publiques) doit libérer les initiatives, permettre, après libre discussion, de définir et évaluer en commun les objectifs et la responsabilité qui en découle pour chacun. L'esprit de responsabilité exige la disparition du contrôle hiérarchique préalable* » (Projet, p. 286).

« *Les libertés élémentaires dans les institutions scolaires et universitaires et dans l'armée font également parti des exigences du Projet socialiste : liberté d'expression et de réunion dans les collèges, lycées et universités ; foyers socio-éducatifs gérés directement par les lycéens et collégiens ; participation effective des élèves à la vie et à la gestion de leur établissement scolaire ; droit des délégués de classe de participer à tout leur conseil de classe, et aux élèves d'y assister ; droit des élèves de participer à l'aménagement de leur lycée ou collège ; contrôle des étudiants sur l'organisation de l'université, sur le contenu des programmes... ; mise en place d'un véritable statut de l'étudiant* » (Projet, p. 314).

« *Nous entreprendrons une transformation profonde de notre système éducatif. Tous doivent y participer : parents, élus, associations, représentants de salariés et employeurs et au premier chef, les enseignants.*

« *L'unification du service public d'éducation sera le résultat d'une concertation et d'une négociation* » (Déclaration de politique générale, « Journal Officiel », 9/7/81, p. 51).

26. « *Le Projet socialiste reconnaît aux enfants leur place à part entière dans la société : l'égalité, la liberté, la responsabilité ne sont pas réservées aux adultes. C'est dès l'école que doivent être reconnus le droit à l'expression, à l'activité créatrice, à la prise de décision* » (Projet, p. 311).

« *La jeunesse a aussi une position spécifique : elle est (dans la société actuelle) sous tutelle. A quelque classe sociale qu'ils appartiennent, les jeunes n'ont aucune responsabilité réelle, peu de maîtrise sur leur vie. Il y a un décalage considérable entre leurs possibilités et ce qu'ils ont le droit de faire dans la société* » (Projet, pp. 311-312).

« *Rien n'est donc plus important aujourd'hui que de reconnaître à la jeunesse le droit d'être elle-même.*

« *Dans la famille, le droit pour les jeunes d'être eux-mêmes comporte : la possibilité de recours du jeune face à une décision le concernant (orientation*



Les programmes scolaires, l'ensemble du personnel enseignant et le sens laïque de la formation intellectuelle socialiste devront être sous l'autorité du Pouvoir public dans les écoles étatisées ou autogestionnaires ²⁷.

Le *Projet* n'est pas tout à fait clair en ce qui concerne les écoles qui survivront... ou qui dépériront dans le système privé, selon ce que la stratégie graduelle en disposera. Il n'est cependant pas difficile d'imaginer qu'elles ne pourront se soustraire à cette influence et à ce pouvoir qu'en faible mesure et à titre précaire, si elles y parviennent... ²⁸.

Un tel réseau éducatif n'est-il pas totalitaire ? Le *Projet* cherche à éviter cette question embarrassante en citant le *plan* de direction de l'enseignement qui doit être élaboré de manière démocratique, de sorte que chacun puisse exprimer son opinion. Un tel plan représenterait ainsi la volonté de tous.

Les socialistes se fondent sur ce sophisme pour affirmer que le système unifié d'enseignement n'est pas un monopole. Comment peut-on qualifier de monopole — disent-ils — un système unique, il est vrai, mais auquel tous sont invités à participer ?

On voit bien que le *Projet* réalise à sa propre manière la trilogie « *liberté, égalité, fraternité* » : au moment de la décision collective, tous sont égaux ; le pouvoir de décision revient à la majorité. Il lui appartient à elle seule de décider de la matière à enseigner. La minorité n'a qu'à obéir. Où se réalise alors la liberté individuelle ? Au moment même du vote, puisque chacun est libre de discuter et de voter comme il l'entend. Mais seulement à ce moment-là...

NOTES

scolaire ou professionnelle, mode de vie...) ; la démocratisation et le développement des foyers d'accueil pour les jeunes en conflit avec leur famille ; ... des facilités de location d'appartement pour les jeunes ; ... le libre droit à la contraception et la suppression de l'autorisation parentale en matière d'interruption volontaire de grossesse pour les mineures, un développement considérable de l'éducation sexuelle à l'école et la révision des attitudes systématiquement répressives concernant la sexualité des mineurs » (*Projet*, pp. 313-314).

27. « ... la conception généreuse et offensive des Socialistes pour un grand service public unifié et laïque de l'enseignement géré démocratiquement » (*Projet*, p. 284).

« Le gouvernement définira comme objectif la constitution de ce corps unique de maîtres dans toutes les disciplines, pour la période de scolarité englobant l'école maternelle, le tronc commun, le second cycle général et professionnel » (*Programme commun — Propositions pour l'actualisation*, p.35).



L'éducation socialiste — de préférence unique et laïque — doit commencer dès l'école maternelle, d'après le « Projet socialiste pour la France des années 80 »



Photo Ag. FOLHAS

11. Le droit de propriété dans le régime autogestionnaire

La matière exposée jusqu'à présent montre le caractère socialiste général (et non seulement limité au cadre de l'entreprise, comme l'imaginent beaucoup) du régime autogestionnaire, et met également en évidence la nature graduelle de la stratégie du PS.

NOTES

« Tous les parents pourront faire donner à leurs enfants, en dehors des locaux scolaires et sans le concours des fonds publics, l'éducation religieuse ou philosophique de leur choix » (ibidem, p. 32).

28. « Tous les secteurs de l'enseignement initial et une partie importante de l'éducation permanente seront réunis dans un service public, national et laïque, dépendant du seul Ministère de l'Éducation nationale.

« Dès la première législature, la mise en place du service public de l'éducation nationale sera négociée. Les établissements privés — qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnel — percevant des fonds publics, seront en règle générale nationalisés.

« Les transferts nécessaires de locaux excluront toute spoliation.

« La situation des locaux ou des personnels des établissements privés ne recevant pas de fonds publics pourra faire l'objet, sur leur demande, d'un examen en vue de leur intégration éventuelle » (Programme commun — Propositions pour l'actualisation, pp. 31-32).



Il convient maintenant d'analyser plus spécialement l'entreprise autogestionnaire.

Le lecteur habitué aux entreprises actuelles imagine peut-être que l'application des modèles de démocratie politique à la vie économique et sociale des entreprises autogestionnaires a une portée bien plus littéraire et démagogique que réelle. Il se trompe.

Comme il a été dit plus haut, le pouvoir souverain, à qui il incombe de prendre toutes les décisions importantes de l'entreprise autogestionnaire, est réellement l'assemblée des travailleurs. Les organes de direction émaneront de cette assemblée par un système d'élections (détail important : le *Projet* ne parle pas de scrutin secret...). L'assemblée élira également les membres de ces organes. Afin que ce « suffrage universel » permette des choix corrects, le *Projet* prévoit des réunions de travailleurs de chaque entreprise, dans lesquelles, paraît-il, les organes de direction donneront des

NOTES

29. Selon la doctrine traditionnelle de l'Eglise, le droit de propriété ressort de l'ordre naturel des choses créé par Dieu. Animaux, végétaux, minéraux existent à l'usage des hommes. Tout homme a donc en vertu même de sa condition humaine, le droit de soumettre à sa domination n'importe lequel de ces biens. C'est l'appropriation. L'appropriation présente un caractère exclusif dans ce sens, qu'une fois qu'il a été approprié par quelqu'un, un bien ne peut être employé par d'autres que son maître.

C'est ce que dit Pie XI à ce propos dans l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, du 15 mai 1931 : « *La tradition universelle, non moins que les enseignements de Notre Prédécesseur, font de l'occupation d'un bien sans maître et du travail qui transforme une matière les titres originaires de la propriété. De fait, contrairement à certaines opinions, il n'y a aucune injustice à occuper un bien vacant qui n'appartient à personne. D'un autre côté, le travail que l'homme exécute en son propre nom et par lequel il confère à un objet une forme nouvelle ou un accroissement de valeur est le seul qui lui donne un droit sur le produit* » (*Acta Apostolicae Sedis*, Typis Poliglottis Vaticanis, Rome, 1931, vol. XXIII, p. 194).

La propriété dérive aussi du travail. Etant par nature maître de lui-même, l'homme est aussi le maître individuel de son travail. Par conséquent, le fruit de son travail lui appartient et il a en outre le droit de monnayer ses services. Ainsi ce qu'il a su acquérir de son propre travail lui revient à titre personnel. Tel est l'enseignement de Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum Novarum*, de mai 1891 : « *De fait, comme il est facile de le comprendre, la raison intrinsèque du travail entrepris par quiconque exerce un art lucratif, le but immédiat visé par le travailleur, c'est de conquérir un bien qu'il possédera en propre et comme lui appartenant ; car, s'il met à la disposition d'autrui ses forces et son industrie, ce n'est pas évidemment pour un motif autre, sinon pour obtenir de quoi pourvoir à son entretien et aux besoins de la vie, et il attend de son travail non seulement les droits au salaire, mais encore un droit strict et rigoureux d'en user comme bon lui semblera. Si donc, en réduisant ses dépenses, il est arrivé à faire quelques épargnes, il les a par exemple réalisées dans un champ,*



informations concernant l'entreprise qui seront discutées par les membres présents. On dirait que chaque assemblée de travailleurs essaiera de reproduire, à une échelle ou une autre, la démocratie directe des anciennes municipalités grecques.

Bien entendu, pour certains sujets, les décisions devront être prises en commun avec les consommateurs, les usagers et autres représentants de la collectivité (voir Tableau IV — *Modèle d'entreprise autogestionnaire proposé par les socialistes*).

La propriété privée survivra-t-elle dans le régime conçu par le *Projet*? Que le lecteur se tienne sur ses gardes. En effet, selon le *Projet*, il recevra du socialiste français les réponses les plus tranquilisantes... et en même temps les plus vides.

Dans le langage courant, on oppose propriété de l'Etat à propriété privée ²⁹. Dans ce sens, l'entreprise autogestionnaire peut être qualifiée — sous certains de ses aspects — de privée. En ef-

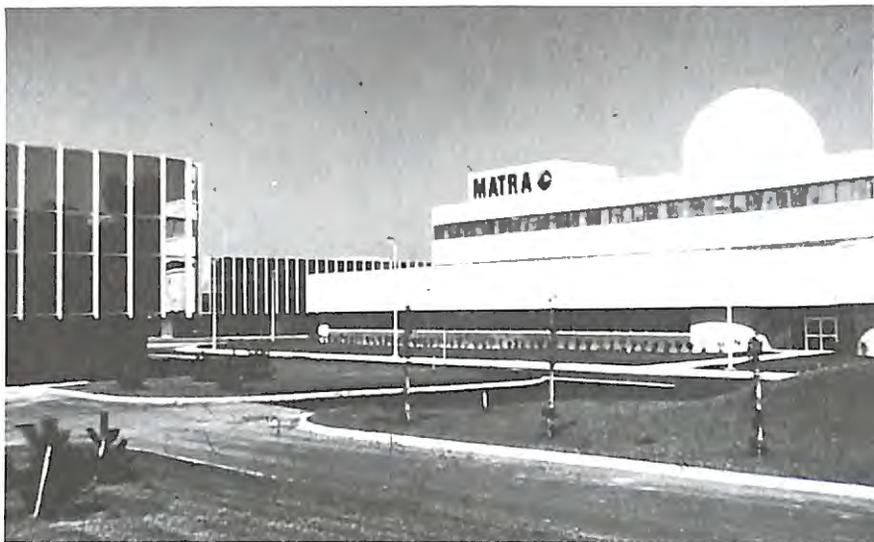
NOTES

il est de toute évidence que ce champ n'est pas autre chose que le salaire transformé : le fonds ainsi acquis sera la propriété de l'artisan, au même titre que la rémunération même de son travail. Mais qui ne voit que c'est précisément en cela que consiste le droit de propriété mobilière et immobilière ? Ainsi, cette conversion de la propriété privée en propriété collective, tant préconisée par le socialisme, n'aurait d'autre effet que de rendre la situation des ouvriers plus précaire, en leur retirant la libre disposition de leur salaire et en leur enlevant par le fait même tout espoir et toute possibilité d'agrandir leur patrimoine et d'améliorer leur situation » (Acta Sanctae Sedis, Typographia Polyglotta S.C. de Propaganda Fide, Rome, 1890-1891, vol. XXIII, p. 642).

Enfin, la propriété peut être acquise par droit de succession. Les enfants, qui sont la prolongation naturelle de leurs parents, sont naturellement héritiers de leurs biens. A propos du caractère familial de la propriété, Léon XIII affirme dans l'Encyclique *Rerum Novarum* : « Ainsi, ce droit de propriété que Nous avons, au nom même de la nature, revendiqué pour l'individu, il le faut maintenant transférer à l'homme, constitué chef de la famille : ce n'est pas assez : en passant dans la société domestique, ce droit y acquiert d'autant plus de force que la personne humaine y reçoit plus d'extension. La nature impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants; elle va plus loin. Comme les enfants reflètent la physionomie de leur père et sont une sorte de prolongement de sa personne, la nature lui inspire de se préoccuper de leur avenir et de leur créer un patrimoine, qui les aide à se défendre, dans la périlleuse traversée de la vie, contre toutes les surprises de la mauvaise fortune. Mais ce patrimoine, pourra-t-il le leur créer sans l'acquisition et la possession de biens permanents et productifs qu'il puisse leur transmettre par voie d'héritage ? » (Acta Sanctae Sedis, vol. XXIII, p. 646).

La propriété, comme tous les droits, a une fonction sociale mais elle ne se réduit pas simplement à cela. C'est ce que Pie XII enseigne dans son message radio-diffusé du 14 septembre 1952, au *Katholikentag* de Vienne :

« C'est en raison de cela que les enseignements sociaux de l'Eglise Catholique se prononcent si consciemment pour le droit de propriété individuelle, en-



L'importante entreprise Matra, qui fabrique des armements de haute technologie, a été nationalisée par le gouvernement Mitterrand

tre autres choses. C'est d'ici également que proviennent les raisons profondes qui expliquent pourquoi les papes des encycliques sociales et Nous-même, refusons de déduire, directement ou indirectement, de la nature même du contrat de travail, le droit de copropriété de l'employé au capital de l'entreprise, et par conséquent, son droit à la cogestion. Tout cela a dû être rejeté, car à l'arrière-plan de cette question se détache un problème plus vaste — le problème du droit de l'individu et de sa famille à la propriété, droit qui découle de l'essence même de l'être humain. C'est un droit de dignité personnelle ; un droit, cela va sans dire, qui vient accompagné d'obligations sociales ; un droit cependant, et non seulement une fonction sociale » (Discorsi e Radiomessaggi di Sua Santità Pio XII, vol. XIV, p. 314).

Vue de cette façon, il faut distinguer la propriété publique de la propriété privée.

La première renferme normalement les biens que l'Etat a à sa disposition pour accomplir sa mission. Sans excéder sa fonction spécifique, l'Etat peut aussi posséder et gérer certaines choses pour le bien commun. Par exemple, quand il entreprend d'exploiter des ressources souterraines de façon à alléger les taxes de ses citoyens grâce aux bénéfices qui lui en reviennent. Mais ceci doit se faire de façon limitée et dans des circonstances spéciales. L'Etat peut également se permettre de faire cela quand il se trouve en présence d'un certain genre de richesses qui de par leur nature donneraient à l'individu qui les contrôle un pouvoir supérieur à celui de l'Etat lui-même.

Le reste des biens appartient au domaine privé et non au domaine public. Un propriétaire privé peut être soit un individu, soit un groupe ou un ensemble de propriétaires individuels.

Naturellement, cette doctrine et cette terminologie qui existent d'une manière implicite et explicite dans le langage courant ne font pas partie du *Projet*.

Le *Projet* n'affirme pas le droit naturel à la propriété, donné à l'homme par Dieu. Il hypertrophie la *propriété collective* des groupes sociaux, en transformant chacun d'eux en de mini-Etats totalitaires, par rapport à leurs membres. Il appelle la propriété autogestionnaire propriété privée, bien qu'elle doive être instituée — en grande partie imposée — et même réglée de manière discrétionnaire par l'Etat.

fet, sa situation envers l'Etat n'est pas la même que celle de l'entreprise étatisée.

Le *Projet* qualifie l'entreprise autogestionnaire de « socialisée », c'est-à-dire n'appartenant pas à l'Etat il est vrai, mais pas non plus à des individus, puisque d'une manière générale les

NOTES



La rédaction de ce Message touchait à sa fin lorsqu'a paru, à la mi-septembre, l'Encyclique *Laborem Exercens* de Jean-Paul II. Les principaux média de l'Occident l'ont accueillie avec une publicité largement favorable.

Sans aucun doute, l'Encyclique présente des enseignements nouveaux qui ne sont pas tous développés jusqu'à leurs dernières conséquences, doctrinales et pratiques.

Dans la plupart des cas, il a donc été possible aux média de donner l'impression que, selon Jean-Paul II :

a) ce n'est pas un précepte de l'ordre naturel que la propriété privée (et donc non-étatique) soit normalement individuelle ;

b) en principe (et notamment dans les conditions modernes de la vie économique), il est légitime et même préférable que le droit de propriété ne soit pas exercé normalement par des propriétaires individuels, mais par des groupes de personnes. La propriété atteindrait ainsi son but social. C'est en cela que consisterait la « *socialisation* » de la propriété.

Si cette interprétation du document de Jean-Paul II était acceptée, il faudrait conclure que :

a) une telle « *socialisation* » serait en contraste frappant avec les principes du Magistère Pontifical traditionnel mentionnés ci-dessus, et qui enseignent que la propriété individuelle est la conséquence logique de la nature personnelle de l'homme et de l'ordre naturel des choses ;

b) le régime socialisé préconisé par le PS français trouverait ainsi dans *Laborem Exercens* un appui important.

Pour un catholique il serait pénible de porter sur ses épaules la responsabilité de faire ces deux affirmations à l'égard de l'Encyclique de Jean-Paul II, puisqu'elles auraient une portée incalculable sur le plan religieux et socio-économique.

En effet, si l'on admet une telle opposition entre le récent document pontifical et les documents traditionnels du Magistère Suprême de l'Eglise, les conséquences théologiques, morales et canoniques sont innombrables.

Comme on peut le voir au Chapitre II de ce Message, le PS français affirme le lien logique entre la réforme autogestionnaire de l'entreprise, préconisée par lui, et l'économie en général, celle de l'enseignement, de la famille et de l'homme lui-même. Ces réformes multiples ne sont, pour les socialistes français, que des aspects d'une réforme globale.

Ils ont raison : « *Abyssus abyssum invocat* » — « *Un abîme en attire un autre* » (Ps. 41,8). On ne voit pas comment un Pontife Romain pourrait ouvrir les portes à l'autogestion préconisée par le socialisme français, et appuyer ainsi de façon implicite ou explicite cette réforme globale.



responsabilités du propriétaire individuel passent à l'assemblée des travailleurs.

La propriété privée survivra-t-elle en régime socialiste ? Le *Projet* répond que ce sera le cas pendant une période très courte en ce qui concerne la grande entreprise ; pour ce qui est des petites et moyennes entreprises, la durée sera un peu plus longue et conditionnée par de nombreux éléments ³⁰. A partir de quel niveau une entreprise ne sera-t-elle plus qualifiée de petite et sera-t-elle considérée comme moyenne ? De manière analogue, à partir de quel niveau une entreprise moyenne passera-t-elle à être qualifiée

NOTES

30. « Les socialistes sont favorables au principe de la socialisation des moyens de production dans tous les secteurs où la socialisation des forces productrices est déjà devenue réalité. C'est dire a contrario que les petites et moyennes entreprises privées subsisteront dans un cadre certes profondément modifié et avec des obligations nouvelles » (*Projet*, pp. 153-154).

Le Mirage 2000 est l'un des appareils les plus modernes que fabrique la société Avions Marcel Dassault — Bréguet Aviation. C'est une industrie de très haut niveau, qui compte des établissements immenses un peu partout en France (en bas à droite : l'usine de Saint-Cloud). Cette entreprise a elle aussi été atteinte par les nationalisations... même avec la collaboration de son propriétaire, Marcel Dassault, qui a fait cadeau à l'Etat de 26 % de ses actions. Mystères du capitalisme socialophile.

Rhône-Paulenc, une autre
parmi les grandes entreprises nationalisées



Photo AMD-BA

de grande ? Les habitudes mentales formées par le régime actuel nous donnent à ce sujet des notions génériques inspirées par le bon sens, mais ces habitudes mentales ne correspondent pas à la nouvelle société, qui en créera d'autres. Ainsi, l'établissement des limites dépendra de la loi, ce qui permettra au Pouvoir public d'aplanir « graduellement » le niveau des biens ³¹. De cette manière, dans un certain nombre d'années, des entreprises considérées aujourd'hui comme moyennes devront supporter les lourds impôts de grandes entreprises, et les entreprises tenues aujourd'hui pour petites seront considérées comme moyennes. Ceci pour que

NOTES

31. Selon les socialistes, un des buts de la *planification démocratique* est de déterminer « comment et jusqu'à quel point s'opère la réduction des inégalités » (*Quinze thèses*, p. 15). Autrement dit, les *Plans* du gouvernement, à élaborer aux niveaux nationaux, régionaux et locaux, viseront déjà au nivellement graduel.



le nombre des petites propriétés individuelles (favorisées aujourd'hui sur le plan fiscal) se réduise de plus en plus.

Bien entendu, dans la physionomie générale du *Projet*, la propriété privée, même lorsqu'elle est réduite à ces proportions minimes, semble une contradiction, puisqu'elle maintient son caractère individuel au sein d'un ordre de choses social. Il en découle que l'aboutissement de la gradation socialiste sera l'extinction totale de toute propriété individuelle ³².

En effet, le *Projet* adopte la stratégie graduelle qui rejette l'abolition sommaire de toute propriété et organise les étapes de leur extinction graduelle. Selon le *Projet*, le régime autogestionnaire devra comprendre pendant un certain temps encore les entreprises petites, moyennes et même grandes, mais en état d'agonie, comme il a été dit plus haut, en ce qui concerne les deux dernières catégories. Comment peut-on affirmer que, dans la logique de son égalitarisme de fer, l'Etat autogestionnaire ne vise pas également l'extinction des petites entreprises après celle des moyennes et des grandes ?

D'ailleurs, comment un travailleur du régime autogestionnaire pourrait-il accéder à la position de propriétaire avec la simple accumulation de ce qu'il reçoit pour sa subsistance ? Au bout de combien d'années de travail ? Pour ensuite jouir de sa propriété pendant quelques années seulement ? Pour la laisser à un fils né de quelque liaison, confié dès sa plus tendre enfance à

NOTES

32. Cette affirmation n'envisage pas que l'ouvrier puisse posséder ses propres outils (ceux d'un artisan, par exemple), ni les objets durables qu'il a pu acquérir avec son propre gain personnel. Mais pour les héritiers éventuels de l'ouvrier, ce modeste patrimoine individuel n'aura guère d'importance par rapport aux limitations que le *Projet* impose sur les héritages :

« *Le problème de l'héritage sera traité dans le même esprit : forte progressivité sur les grandes fortunes mais abattement élevé à la base pour les successions en ligne directe permettant la transmission du patrimoine affectif (maison familiale) ou de l'exploitation agricole ou artisanale* » (*Projet*, p. 154).

33. « *Il ne peut y avoir d'autogestion dans un régime capitaliste : une entreprise privée ne peut être autogérée* » (« Documentation Socialiste », n° 5, p. 57).

« *Croyez-moi, avant longtemps, la propriété privée des moyens clefs de l'économie nationale apparaîtra à nos descendants comme une curiosité aussi aberrante que nous semble aujourd'hui le régime féodal* » (Affirmation du Député socialiste Jean Poperen, pendant les débats au sujet de la *Déclaration de politique générale*, « Journal Officiel », 10/7/81, p. 77).



l'Etat, de sorte qu'il est un étranger pour ses propres parents, d'ailleurs également étrangers l'un envers l'autre puisqu'unis par un lien instable ? Ces questions montrent que la propriété, même petite, ne peut exister que comme un corps étranger dans le contexte du monde autogestionnaire, et qu'elle ne peut survivre que temporairement ³³.

12. La propriété rurale dans le « *Projet socialiste* »

Le *Projet* est bien plus clair dans ses objectifs que dans les étapes qu'il admet ou tolère par nécessité stratégique.

Dans cette perspective, quelle est la situation de la propriété rurale — c'est-à-dire de la petite exploitation de dimensions familiales — dans la société modelée par le PS ? La question suppose que les grandes et moyennes exploitations aient déjà été éliminées.

Le *Projet* — tout comme la *Déclaration de politique générale du Gouvernement* faite par le Premier Ministre Pierre Mauroy — est vague et ambigu à ce sujet.

Le *Projet* propose des mesures qui à première vue seraient fondées sur le bon sens et la protection de l'agriculteur : développement de la production, organisation des marchés,

NOTES

« Est-ce à dire que nous répudions la propriété privée ? En aucune manière. Nous savons fort bien qu'une forme de société ne se substitue pas à une autre en un jour ni même en l'espace d'une génération. Il a fallu des siècles au capitalisme pour émerger du giron de la société féodale. Et le socialisme lui-même n'est en marche dans les pays capitalistes les plus avancés que depuis le milieu du siècle dernier.

« On peut considérer que le maintien de la propriété privée individuelle répond à certaines exigences — surtout psychologiques — de sécurité.

« Mais nous entendons aussi développer progressivement d'autres pratiques (location de la terre aux exploitants, indexation de l'épargne, développement du logement locatif, essor du tourisme familial à la campagne, etc.) » (*Projet*, pp. 153-154).

« Le Parti socialiste, non seulement ne met pas en cause le droit pour chacun de posséder ses propres biens durables acquis par le fruit de son travail ou outils de son propre ouvrage, mais il en garantit l'exercice. Par contre, il propose de substituer progressivement à la propriété capitaliste une propriété sociale qui peut revêtir des formes multiples et à la gestion de laquelle les travailleurs doivent se préparer » (Statuts du Parti — Déclaration de principes, « Documentation Socialiste », supplément au n° 2, p. 48).



revalorisation de la condition de l'agriculteur et garantie de la terre. La seule exception est un système de protection du prix des produits agricoles, logiquement au bénéfice quasi exclusif des petits producteurs ; les autres producteurs tolérés au début doivent survivre comme ils peuvent, ou dépérir.

On se demande quelle est la substance des droits du petit propriétaire, puisque l'élément principal des propositions socialistes est la création d'« *offices fonciers* » qui organiseront les marchés et, entre autres, seront « *chargés d'assurer une meilleure répartition et utilisation du sol* ».

De plus, ces « *offices fonciers* » constitueront l'autogestion collective des petits propriétaires et des consommateurs sur l'ensemble des terres arables. A chaque instant, la petite propriété sera soumise à des modifications de limites, des divisions ou des amalgames, au sein d'une réforme agraire permanente et d'une dictature sur les prix agricoles ³⁴.

NOTES

34. « *La maîtrise et la garantie de la terre. — Outil de travail, la terre sera protégée contre la spéculation foncière par la mise en œuvre d'une politique reposant sur la création d'offices fonciers chargés d'assurer une meilleure répartition et utilisation du sol. Celui-ci sera également protégé contre l'usure et la défertilisation qui résultent de l'exploitation intensive et de l'abus de techniques agressives contre la nature et l'environnement* » (Projet, p. 208).

« *Le marché sera organisé autour d'offices. Ceux-ci assureront aux exploitants la juste rémunération de leur travail grâce à des prix garantis, tenant compte des coûts de production, dans les limites d'un quantum* » (Projet, p. 206).

« *Gérés par les représentants des exploitants, des salariés agricoles et des collectivités locales, (les offices fonciers) assumeront, notamment, les fonctions suivantes :*

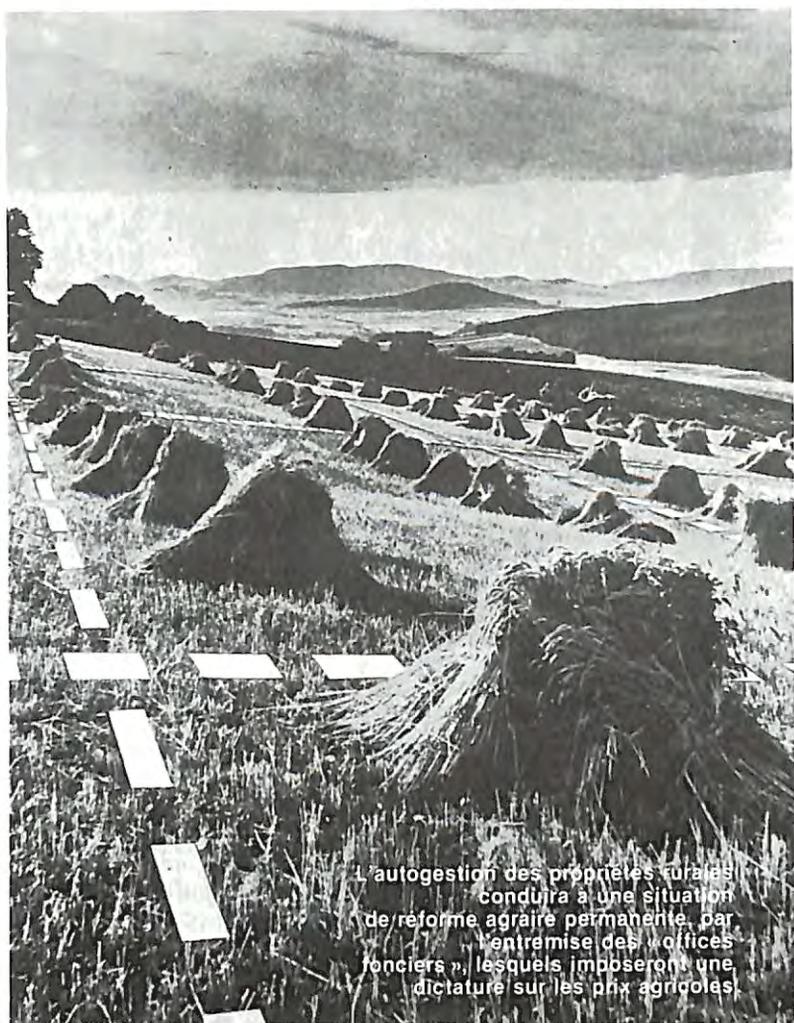
« — *Ils interviendront dans les locations.*

« — *Ils disposeront d'un droit de préemption permanent lors de toute vente. Ils pourront soit revendre, soit louer les terres ainsi acquises aux agriculteurs qui en ont besoin* » (Pour une agriculture avec les socialistes, « Les Cahiers de Documentation Socialiste », n° 2, avril 1981, p. 20).

Mitterrand décrit le fonctionnement de ces « *offices fonciers* » de la façon suivante :

Contrairement à ce que certains veulent faire croire, ces offices n'institueront ni le collectivisme, ni la contrainte ! Il ne peut y avoir de bonne politique foncière que discutée, concertée et acceptée par les différentes parties prenantes, agriculteurs, collectivités locales, administration.

« *Ce sont donc les exploitants qui administreront eux-mêmes les offices cantonaux et auront pour rôle de coordonner la politique foncière, d'en discuter ensemble, de prendre des décisions de répartition et de zonage des sols, souhaitables au maintien de la population active agricole et au maximum d'installations* » (apud Cl. Manceron et B. Pingaud, François Mitterrand — *L'homme, les idées, le programme*, Flammarion, Paris, 1981, pp. 107-108).



En considérant l'ensemble de ce que le *Projet* prévoit pour la société autogestionnaire, deux questions se posent sur la nature de la pensée qui l'inspire : est-il réellement libéral ? Contient-il un élément de religion ? C'est le sujet de ce qui suit.



Chapitre III

Le noyau doctrinal du « Projet socialiste » : laïcité — « liberté, égalité, fraternité »

1. Les droits de l'homme dans la société autogestionnaire : s'informer, dialoguer et voter

On a déjà vu que le PS propose d'éduquer le citoyen depuis la naissance jusqu'à la mort, lui façonnant l'âme dans le travail et les loisirs, dans la culture et l'art, et influant même sur l'aménagement de son logement. Quelle influence cela aura-t-il sur la liberté individuelle ?

On peut confirmer ici ce qui a été dit plus haut sur les relations entre *liberté* et *égalité*, dans la trilogie de la Révolution. Si par *liberté* on entend n'avoir rien ni personne au-dessus de soi, et par conséquent faire absolument ce que l'on veut — ceci est en effet le sens radical et anarchique du terme — le citoyen autogestionnaire ne sera libre qu'en apparence. En vérité, il ne le sera à aucun moment de sa vie.

Le citoyen autogestionnaire verra se rétrécir de plus en plus la sphère de son choix individuel, qui lui permet d'extérioriser le caractère irremplaçable de sa personnalité. Dans son travail, comme dans ses loisirs, il aura la liberté d'être informé, de dialoguer et de voter, mais *normalement la décision incombera à la collectivité*. La liberté du citoyen se bornera à pouvoir dire ce que bon lui semble lors de débats publics et de voter selon son choix. Il est libre comme électeur quant au choix de noms, et comme votant lors des assemblées délibératives. Comme individu, il est poussé par le *Projet* jusqu'aux limites de la non-

existence³⁵. Ceci n'est pas directement au profit de l'Etat, mais d'un ensemble ou d'un mécanisme social composé de groupes autogestionnaires d'entreprise ou étrangers à l'entreprise.

Tant que l'autogestion ne se dirige pas vers la désagrégation finale de l'Etat et la dissémination des pouvoirs de celui-ci en petites communautés autocéphales, le graphique du pouvoir dans la société autogestionnaire aura pour extrême l'Etat, en passant par les assemblées, les comités et autres organes de la société³⁶.

NOTES

35. « La reconnaissance des petits collectifs sociaux et par conséquent d'intérêts collectifs très proches de l'individu et faciles à appréhender (famille, atelier, classe d'école, association, quartier, etc.) est un des fondements de la société socialiste autogestionnaire.

« Encore faut-il que les décisions puissent se prendre ; l'existence d'un intérêt collectif doit se traduire en définitive dans une procédure. C'est pourquoi les socialistes affirment que la légitimité ne saurait jamais procéder en dernier ressort, demain comme aujourd'hui, que du suffrage universel. L'intérêt général et la démocratie ne sont pas en guerre. Tout simplement l'intérêt général ne peut se définir autrement que par la démocratie » (Projet, p. 131).

36. Tout comme les socialistes français, les communistes veulent faire de l'autogestion de la société leur but final. On peut lire dans le préambule de la Constitution russe : « L'objectif suprême de l'Etat Soviétique est la construction d'une société communiste dépourvue de classes dans laquelle l'autogestion sociale communiste pourra se développer » (Constitución — Ley Fundamental de la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas, du 7 octobre 1977, Editorial Progreso, Moscou, 1980, p. 5).

Il n'y a donc pas de désaccord doctrinal entre les communistes et les socialistes

Mitterrand, flanqué par des éléments du PS, le jour de son investiture. A sa droite, le premier-ministre Mauroy et, sur le bord gauche de la photo, Willy Brandt, président de l'Internationale Socialiste.



Photo UPI



Jean-Paul II reçoit les salutations souriantes de Marchais

Du point de vue du travailleur, ce graphique pourrait avoir la forme d'un losange. A un angle se trouverait sa propre entreprise, à l'intérieur de laquelle il n'est qu'une molécule qui parle et qui vote ; à l'angle opposé se trouve l'Etat.

NOTES

à ce sujet. Les divergences apparaissent dans la manière de concevoir le dépérissement de l'Etat.

L'Institut de Philosophie de l'Académie des Sciences de Russie définit de la manière suivante le rôle de l'Etat pendant la période de transition vers une société autogestionnaire : « *Le développement d'une démocratie socialiste consolide le pouvoir de l'Etat en même temps qu'il pave la voie pour sa disparition et parallèlement il prépare le passage à un régime social où il est possible de gouverner sans mécanismes politiques et sans coercition de la part de l'Etat.*

« *Mais essayer de parvenir à une disparition plus rapide de l'Etat, sous prétexte de combattre 'le bureaucratisme' et proclamer en même temps le besoin de renoncer au pouvoir de l'Etat, en revient à — vues les conditions du socialisme dans un monde où le capitalisme continue à exister (et ce qui est plus grave, pendant une époque de transition vers le socialisme) — désarmer les travailleurs en pleine vue de leur classe ennemie.*

« *On ne peut se servir d'aucune mesure artificielle pour accélérer l'anéantissement de l'Etat. L'Etat ne sera aboli par personne mais il disparaîtra, petit à petit, à partir du moment où l'on n'aura plus besoin de pouvoir politique. Cela ne sera possible que lorsque l'Etat socialiste aura rempli sa mission historique, ce qui nécessite, en revanche, une consolidation du pouvoir politique. C'est pourquoi on ne peut pas mettre le souci de la consolidation de l'Etat socialiste en opposition aux perspectives de son extinction. C'est le revers de la médaille.*



Lech Wałęsa



Qui seront les Wałęsa des autres pays ?



Mitterrand, le Wałęsa français ?

« Du point de vue dialectique, le problème de l'anéantissement de l'Etat est le problème de la transformation de l'Etat socialiste, à la société communiste d'autogestion. Certaines fonctions analogues à celles remplies par l'Etat en ce moment existeront toujours sous le communisme. Mais elles prendront un tout autre caractère et elles ne s'exerceront pas de la même manière qu'à leur stade actuel.

« L'anéantissement de l'Etat veut dire : 1) La disparition du besoin du caractère coercitif de l'Etat et des organes dont il se sert pour l'application de cette force ; 2) la transformation des fonctions économiques, éducationnelles-culturelles et d'organisation exercées actuellement par l'Etat, en fonctions purement sociales ; 3) la participation de tous les citoyens à la direction des affaires publiques et la disparition du besoin de créer toutes sortes d'organes du pouvoir public.

« Quand toutes les traces marquant la division de la société en classes auront été biffées, quand le communisme aura définitivement triomphé, et quand les forces de l'ancien monde qui s'opposent au communisme auront quitté la scène, la nécessité de l'existence de l'Etat disparaîtra aussi. La société n'aura plus besoin de former des contingents spéciaux d'hommes portant les armes pour garantir l'ordre social et la discipline. La machine de l'Etat pourra donc, comme Engels l'a prédit, aller rejoindre le rouet et la hache de bronze au musée archéologique » (Académie des Sciences de l'URSS — Institut de Philosophie, *Fundamentos de la Filosofía Marxista*, Rédaction générale de F. V. Konstantinov, Editorial Grijalbo, Mexique, 2^e éd., 1965, pp. 538-539).

Ce dernier se trouverait cependant au sommet du losange, l'assemblée des travailleurs étant à l'angle inférieur. Une fois l'autogestion installée, cette assemblée ne serait pas nécessairement une simple façade derrière laquelle l'Etat manipule tout. Ceci pourrait bien sûr arriver, mais on ne considère pas ici les déformations que la société autogestionnaire pourrait subir en pratique ; on ne tient compte que de ce que serait le mirage socialiste mis en pratique dans sa totalité.

Ainsi, il est évident dans la logique du *Projet* que :

a) une fois la société autogestionnaire installée, les pouvoirs de l'Etat diminueront « graduellement » ;

b) l'Etat est cependant omnipotent au moment d'installer cette société par la loi. Bien que la loi serve de fondement et de norme, cette société ne vivra qu'en vertu de l'omnipotence de l'acte de l'Etat qui l'a constituée et qui l'a organisée. L'Etat pourra à tout moment abroger cette loi, ou la modifier comme et quand il l'entend... du moins tant qu'il existe ;

c) l'Etat n'exerce pas de tels pouvoirs dans la société occidentale. Les Etats de l'Orient et de l'Occident ont théoriquement adopté le principe de la souveraineté du suffrage universel. Cette souveraineté est limitée en Occident par la reconnaissance de libertés individuelles plus ou moins développées, ce qui n'est pas le cas en Orient. Et pas davantage dans la société autogestionnaire, puisque la liberté de l'individu n'y consistera qu'en l'usage de la parole et du vote lors des assemblées.

Ainsi, l'Etat dispose de tout le pouvoir sur la société autogestionnaire. Il annihile la famille et la remplace. Il accorde aux molécules autogestionnaires les bribes de droits qui leur restent dans la société ; il a le pouvoir illimité de légiférer sur l'autogestion de l'entreprise, de l'enseignement ou autre. Il enseigne. Il forme, il nivelle, il remplit les loisirs. En somme, il s'installe dans l'esprit de l'individu. Il ne reste à celui-ci que la condition

NOTES

37. « On n'adhère pas au socialisme sans une certaine vision de l'homme, de ce qu'il veut, de ce qu'il peut, de ce qu'il doit, de ses droits et de ses besoins » (*Projet*, p. 10).

38. « Le Parti socialiste n'a pas pour but de se faire plaisir ni de témoigner pour l'au-delà mais de transformer les structures de la société » (*Projet*, p. 33).
« L'explication de la société est une chose, le destin ultime de l'homme

d'automate, dont les seuls signes de vie propre sont de *s'informer, de dialoguer et de voter*. Cette trilogie serait la mise en pratique de l'autre : « *Liberté, égalité, fraternité* ».

En bref, la société autogestionnaire a une morale et une philosophie propres ³⁷, que le travailleur automate absorbera avec l'air qu'il respire.

2. La Religion et les religions dans le « *Projet* »

La société autogestionnaire ne se borne pas à éliminer ou à restreindre les libertés de l'individu, mais, comme on l'a vu, elle cherche même à lui former la conscience.

Ces considérations conduisent naturellement à analyser jusqu'à quel point les droits de la Religion sont mutilés par le *Projet*.

a) Le *Projet* est laïc en chacun de ses mots, voire en chacune de ses lettres. Il n'a pas une seule pensée pour Dieu. Pour le *Projet*, la source de tous les droits n'est pas Dieu, mais l'homme, la société. Le *Projet* ignore tout à fait la vie dans l'au-delà, la Révélation, l'Eglise comme Corps Mystique du Christ ³⁸.

b) La Religion — pour le *Projet*, les religions, puisqu'il ne reconnaît le caractère surnaturel d'aucune d'elles — est tout juste un fait social qui a toujours existé et qui subsiste encore. Ce fait est extrinsèque à la société autogestionnaire et incompatible avec sa laïcité.

Ceci mène à penser que la société autogestionnaire, qui tend à détruire tout ce qui lui est extrinsèque et contradictoire, s'efforcera d'anéantir les religions « *graduellement* ».

Il est certain que le *Projet* leur garantit la liberté de culte, mais elle est forcée à des limites véritablement minimales, car tout l'ordre temporel sera conçu et mis en pratique dans un sens opposé à celui de l'Eglise: l'économie, l'organisation sociale, le totali-

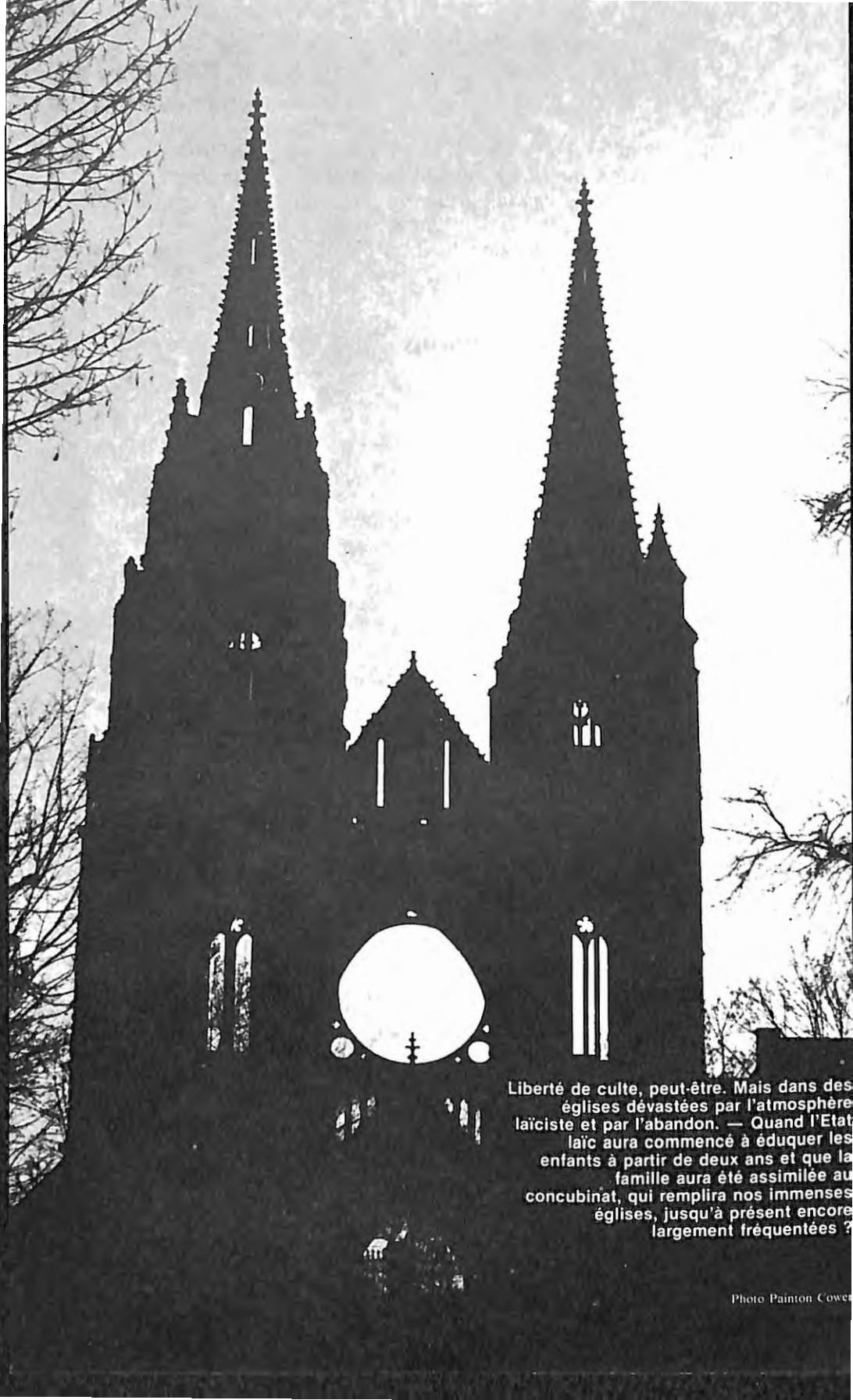
NOTES

en est une autre », affirme le *Projet*. Comme si on pouvait expliquer quelque chose en faisant abstraction de sa fin.

Mais en guise de consolation, le *Projet* ajoute avec habileté :

« *Dans la mesure où le cléricanisme s'efface, l'anti-cléricanisme perd sa justification. C'est là un enrichissement de la laïcité et un acquis précieux du combat socialiste de ces dernières années* » (*Projet*, p. 29). En fait, plus que le cléricanisme c'est le clergé et l'Eglise qui sont ainsi « *biffés* » dans le *Projet*.





Liberté de culte, peut-être. Mais dans des églises dévastées par l'atmosphère laïciste et par l'abandon. — Quand l'Etat laïc aura commencé à éduquer les enfants à partir de deux ans et que la famille aura été assimilée au concubinat, qui remplira nos immenses églises, jusqu'à présent encore largement fréquentées ?

tarisme politique, la perpétuation de l'espèce humaine, la famille et l'homme lui-même ³⁹.

Le *Projet* implique une vision tellement globale de la société, qu'il présuppose nécessairement — quoique de façon implicite — une vision globale de l'Univers, puisque ce dernier est d'une manière ou d'une autre le contexte de la société. Une société globale, laïque et fermée sur elle-même correspond à un Univers également laïque, global et fermé sur lui-même.

A son tour, une vision de l'Univers implique l'affirmation ou la négation de Dieu, négation parfaitement authentique, bien qu'elle soit exprimée par un mutisme ⁴⁰. Le *Projet* est donc « a-thée », sans Dieu : athée.

On peut se demander si le silence du *Projet* à propos de Dieu n'est qu'une simple étape « graduelle » vers quelque panthéisme évolutionniste.

La référence à un panthéisme éventuel correspond à la fonction pour ainsi dire rédemptrice que le *Projet* attribue à la col-

NOTES

39. Les catholiques sont fréquemment plus sensibles aux transgressions des lois divines qui se rapportent à la famille qu'à celles qui touchent l'institution de la propriété privée. Il est en effet possible qu'un lecteur catholique, plus ou moins indulgent envers l'idée d'autogestion dans l'entreprise, s' imagine qu'elle ne s'applique qu'au domaine des affaires, sans effleurer la vie de l'individu, sa famille et son éducation. Tout cela ne serait qu'une illusion, car la corrélation naturelle entre la famille et la propriété rend une telle séparation impossible. Ne serait-ce qu'à lire ce texte, il est évident que l'autogestion d'entreprise comme la décrit le *Projet*, est inséparable de ses fondements philosophiques et moraux. Et une fois qu'on les a adoptés, ces principes affectent forcément tous les autres aspects de la vie humaine.

40. La Constitution Pastorale *Gaudium et Spes*, du Second Concile du Vatican, renferme une description très synthétique et nuancée de l'athéisme moderne. De ce point de vue il nous est utile de le citer ici : « On emploie le mot 'athéisme' pour désigner des phénomènes qui diffèrent considérablement l'un de l'autre. Il y en a qui nient expressément l'existence de Dieu. D'autres maintiennent que l'homme ne peut faire aucune affirmation à son sujet. D'autres encore soumettent le problème de l'existence de Dieu à une telle méthode d'examen qui lui ôte tout son sens. Beaucoup d'autres, allant à tort au delà des limites des sciences positives, prétendent soit que tout peut s'expliquer par un procédé de raisonnement scientifique, soit, au contraire, qu'ils n'admettent plus aucune vérité absolue. Quant aux autres, c'est l'idée exagérée qu'ils se font de l'homme qui fait languir leur foi et l'affaiblit. Ils semblent tendre davantage à affirmer l'homme qu'à nier Dieu. Il y en a aussi qui ne cherchent même pas à s'interroger sur Dieu : Ils semblent ne ressentir aucun souci religieux et ainsi ne voient-ils aucune raison de s'inquiéter de la Religion » (n° 19) (apud Vatican Council II, *The Conciliar and Post-Conciliar Documents*, Scholarly Resources, Inc., Wilmington, Del., 1975, pp. 918-919).



lectivité, par laquelle l'individu se sauve du naufrage où il se trouve de par sa condition d'individu. C'est la voie pour la solution de tous les problèmes ⁴¹.

La référence à l'évolutionnisme est à son tour proche du caractère arbitraire, antinaturel et artificiel du réformisme socialiste, et plus encore du relativisme fondamental qu'il professe ⁴². A partir de concepts philosophiques très obscurs, mais dont l'influence le parcourt d'un bout à l'autre, le *Projet* nie les principes les plus fondamentaux de l'ordre naturel (tels que la différenciation entre la mission de l'homme et celle de la femme, la famille, l'autorité maritale, l'autorité paternelle, le principe de l'autorité à tous les niveaux et dans tous les domaines, la propriété individuelle, l'héritage). Le *Projet* tend à reconstruire — à vrai dire en guerre avec l'œuvre du Créateur — une société humaine contraire à la nature que Dieu a créée pour l'homme.

Tout ceci présuppose que la nature, que le PS envisage comme métamorphosable à l'infini, peut être modelée par l'homme comme il l'entend, ce qui fait songer au système évolutionniste.

NOTES

41. « Nous entendons que le collectif soit synonyme de grandeur, de beauté, de profondeur, de joie de vivre » (*Projet*, p. 153). Ce qui revient à dire que grandeur, beauté, profondeur et joie de vivre sont synonymes du collectif.

42. « Tout le mouvement de la science s'inscrit dans une remise en cause permanente des postulats de la phase précédente » (*Projet*, p. 135).

« Il ne saurait à nos yeux exister un savoir constitué une fois pour toutes. La connaissance, parce qu'elle implique une rectification et même une reconstruction permanente de la réalité telle que nous nous la représentons, ne peut jamais se dire achevée et doit être constamment remise en cause » (*Projet*, pp. 136-137).

43. Mgr Lustiger, Archevêque de Paris, a démontré avec emphase cette attitude de neutralité évasive envers les élections à l'occasion d'une lettre ouverte qui lui avait été adressée par la JEC. Dans cette lettre, publiée par « Le Monde » (10-11 mai 1981), cette organisation d'Action catholique lui avait demandé de confirmer ou de nier des rumeurs selon lesquelles il s'était déclaré personnellement en faveur du président sortant. Dans cette déclaration, l'Archevêque manifesta son étonnement face à cette nouvelle, qu'il nia formellement, et assura être d'accord avec la position exprimée collectivement par l'Episcopat (cf. « La Croix », 12/5/81).

Les quelques promesses d'action combative faites par Mgr Jean Honoré, Evêque d'Evreux et Président de la Commission Episcopale du monde scolaire, semblent insuffisantes. Il déclara que l'école catholique ne constitue pas pour l'Eglise « la priorité des priorités ». Les évêques souhaitent réserver leur parole « pour le jour où l'école catholique sera en danger » (« Informations Catholiques Internationales » n° 563, juin 1981).

3. L'Episcopat français face au PS

En tant que catholiques, nous ne pouvons pas, après ces considérations, cacher un grand étonnement, qui sera celui de toutes les nations jusqu'à la fin des temps, passée la confusion actuelle des esprits. Nous sommes surpris que la Conférence Episcopale Française n'ait pas eu une seule parole de mise en garde devant le danger que courait la nation ainsi, avant les élections qui allaient ouvrir la voie aux mentors et aux dirigeants du PS. L'Eglise et les dernières survivances de la Chrétienté couraient le même danger. Au contraire, dans deux déclarations (du 10 février et du 1^{er} juin), le Conseil Permanent de l'Episcopat Français a manifesté sa neutralité face aux différents candidats, affirmant ne pas « *vouloir peser sur les décisions personnelles* » des catholiques français et faisant appel pour que la campagne électorale soit vécue « *dans le respect des hommes et des groupes, y compris des adversaires* » (Déclaration du 10 février 1981) ⁴³.

Mgr Jean-Marie
Lustiger,
Archevêque de
Paris, a
réaffirmé em-
phatiquement
la position de
fuyante neutra-
lité de la Hié-
rarchie à
l'égard des
élections pré-
sidentielles de
1981, endor-
mant ainsi les
consciences



Ph. Laski/SIPA PRESS



Dans la déclaration du 1^{er} juin, « à l'occasion des élections législatives », les Evêques remarquent que choisir entre projets et programmes qui « se proclament et s'opposent » « est le propre d'une société démocratique ». Ainsi, l'Eglise Catholique, en présentant « sa propre réflexion sur l'avenir prochain de notre société », le faisait « non pour soutenir un groupe ou s'opposer à quiconque, mais pour attirer l'attention sur les valeurs essentielles de la vie personnelle et communautaire des hommes ». Les Evêques prétendent, par un tel procédé, contribuer « à la dignité et à la générosité du débat »⁴⁴.

Une telle attitude est compatible avec le document *Pour une pratique chrétienne de la politique* approuvé à l'unanimité à Lourdes, en 1972 (cf. *Politique, Eglise et Foi*, Le Centurion, Lourdes, 1972, pp. 75-110). Dans ce document, les Prélats constatent que « les catholiques français couvrent aujourd'hui tout l'éventail de l'échiquier (sic) politique » (op. cit., p. 80), c'est-à-dire également le PS et le PC. Devant ce fait monumental, les Evêques affirment simplement la légitimité du pluralisme et commentent avec une sympathie évidente l'engagement de « nombreux chrétiens » dans le « mouvement collectif de libération » animé par la lutte de classes d'inspiration marxiste, qu'ils ne condamnent pas en termes clairs⁴⁵.

Devant ces précédents, le fait — en soi-même étonnant — que la doctrine socialiste pénètre impunément depuis près de dix ans le troupeau confié par le Saint Esprit au zèle et à la vigilance des Pasteurs français ne cause plus de surprise. Les voix de nombreux catholiques égarés dans les rangs de l'électorat socialiste ont contribué de façon importante à la victoire autogestionnaire des dernières élections⁴⁶.



Les Evêques français, avec le Cardinal Gantin (au centre), réunis à Lourdes en 1981.
— La doctrine socialiste, cela fait au moins dix ans, continue de pénétrer impunément dans le bercail confié par l'Esprit Saint aux Prélats de France

NOTES

44. Dans l'intérêt de la brièveté, le texte complet des déclarations des évêques français à propos des récentes élections présidentielles et législatives n'a pas pu être publié ici. Le texte complet, transcrit respectivement de « La Documentation Catholique » n° 1803, du 1/3/81 et du « Monde », du 3/6/81 peut être obtenu auprès de la TFP.

45. Dans ce document, les évêques français énoncent :

« Notre ministère pastoral nous fait témoins de l'impératif évangélique qui anime de nombreux chrétiens, dans tous les milieux sociaux, et de l'espérance qui les porte quand ils participent à ce mouvement collectif de libération, avec ceux dont ils sont ou se perçoivent solidaires dans leur vie quotidienne. Les évêques de la Commission du monde ouvrier, entre autres, l'ont exprimé dans le document de travail où ils nous rendent compte de la première phase de leurs entretiens avec des ouvriers ayant fait l'option socialiste » (op. cit., p. 88).

« Aujourd'hui, un fait nouveau fait irruption dans l'actualité. Des chrétiens de divers milieux — ouvriers, ruraux, intellectuels — expriment ce qu'ils vivent avec un vocabulaire de 'lutte des classes'

« Il est évident que cette analyse en termes de 'lutte des classes' a aidé beaucoup de militants à cerner plus précisément les mécanismes structurels des injustices et des inégalités. Il faut aussi constater que, ce faisant, ils se réfèrent plus ou moins à des instruments de l'analyse marxiste de la lutte de classes.

« Pour que leur ambition de réaliser une société plus juste et plus fraternelle ne se dégrade pas en cours de route, pour qu'elle bénéficie tout au long du chemin des impulsions positives du sens évangélique de l'homme, un effort de lucidité et de discernement s'impose » (op. cit., p. 89).

46. La célèbre revue progressiste « Informations Catholiques Internationales » (n° 569, juin 1981) soutient que : « tous concordent : les catholiques définitifs comme pratiquants se sont partagés à raison d'un quart en faveur de F. Mitterrand et trois quarts pour V. Giscard. Qu'un catholique réputé pratiquant sur quatre ait voté pour F. Mitterrand est d'une importance politique

En prenant ces faits en considération — et tant d'autres dans le monde contemporain — on comprend mieux la réalité du fait que la Sainte Eglise se trouve aujourd'hui, comme l'a constaté Paul VI, dans un mystérieux processus « *d'autodémolition* » (Allocution du 7/12/68), et qu'elle a été pénétrée, selon le même Pontife, par la « *fumée de Satan* » (Allocution du 29/6/72).

NOTES

décisive : c'est beaucoup plus d'un million de suffrages qui sont venus grossir le camp de la gauche : or il eût suffi que la moitié de ces catholiques aient voté pour le président sortant pour que celui-ci fût réélu. François Mitterrand doit, entre autres causes, son succès au mouvement qui a entraîné à gauche une partie des catholiques ».

Remarquez que la revue met les « catholiques pratiquants » dans une catégorie à part. On devrait se demander combien de gens, baptisés mais non pratiquants, et qui se considèrent catholiques, auraient pu être influencés par un mot ferme d'éclaircissement de la part de l'Episcopat et auraient, par conséquent, refusé de voter pour le candidat socialiste.

En énumérant les raisons de la victoire de Mitterrand, de prestigieux organes de presse, dont le témoignage à ce sujet n'est pas suspect, ont relevé le fait que les progrès les plus significatifs de la gauche ont eu lieu dans les provinces françaises de l'Est, de l'Ouest et du Massif Central (cfr. « La Croix », organe officiel de l'Archidiocèse de Paris, 12/5/81 ; « L'Express », 5-11/5/81 et 12/5/81 et même « L'Humanité », porte-parole officiel du Parti communiste, 15/5/81).

Plus encore, ainsi que le *Projet* le relève avec satisfaction, les catholiques ne font pas que voter pour le PS, ils s'y inscrivent même, apparemment sans grande crise de conscience : « *Le Parti socialiste a toujours entendu regrouper sans distinction de croyance philosophique ou religieuse tous les travailleurs qui font leur idéal et leurs principes du socialisme. De plus en plus nombreux sont donc les chrétiens qui rejoignent non seulement le Parti mais les analyses socialistes elles-mêmes, sans pour autant, bien au contraire, renier leur foi* » (*Projet*, p. 29).

Ce fait, d'ailleurs, est de toute notoriété en France. Pour éviter le moindre doute au sujet du sens du verbe « rejoignent » dans la citation ci-dessus, Mitterrand en donne une explication précise dans ses *Conversations avec Guy Claisse* :

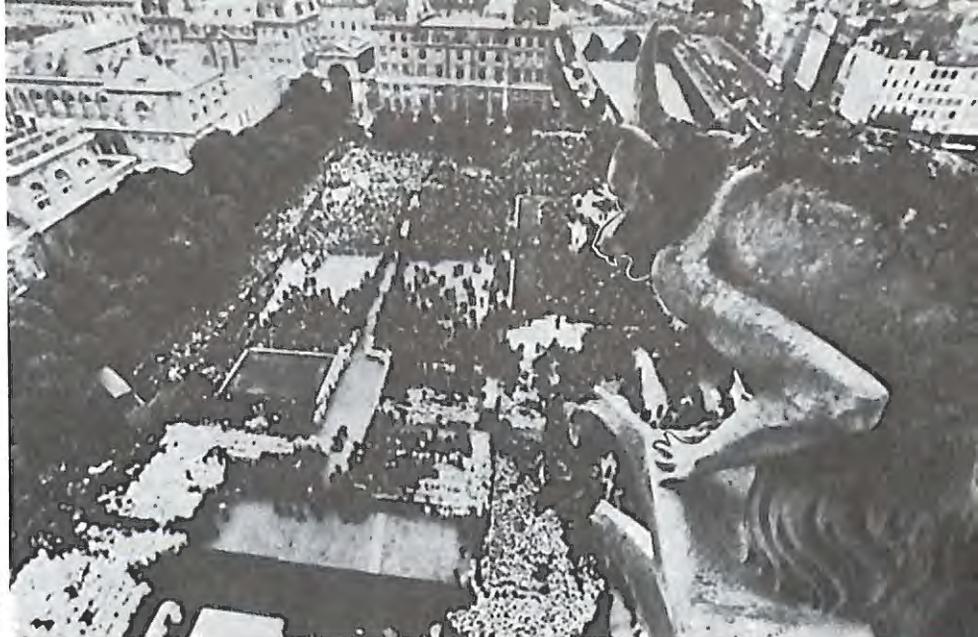
« *Au Parti socialiste, les catholiques militants ne nous servent pas d'alibi. Ils sont chez eux. Leur nombre y est important.*

— *Parmi les militants de base?*

— *Oui. Mais aussi à la direction nationale et dans les exécutifs locaux* » (François Mitterrand, *Ici et maintenant* — *Conversations avec Guy Claisse*, Fayard, Paris, 1980, p. 12).

Il nous est donc absolument impossible de comprendre cette omission de l'Episcopat à éclairer tous ces catholiques.

Enfin, il nous faut noter que cette perméabilité de certains milieux catholiques au socialisme n'est pas un élément nouveau, mais qu'elle remonte à la moitié du siècle dernier, comme Mitterrand se complait à le signaler dans son livre :



Jean-Paul II célèbre une Messe sur le parvis de la Cathédrale Notre-Dame, à Paris. Du haut de la tour, un démon de pierre, sculpté par l'architecte médiéval, guette... Tout au long de la vie de l'Eglise, le démon n'a pas cessé de La guetter, de La combattre, et autant que possible... de L'infiltrer.

« Ma démarche, depuis le premier jour, a été que les chrétiens, fidèles à leur foi, se reconnaissent dans notre Parti, que dérivent vers le même fleuve les sources multiples du socialisme. Au milieu du XIX^e siècle, hors l'avant-garde des Lamennais, Ozanam, Lacordaire, Arnaud, les catholiques de France appartenaient au camp conservateur. L'Eglise, secouée par la première révolution française, inquiète des progrès de l'esprit voltairien, s'était rangée aux côtés du pouvoir de la bourgeoisie, pouvoir d'une classe sociale, étroite, égoïste, féroce quand il fallait.

« Le Christ obscurci, l'Eglise complice, il n'y avait d'issue que dans la lutte, à bras d'homme, pour la conquête, ici et maintenant, d'un état qui vous délivrerait de l'esclavage, de la misère et de l'humiliation. Par une pente naturelle, les socialistes ont rejoint, dans leur majorité, les théories qui rejetaient l'explication chrétienne.

« L'enracinement rationaliste et la montée du marxisme ont accentué dans le prolétariat le refus de l'Eglise et de son enseignement. Le socialisme qui s'était fait sans elle a commencé de se faire contre elle. Mais aussi, quel silence du christianisme! quel long silence! Pourtant, à la fin du siècle, Léon XIII à Rome et chez nous le Sillon amorcèrent le tournant. La première guerre mondiale hâta l'évolution. Les fraternités du front, la mort partout, pour tous, la patrie en danger apprirent à chacun à reconnaître en l'autre les valeurs dont il se réclamait, même si la traduction laïque ou religieuse demeurait différente sinon antagoniste. Du fond de l'Eglise et du monde chrétien ressurgit l'appel initial. Le personnalisme d'Emmanuel Mounier acheva d'apporter au socialisme chrétien ses lettres de noblesse » (op. cit., pp. 14-15).

Confrontés à ce panorama historique, peint tout à fait selon le goût et le mode socialistes, mais auquel malheureusement il ne manque pas de nombreux éléments de vérité, on s'attendrait à ce que les évêques français suivent le zèle et le courage d'un Saint Pie X, qui dans sa lettre *Notre Charge Apostolique* du 21 août 1910, a condamné avec véhémence le mouvement du Sillon (cfr. note n. 4), évoqué par Mitterrand avec tant de révérence.



Chapitre IV

Intervention dans les affaires internes de la France ?

L'élection d'un Chef d'Etat, comme celle de députés à la Chambre législative, constitue pour chaque pays une affaire interne, et la liberté de procéder à ces actes sans ingérence de l'extérieur est un élément fondamental de sa souveraineté. Dans ces conditions on pourrait s'étonner que treize associations, dont douze d'autres pays que la France, estiment qu'elles se doivent de publier

Photo AP

Au Mexique, en 1981, décoré par le Président Portillo, Mitterrand a fait des déclarations catégoriquement interventionnistes à propos du Salvador



dans l'Occident tout entier un Message dont le sujet essentiel est un commentaire du programme autogestionnaire du PS, victorieux lors des élections françaises de 1981. Commentaire qui a pour but à son tour de favoriser un choix de stratégie devant les résultats de ces élections.

Une telle objection est concevable seulement de la part de qui ignore la portée du *Projet socialiste*, la nature du PS français, et l'inévitable et ample répercussion de la victoire socialiste dans la vie politique et culturelle des différents peuples de l'Occident.

De fait le *Projet* affirme avoir pour but l'ingérence dans la politique interne, et plus spécialement dans la lutte des classes de ces pays. Il est donc à craindre qu'une fois maître du Pouvoir, il n'utilise les moyens de l'Etat français et du rayonnement international de la France pour mener à bien un tel dessein ⁴⁷. Ain-

NOTES

47. « Il ne saurait y avoir un *Projet socialiste pour la France seule. Le dilemme 'liberté ou servitude', 'socialisme ou barbarie' dépasse notre pays* » (*Projet*, p. 108).

« *Le Parti socialiste est un Parti tout à la fois national et international* » (« Documentation Socialiste », supplément au n° 2, p. 50).

« *Le socialisme est par nature et par vocation international* » (ibidem, p. 126).

« *Le Parti socialiste adhère à l'Internationale socialiste* » (Statuts du PS, art. 2, « Documentation Socialiste », supplément au n° 2, p. 51).

« *Dès lors qu'elle ne s'identifie plus à un message universel, la France cesse d'exister. La France est une ambition collective ou elle n'est pas* » (*Projet*, p. 163).

« *La France, donc, peut être le pôle d'un nouvel internationalisme* » (*Projet*, p. 164).

« *D'immenses possibilités existent pour un pays comme le nôtre pour porter haut et loin, en Europe et dans le monde, le message universel du socialisme* » (*Projet*, p. 18).

« *La France contribuera à la démocratisation de la Communauté (Economique Européenne), elle en utilisera les institutions pour favoriser la convergence des luttes sociales* » (*Projet*, p. 352).

« *Le Parti socialiste vise une transformation socialiste de la société internationale* » (Motion du Congrès de Nantes en 1977, « Documentation Socialiste », supplément au n. 2, p. 130).

« *La recherche de l'autonomie de notre développement est inséparable des perspectives internationales du socialisme autogestionnaire. En guidant notre action à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières, elle fonde notre participation à la coopération internationale Socialiste* » (cf. « L'Express » du 22-28/5/81).

A ce propos, il faut se rappeler que Mitterrand est l'un des vice-présidents de l'Internationale socialiste (cf. « L'Express » du 22-28/5/81).

On le compte également parmi les membres fondateurs du Comité International pour la Défense de la Révolution Sandiniste (« Le Figaro », 26/6/81). Ceci nous permet de comprendre que le 'Commandant' Arce, du Front Na-



si, le fait que douze associations étrangères, dans un document destiné à la publication en France et dans leurs nations respectives prennent position aux côtés d'une TFP française estimée et prometteuse, au sujet des objectifs et des actes du PS, n'est pas à considérer comme une intervention dans des affaires exclusivement internes d'un autre pays ; il s'agit en fait de prévenir le lendemain de leur propre patrie. En publiant cette allocution, les TFP et entités sœurs aux Etats-Unis, en Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, Portugal, Uruguay et Venezuela, conjointement avec la TFP française, ne font qu'exercer leur droit de légitime défense.

NOTES

tional de Libération Sandiniste, ait accueilli Mitterrand en tant que « *militant de la cause nicaraguayenne* » et en tant qu'« *ami de la Révolution Sandiniste* », dont la victoire en France a été d'« *une valeur politique immense pour le Nicaragua et l'Amérique latine* » (« *Le Monde* », 13/5/81).

Le jour de son accession au pouvoir, Mitterrand décida de rendre hommage, en les invitant à un déjeuner au Palais de l'Élysée, aux dirigeants et chefs d'Etats socialistes européens, ainsi qu'aux représentants de la gauche des pays latino-américains. A sa demande expresse, la veuve de l'ex-président marxiste Allende s'est assise à sa droite (cf. « *El Espectador* », Bogotá, Colombie, 24/5/81).

Une fois Président, Mitterrand annonça le soutien de la France au conflit du peuple du Salvador, comme une affaire de « *priorité urgente* » et il promit d'aider le Nicaragua « *dans sa tâche difficile de reconstruction* ». — « *L'Amérique latine n'appartient à personne, elle tâche de s'appartenir à soi-même et il est important que la France et l'Europe leur viennent en aide dans la réalisation de ce but* », déclara Mitterrand (cf. « *Jornal do Brasil* », Rio de Janeiro, 19/7/81).

En réponse aux congratulations de Fidel Castro, Mitterrand lui envoya un télégramme exprimant sa joie de partager des liens personnels avec le tyran communiste, et manifesta son désir de « *renforcer encore l'amitié entre la France et Cuba* » (cf. « *Le Monde* », 3/6/81).

Confirmant cette intention, Antoine Blanca, assistant privé du Premier Ministre Mauroy et responsable des rapports de son Parti avec l'Amérique du Sud et les Iles Caraïbes déclara que le PS français ne tolérerait pas la moindre agression, embargo économique ou discrimination envers Cuba (cf. « *Folha de S. Paulo* », São Paulo, 27/7/81).

Plus récemment, les gouvernements français et mexicain ont signé un communiqué commun qui soutenait catégoriquement le « *Front National de Libération Farabundo Martí* », organisation de guérilla formée par cinq groupes marxistes visant à renverser le gouvernement du Salvador. Publié simultanément à Paris et au Mexique, le communiqué a été remis à l'ONU afin d'être distribué aux Etats membres (cf. « *Folha de S. Paulo* », 29/8/81) et a provoqué la réaction énergique de douze pays latino-américains, qui ont qualifié l'attitude de la France et du Mexique « *d'ingérence flagrante* » dans les affaires internes du Salvador (cf. « *Jornal do Brasil* », 4/9/81).

Il est normal que les associations de douze pays de l'Occident s'adressent à leurs compatriotes en les mettant en garde devant les problèmes que l'ascension du PS français laisse entrevoir. Avec l'appui de leurs frères français d'idéal, elles pourront également rendre le peuple de France conscient des complications internes dans lesquelles celui-ci risque de se trouver empêtré, du fait de la conception fortement idéologico-impérialiste du *Projet* sur la politique internationale.

La Providence a donné à la France une telle position au sein des nations de l'Occident que ses problèmes, comme les débats qui naissent à leur propos, correspondent fréquemment à des problèmes universels. Le génie français, prompt à s'attaquer aux problèmes, lucide dans sa pensée, brillant dans son expression, a su débattre ces questions à un niveau qui les rattache en de nombreux moments historiques aux préoccupations universelles des peuples civilisés. Ainsi, en traitant de la situation actuelle de la France, les associations qui souscrivent à ce Message se rendent très bien compte que de nombreuses questions, actuellement en fermentation plus ou moins latente dans leur propre pays, risquent d'être accélérées ou ralenties en fonction de ce qui se passera en France dans les mois qui suivront (cf. Chap. I, n° 4). Raison de plus pour affirmer dès à présent que le socialisme autogestionnaire ne crée pas de graves perspectives seulement pour la France mais également pour le monde.



Le glorieux avenir de la France selon Saint Pie X

Nous clôturons ces considérations en demandant à Notre Dame Médiatrice Universelle de toutes Grâces qu'Elle confirme en fait les paroles à résonance prophétique du grand Pontife Saint Pie X au sujet de la France :

« *Un jour viendra, et nous espérons qu'il n'est pas très éloigné, où la France, comme Saul sur le chemin de Damas, sera enveloppée d'une lumière céleste et entendra une voix qui lui répétera : 'Ma fille, pourquoi me persécutes-tu?' Et sur sa réponse : 'Qui es-tu, Seigneur?' La voix répliquera : 'Je suis Jésus, que tu persécutes. Il t'est dur de regimber contre l'aiguillon, parce que, dans ton obstination, tu te ruines toi-même'. Et elle, tremblante et étonnée dira : 'Seigneur, que voulez-vous que je fasse?' Et lui : 'lève-toi, lave-toi des souillures qui t'ont défigurée, réveille dans ton sein les sentiments assoupis et le pacte de notre alliance, et va, fille aînée de l'Eglise, nation prédestinée, vase d'élection, va porter, comme par le passé, mon nom devant tous les peuples et devant les rois de la terre' » (Allocution consistoriale *Vi ringrazio* du 29 novembre 1911, *Acta Apostolicae Sedis*, Typis Poliglottis Vaticanis, Roma, 1911, p. 657).*

« *A la fin, mon Cœur Immaculé triomphera* », Notre Dame l'a promis à Fatima. C'est ce que nous lui demandons pour la France et pour le monde.

En la fête du 64^e anniversaire
de la dernière Apparition de Notre Dame à Fatima.

São Paulo, le 13 octobre 1981

Association Française pour la Défense a

American Society for the Defense of Tradition, Family and Property
Sociedad Argentina de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad
Sociedade Brasileira de Defesa da Tradição, Família e Propriedade
Sociedad Chilena de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad
Sociedad Colombiana de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad
Sociedad Ecuatoriana de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad



Saint Pie X

a Tradition, de la Famille et de la Propriété

Sociedad Uruguaya de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad

Sociedad Venezolana de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad

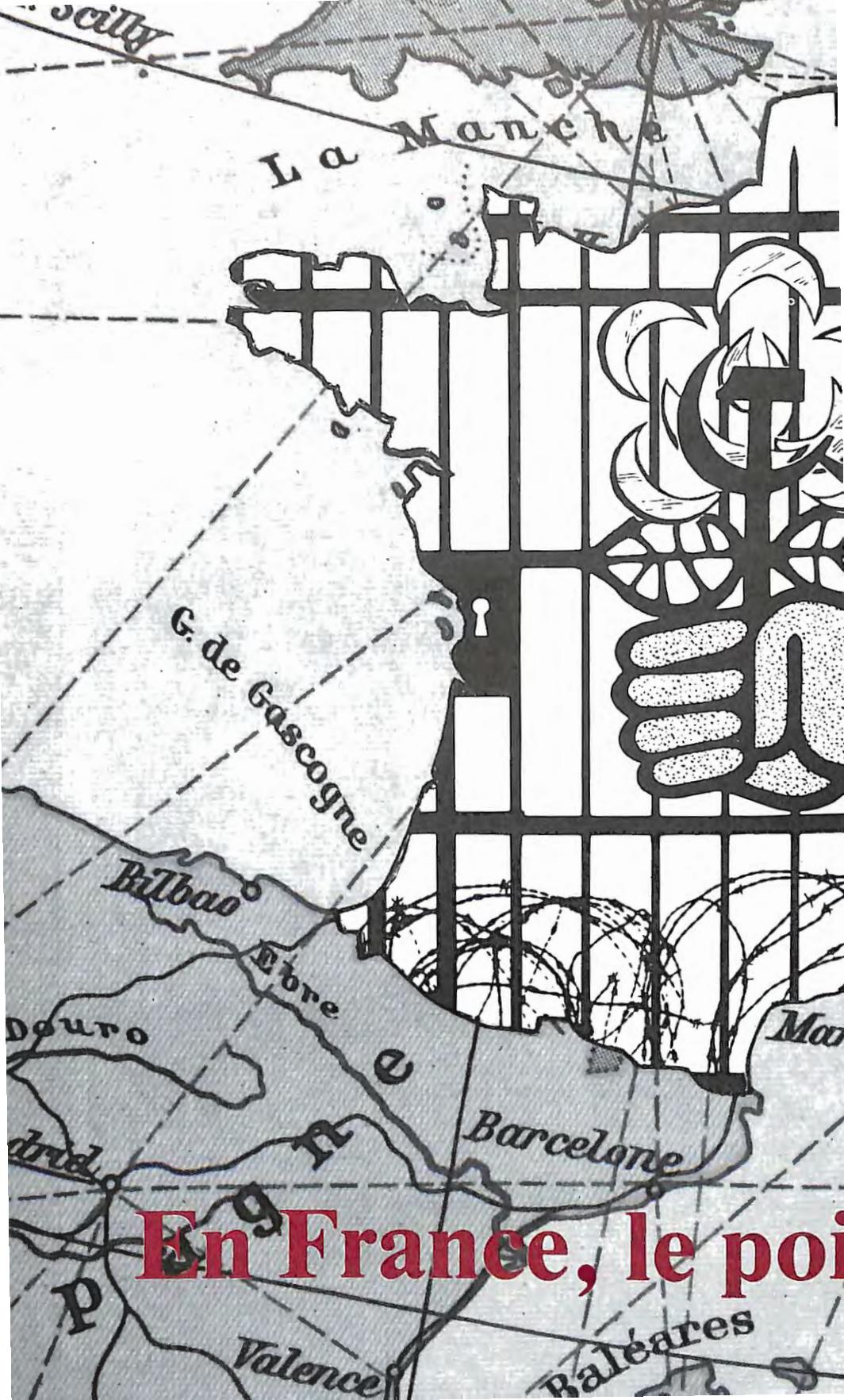
Sociedad Cultural Covadonga — TFP (Espagne)

Jeunes Canadiens pour une Civilisation Chrétienne

Centro Cultural Reconquista (Portugal)

Jóvenes Bolivianos pro-Civilización Cristiana





En France, le poi



g étrangle la rose

LE POING ET LA ROSE...

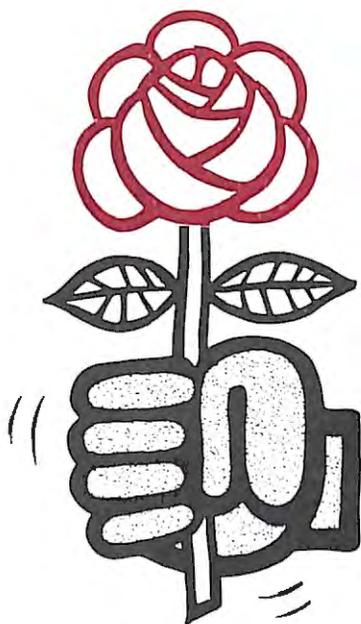
Un poing, qui serait bien plus adapté à la boxe, tient, prêt à l'écraser, une rose qui s'épanouit légère et gracieuse comme si de rien n'était.

Il n'est pas commode d'expliquer un symbole « héraldique » tellement hétérogène.

S'agirait-il du prolétariat marxiste guidant un pays qui fleurit en toute liberté ? Peut-être. En tout cas, si c'est dans cet esprit qu'il a été conçu, on pourrait difficilement en imaginer de plus approprié.

En effet, il exprime fort bien les espoirs de liberté que le « socialisme à visage humain » s'applique tant à susciter.

On trouve également quelque chose d'obscur et de contradictoire dans ces symboles. Ce poing agressif et brutal semble incompatible avec la fleur, comme un coup l'est avec une rose. On en vient à penser qu'un tel poing ne saurait manquer d'écraser la rose ; et que si la rose elle-même pouvait penser, elle sursauterait au contact d'un pareil poing, en perdrait son sourire et commencerait à se flétrir.



1. La promesse

Il n'en va pas autrement des rapports du socialisme avec une liberté authentique et harmonieuse. Malgré toutes ses promesses, dès qu'il la touche, il tend à l'étrangler.

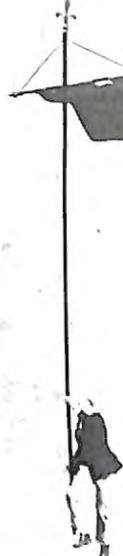
Bien avant que ne se soit écoulée la première année du gouvernement autogestionnaire français, il est déjà à craindre que cela soit en train de se passer dans ce grand pays. En ce moment où le gouvernement Mitterrand, fort du soutien socialo-communiste, se met à propager l'autogestion dans tout l'Occident, il est opportun de le faire remarquer.

Cette hypothèse semble d'ailleurs confirmée par un fait concret récent. Il concerne précisément une des libertés que les naïfs s'attendaient le plus à voir respecter et que le gouvernement Mitterrand promettait hautement de garantir : la liberté de presse.

Coll. Musée de Versailles



*Quelles roses !
Quelles mains !
Quelle différence !*



Les treize Associations pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété sont en train de publier dans de grands journaux de quinze pays (Allemagne, Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Portugal, Uruguay et Venezuela) un Message d'alerte sur l'incompatibilité qui existe entre les principes immuables de la civilisation chrétienne et la réforme autogestionnaire annoncée aux Français par le PS lors des élections de 1981. Réforme graduelle il est vrai, mais néanmoins totale, qui a en vue la destruction du droit de propriété individuelle sur la terre, l'entreprise et l'école privée, l'introduction du principe autogestionnaire dans la famille pour dresser les enfants contre leurs parents, pour aboutir en fin de compte à régler les loisirs, l'aménagement du foyer et jusqu'à la personnalité de chaque Français.

En aucun des pays susmentionnés les TFP n'ont rencontré d'obstacle pour la divulgation de leur Message comme publicité.



Partout les organes de presse leur ont été ouverts. De plus, aucune de ces publications ne s'est sentie engagée par là, entièrement ou en partie, avec une pensée qui n'était pas la leur. Leur conduite était d'ailleurs rigoureusement en accord avec les principes démocratiques dont elles se réclament.

Il aurait été naturel que dans les grands quotidiens français — fiers eux aussi de ces mêmes principes démocratiques — le Message des TFP eût été également bien reçu.

Or, les TFP firent précisément l'amère expérience du contraire. C'est pourquoi elles sentent le devoir d'en informer non seulement le public français, mais aussi celui de tous les pays où le Message a été publié.



Le Message des TFP — au ton élevé et sérieux — a été offert à la publicité de six grands quotidiens français d'un tirage de plus de cent mille exemplaires, exception faite de ceux d'une tendance socialiste ou communiste affichée. Cependant, ils s'y refusèrent tous. Refus d'autant plus inexplicable que :

a) Ces organes de publicité, fiers de leur conduite démocratique, et qui plus est, ne s'accordant pas entre eux sur plusieurs points importants, se sont retrouvés avec une unanimité déconcertante tous d'accord pour refuser. Les TFP se voient donc empêchées de la sorte de publier, sur le sol français, leur opinion contraire au socialisme autogestionnaire ;

b) Il faut ajouter que deux de ces journaux s'étaient engagés formellement à publier le Message des TFP le 15 décembre passé (publication qui fut ajournée au dernier moment par la TFP française, l'attention du public étant alors retenue par les événements de Pologne). — Engagement qui fut pris à tel point au sérieux de part et d'autre qu'il permit d'effectuer en entier le paiement de la somme convenue à une agence de publicité, le 11 décembre. — Malgré toutes ces démarches, les deux journaux en question prévenaient la TFP, le 6 janvier, par l'intermédiaire de cette agence de publicité, qu'ils se refusaient à honorer l'engagement pris. Aucun motif n'a été invoqué ;



c) Un pareil procédé, caractérisant une rupture arbitraire de contrat, expose évidemment la société éditrice de ces deux journaux à une action en dommages et intérêts. Or, pas même la perspective d'un tel préjudice ne l'a fait changer d'attitude ;

d) La publication payée constitue un des revenus les plus courants pour une entreprise de presse, y compris bien entendu, pour celle dont on vient de parler. L'ampleur du Message serait un motif de plus pour le publier. Ce refus va contre les intérêts d'une entreprise de presse en tant que telle.

* * *

Alors une question s'impose : pour quelle raison un tel front commun de refus s'est-il constitué, restreignant ainsi la liberté des treize TFP en France ? Une seule explication semble plausible.

En tant qu'organisations privées, ces sociétés éditrices propriétaires de journaux peuvent être mises, d'un moment à l'autre, par simple décision de la majorité parlementaire socialo-communiste, sur la liste des entreprises à rendre autogestionnaire. Dans ce cas, les propriétaires actuels de ces entreprises se verraient attribuer de simples fonctions de gérance, s'ils n'étaient pas complètement exclus de l'entreprise.

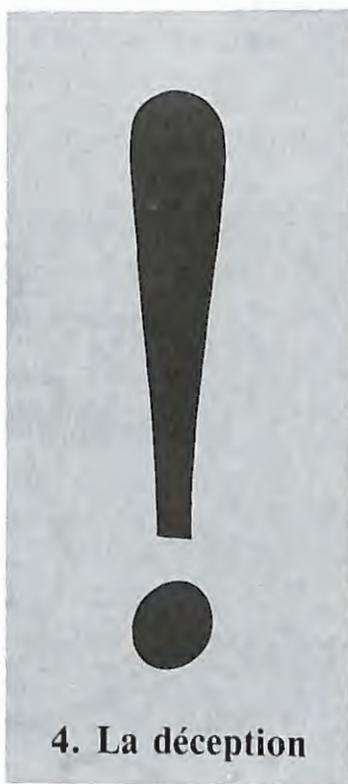
Est-il donc étonnant que ces organes de presse refusent aux TFP la liberté d'expression qu'ils sentent atteinte en eux-mêmes — tout au moins potentiellement ? Quelle liberté d'expression existe-t-il effectivement sous un régime où chaque propriétaire a une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête par le gouvernement ?

Quel que soit en fait le degré de véhémence consenti aux organes de l'opposition, leur situation en droit n'en est pas moins celle de Damoclès sous l'épée.

Il est d'ailleurs parfaitement compréhensible qu'une opposition tapageuse ne soit pas aussi gênante pour un gouvernement, qu'une autre qui, tout en étant exprimée avec courtoisie et sérénité, soulève quelques thèmes délicats qui ont échappé à certains courants d'opinion.

Or, le Message des treize TFP met le doigt justement sur certaines plaies douloureuses, dont le grand bloc électoral catholique — qui a été d'un poids décisif pour les socialistes aux élections de 1981 — ne s'est pas rendu compte. Par exemple, quand il soulève le problème de l'incompatibilité irrémédiable du régime autogestionnaire compulsif avec la véritable Doctrine de l'Eglise, concernant le caractère, individuel par nature, du droit de propriété. Ou encore, lorsqu'il dénonce la doctrine et le programme du Parti Socialiste, qui prétend assimiler le mariage à l'union libre et même à l'union homosexuelle.

Il n'est pas dans le dessein des TFP de polémiquer avec ces jour-



naux, conditionnés de la sorte par le Moloch autogestionnaire socialiste. Ce Communiqué a seulement pour objectif de faire sentir au public des plus grands pays du Monde Libre, combien la liberté semble déjà restreinte au début même du régime socialiste autogestionnaire. Constatation qui a pour but de mener chaque citoyen du Monde Libre à craindre pour sa propre liberté individuelle, au cas où le socialisme autogestionnaire serait implanté dans son pays.

On est ainsi amené à supposer qu'un rideau enveloppe la France d'aujourd'hui. Il n'est pas de fer, ni de bambou, mais c'est bien le rideau impalpable du silence publicitaire qui tend inexorablement à devenir complet.

C'est ce fait que les TFP portent ici à la connaissance de tout l'Occident. Une demande de publication de ce Communiqué sera présentée à ces mêmes journaux français. Au cas où toutefois un nouveau refus en série interviendrait, il est du souhait des TFP que la diffusion de ce Communiqué hors de France parvienne à le rendre connu d'une bonne partie du peuple français ; et qu'il puisse ouvrir les yeux de l'Occident à tout ce qu'il y a de contradictoire et d'impraticable dans la promesse autogestionnaire du socialisme dans la liberté.

Cette constatation est d'une grande portée ; car si l'on fait abstraction de sa promesse de liberté, il ne reste au régime autogestionnaire que ses points d'affinité avec le communisme.



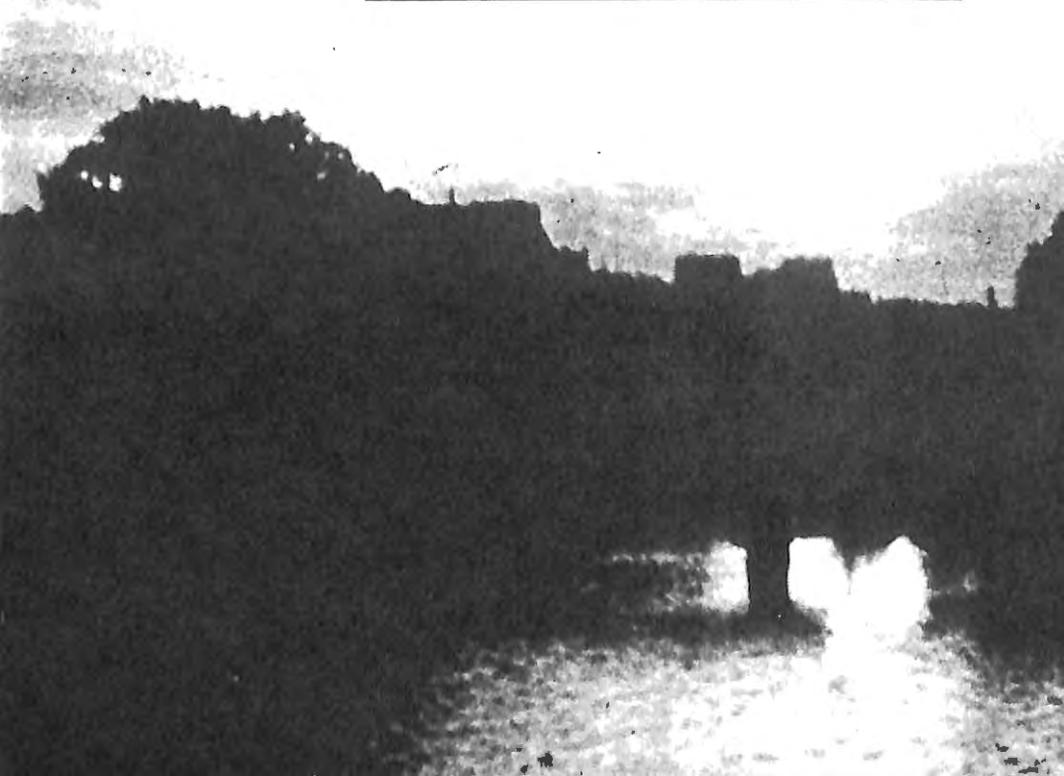


Le Message des treize TFP sur le socialisme autogestionnaire est en train de faire largement son chemin de par le monde. Au long de celui-ci, il a tout rencontré : haines acharnées, critiques sans fondements, mutismes inexplicables, d'anciennes et lumineuses solidarités, que jamais la peur n'a déshonorées, d'innombrables adhésions nouvelles, certaines d'entre elles inattendues et magnifiques.

Sur ce chemin, le présent Communiqué constitue une étape de plus. Tout comme le Message, il ne concerne pas seulement le socialisme autogestionnaire mais aussi le communisme. De tout cela et de tout ce qui s'ensuivra, on écrira un jour l'histoire. L'histoire épique d'un des suprêmes efforts entrepris « in signo Crucis », afin d'éviter à la Civilisation occidentale agonisante l'effondrement final vers lequel on la voit s'abandonner.

La tactique communiste consiste à faire le silence lors des grandes campagnes entreprises pacifiquement sur un plan doctrinal par les TFP. Mais, d'ordinaire, peu après surviennent des offen-





sives publicitaires à caractère non doctrinal, qui prennent pour prétexte des déformations ou des calomnies invraisemblables.

La même chose se répétera-t-elle cette fois-ci ? Qui vivra verra.

São Paulo, le 15 février 1982

Fête de Notre Dame de Lourdes

Pour la TFP brésilienne, ainsi que — avec délégation expresse — pour les TFP et associations similaires de France, Argentine, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Portugal, Uruguay et Venezuela.

Plinio Corrêa de Oliveira

PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DE
L'ASSOCIATION BRÉSILIENNE POUR LA DÉFENSE DE LA
TRADITION, DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ



8

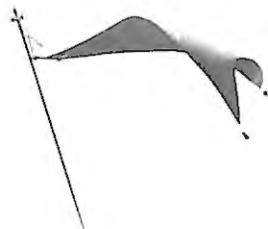
*Le grand fruit de la pensée de Plinio Corrêa de
les Associations pour la Défense
Tradition, de la Famille et de la*



iveira :

se de la Propriété





A CONSIDÉRER aujourd'hui le Message des treize TFP sur le socialisme autogestionnaire, et sa prometteuse répercussion dans le monde entier, il est naturel de vouloir mieux connaître l'arrière-plan dont il se détache, et qui est l'histoire de plus d'un demi-siècle de lutte anticomuniste ¹.

*Le terrain d'action
de Plinio Corrêa
de Oliveira*

Cette histoire s'est ouverte avec Plinio Corrêa de Oliveira et ses premiers collaborateurs sur un terrain d'action tout particulier.



(1) Un grand nombre de lecteurs, soit du Message, soit du Communiqué, ont écrit aux bureaux des TFP à Rome, Washington et Johannesburg, ou encore au siège de la TFP française à Paris, pour avoir davantage d'informations sur les treize organisations qui ont présenté à l'Occident l'étude du Pr Plinio Corrêa de Oliveira.

En ce qui concerne la plus ancienne et la plus nombreuse des TFP, on a recommandé la lecture de *Meio século de epopéia anticomunista* (Editora Vera Cruz, São Paulo, 1980, 4 éditions, 39.000 exemplaires, 472 pages). Cet ouvrage a été édité en anglais, en 1981, par la *Foundation for a Christian Civilization* (P.O. Box 249, Mount Kisco, N.Y. 10549).

Une étude analogue est en préparation pour les autres TFP et sera publiée sous peu.

Pour répondre à l'attente d'un public encore plus vaste, se trouve publié ici un bref historique, dans lequel la TFP brésilienne occupe la place importante qui correspond à sa situation de berceau et de foyer d'irradiation de la famille d'âmes des TFP dans tout l'Occident.



A la fin des années vingt et au début des années trente, l'Amérique latine — vue des yeux de sa sœur l'Amérique du Nord, ou de sa mère l'Europe — donnait l'impression, d'ailleurs peu objective, d'être comme une banlieue du monde, bonne à fournir les matières premières aux grands parcs industriels et à offrir aux touristes les plus courageux l'aventure de connaître ses plages et sa jungle, et où des dictateurs de folklore multipliaient à l'envi *pronunciamientos* et coups d'Etat. L'Amérique latine demeurait à ce point méconnue, qu'il est arrivé à certaines personnalités de présenter Buenos Aires comme la capitale du Brésil !

On avait l'impression que le fleuve du devenir universel ne baignait pas ces contrées et que leur situation marginale les destinait sans rémission à un avenir culturel effacé. S'ajoutait à cela que le Pr Plinio Corrêa de Oliveira avait commencé sa lutte dans l'enceinte sacrée de l'Eglise Catholique. Sacrée, il est vrai, mais à cette époque d'intransigeant laïcisme, considérée très généralement comme en marge de la vie politique et sociale. Surtout au Brésil, où le positivisme avait acquis, dans les dernières décennies de l'Empire, une influence considérable dans la formation de l'élite dirigeante et avait triomphé à la fin du siècle dernier avec la proclamation de la République.

Dans les années vingt et trente, il semblait que le futur ne passait pas par l'Amérique latine

Et l'Eglise, à l'écart du flot de l'évolution politique et sociale...



Au début des années trente, le milieu catholique paraissait irrémédiablement en marge du cours des événements et de l'avenir... Ci-contre, l'intérieur de l'Eglise du Sacré Coeur de Jésus, dans ce qui était alors le quartier aristocratique de São Paulo — les « Campos Eliseos ». São Paulo était une ville d'importance moyenne en Amérique latine, perdue sur un continent considéré alors comme un faubourg du monde.



Ci-contre, une construction typique (presque toutes ont aujourd'hui disparu) du quartier des « Campos Eliseos ».

...assistait, dans le monde entier, à l'explosion euphorique d'une société de la technique

Dans le monde de l'après-guerre, on vivait dans l'euphorie de la technique, laquelle provoquait la rupture de tant de liens tissés par les anciennes coutumes. On voyait se révolutionner complètement la façon dont les hommes ressentent le temps, les distances et la vitesse, tandis que la capacité de production, de consommation et de communication prenaient un rythme grisant. En somme, on cherchait à faire de cette terre le paradis laïciste, techniquement délicieux, rêvé par tous les utopistes des siècles antérieurs.

Mais cette euphorie n'allait pas sans ombre

Sur ce grand festin, cependant, planait l'ombre d'un spectre rusé et menaçant : le commu-

nisme qui, à partir de Moscou, ne cessait d'agir sur l'Occident insouciant ! Les optimistes, anesthésiés par le délire de la technique, préféreraient ne pas regarder en face la tragique menace.

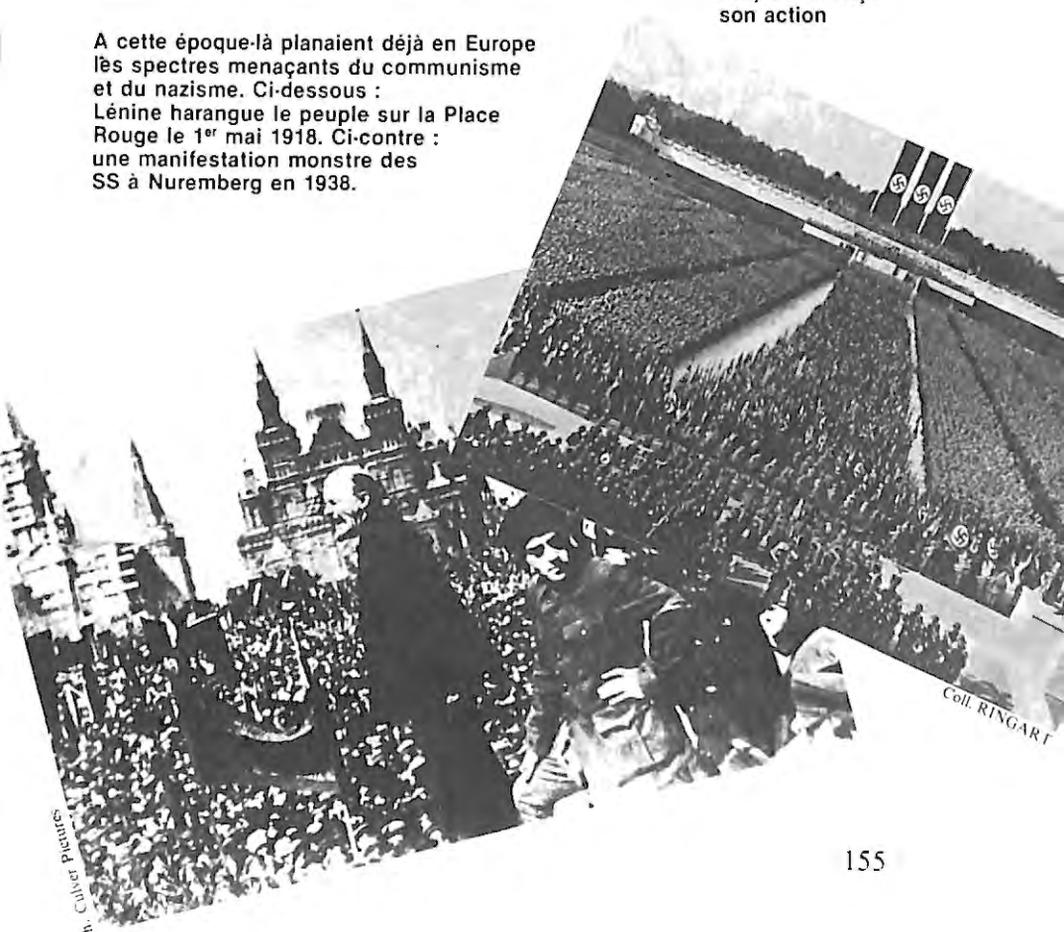
Dans ces circonstances, déployer le drapeau des idéaux de la Contre-Révolution à partir de cette « banlieue du monde », et inviter à trouver à l'intérieur des murs sacrés de l'Eglise la source où puiser les forces surnaturelles indispensables au « bon combat » contre la secte communiste, pouvait sembler folie aux yeux d'hommes de peu de Foi, prisonniers du scepticisme et du doute.

C'est précisément dans cette Amérique latine si secondaire à l'époque et dans ce domaine religieux si fréquemment sous-estimé, que Plinio Corrêa de Oliveira fut placé par les soins de la Providence. Aujourd'hui, les événements commencent à donner à l'Amérique latine le relief



Néanmoins, ce fut en Amérique latine et au sein des milieux catholiques que Plinio Corrêa de Oliveira (ci-dessus) commença son action

A cette époque-là planaient déjà en Europe les spectres menaçants du communisme et du nazisme. Ci-dessous : Lénine harangue le peuple sur la Place Rouge le 1^{er} mai 1918. Ci-contre : une manifestation monstre des SS à Nuremberg en 1938.



Ph. Culver Pictures

Coll. RINGART



*Le communisme
désire par dessus
tout la conquête
des mentalités*

*Pour cela, il lui
faut un « front
auxiliaire »*

*L'Eglise, bloc le
plus irréductible
de l'opposition au
communisme...*

qu'elle mérite, tandis que les laïcistes les plus acharnés renoncent à confiner l'Eglise dans les marges étroites de la simple liberté du culte. Tous se rendent compte que les voies du XXI^e siècle seront, pour une grande part, celles de l'Amérique latine et de l'Eglise Catholique.

C'est ce qu'on va montrer ici.

* * *

Dans l'immédiat, le péril communiste consiste évidemment en la possibilité d'une agression armée — mue par ses adeptes du dedans ou du dehors de n'importe quel pays — en vue de la conquête du pouvoir. Il serait cependant superficiel d'imaginer que ce péril s'arrête là. Il comporte aussi, comme un élément qui chaque jour montre davantage son importance, la conquête de l'opinion publique.

Toutefois, il ne s'agit pas pour le communisme d'emporter directement l'adhésion pure et simple de toute l'opinion publique, car un tel objectif est d'une viabilité plus qu'incertaine. Les mentors de la secte rouge le savent bien, eux qui n'ont jamais obtenu à ce jour, en aucune élection vraiment libre, la majorité électorale qui les rende maîtres sans partage d'un gouvernement quelconque. Aussi, pour arriver à leurs fins, ils recherchent au moins la connivence de fortes et impérieuses majorités. Et cela par la conquête des mentalités.

Dans cette tâche, le communisme a besoin d'imbéciles-utiles, de crypto-communistes et de « compagnons de route » de toutes espèces. Ils lui servent ainsi de puissant front auxiliaire, en brisant petit à petit les résistances qu'il rencontre dans l'opinion publique occidentale, majoritairement chrétienne et conservatrice.

Or, jusqu'à l'époque du Concile Vatican II, l'Eglise Catholique était, sur le plan de la pensée, le bloc le plus soudé, le plus sérieux et courageux, le plus irréductible dans l'opposition à la hargne de la propagande communiste internationale ! Son Magistère infallible contient de nombreuses et

catégoriques condamnations du socialisme. De la chaire, les prédicateurs du monde entier dénonçaient vivement les erreurs de la secte communiste.

Depuis les années soixante, hélas, des vents maléfiques se sont intensifiés dans son sein, engendrant un mystérieux processus d'« autodémolition » et insufflant jusque dans le temple de Dieu la « fumée de Satan » — selon les expressions significatives de Paul VI — et ont non seulement rompu la cohésion du combat contre le communisme, mais ont même transformé une partie de la hiérarchie ecclésiastique en aile marchante des compagnons de route et des imbéciles-utiles du communisme, dans le monde entier. Pour le prouver, il suffit de rappeler le Chili d'Allende, l'Uruguay au temps des Tupamaros, le Nicaragua des Sandinistes, la France socialiste de Mitterrand. Il suffit de considérer la cascade d'omissions, de complicités, de scandales qui se multiplient chaque jour dans l'Eglise. C'est là l'œuvre de la fameuse « gauche catholique » et de ses variantes, qui ont dans leur garde-robe toute une gamme de vêtements, depuis les doctrines les plus « modérées » jusqu'à la « théologie de la libération » subversive et terroriste.

La structure composée ainsi par tant d'évêques et de prêtres constitue de cette façon, mieux qu'un puissant « front auxiliaire », une sorte d'« avant-garde » du communisme international, laquelle cherche à tirer celui-ci de la stagnation mortelle de sa propagande, tant malmenée actuellement par des épisodes comme celui de la Pologne. La formation de ce front auxiliaire et de cette armée d'avant-garde a été la meilleure conquête du marxisme au cours des dernières décennies.

* * *

A considérer cette radicale mutation intervenue dans le principal obstacle à l'expansion de la furie communiste, il apparaissait indispensable que des voix d'autant plus persévérantes, malgré les déviations de tant de Pasteurs, continuent à clamer leur

...est en proie à un mystérieux processus d'« autodémolition »



...qui a transformé tant d'évêques et de prêtres, non seulement en « front auxiliaire », mais aussi en « armée d'avant-garde »

Amérique latine et Eglise : un rôle fondamental dans les siècles à venir



Des années trente à nos jours, bien des choses ont changé... Un vaste secteur du clergé constitue aujourd'hui une puissante aile marchante pratiquement au service du communisme international. Ci-dessous, le Cardinal Silva Henríquez, Archevêque de Santiago, salue aimablement Fidel Castro.



Photo AP



Photo Ag. FOLHAS



Ci-contre :
un agitateur
gauchiste
péroré dans
l'enceinte
d'une église

vénération et leur enthousiasme pour le Magistère traditionnel de l'Eglise, véritable fondement de la lutte anticommuniste ! On démasquerait ainsi l'allié dont la propagande communiste ne peut plus se passer pour conquérir l'opinion publique. Entendre sonner tous les clochers de la terre à l'unisson, pour célébrer le triomphe de la secte rouge, tel était le rêve audacieux de cette propagande insensée !

La bataille qui se livrait dans les murs de l'Eglise, entre les fils de la Tradition et les adeptes



Photo AEROCITY

São Paulo est aujourd'hui l'une des villes les plus peuplées de l'Occident, après New York et Mexico. Le Brésil est devenu le pays de plus forte population catholique du globe. Ci-dessus, un aspect de la procession du Cierge de Nazareth, à Belém dans l'Etat de Para, l'une des plus grandes festivités religieuses du pays.

d'un absurde *aggiornamento* socio-économique de la pensée catholique, allait donc peser de façon décisive sur le futur de l'expansionnisme soviétique. Ainsi, les événements ont commencé à se polariser, comme on l'a dit, autour du domaine religieux.

Ce n'est pas tout. Providentiellement, cette bataille a été menée par Plinio Corrêa de Oliveira en Amérique latine et celle-ci constitue le plus grand bloc de population catholique du globe, de l'ordre de 320 millions de fidèles.



Les bras étendus du Christ Rédempteur, veillant sur le splendide panorama de la Baie de Guanabara, symbolisent le b nediction de la Providence sur l'avenir de cette partie du monde, riche de ressources naturelles encore inexplorees

Terre aux innombrables ressources naturelles inexploitees, ou exploitees encore incompl ttement, que la Providence destine à la splendeur des temps à venir, l'Amérique latine voit dans cette lutte où les circonstances l'ont engagée, le futur enfin lui faire signe. L'affrontement communisme-anticommunisme étant l'axe autour duquel se joue l'avenir du monde, la direction qu'elle prendra par rapport à cet affrontement aura une répercussion inévitable et décisive sur l'orientation du XXI  siècle.

Quand, m  par la Foi, Plinio Corrêa de Oliveira a entamé son épopée sur ces terres d'espoir, la Providence l'a conduit vers un point décisif, au cœur du grand affrontement de notre époque.

* * *

Le 26 juillet 1960, il fonda à São Paulo l'Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété, laquelle naissait ainsi dotée des trois décennies d'intense combat anticommuniste de son fondateur et de la poignée de frères d'idéal qui avaient constitué avec lui le noyau initial d'où devait germer la TFP.

Avant toutefois d'aborder l'histoire des affrontements idéologiques où s'est engagée l'Association brésilienne, il nous faut dire un mot sur les méthodes qu'elle a adoptées.

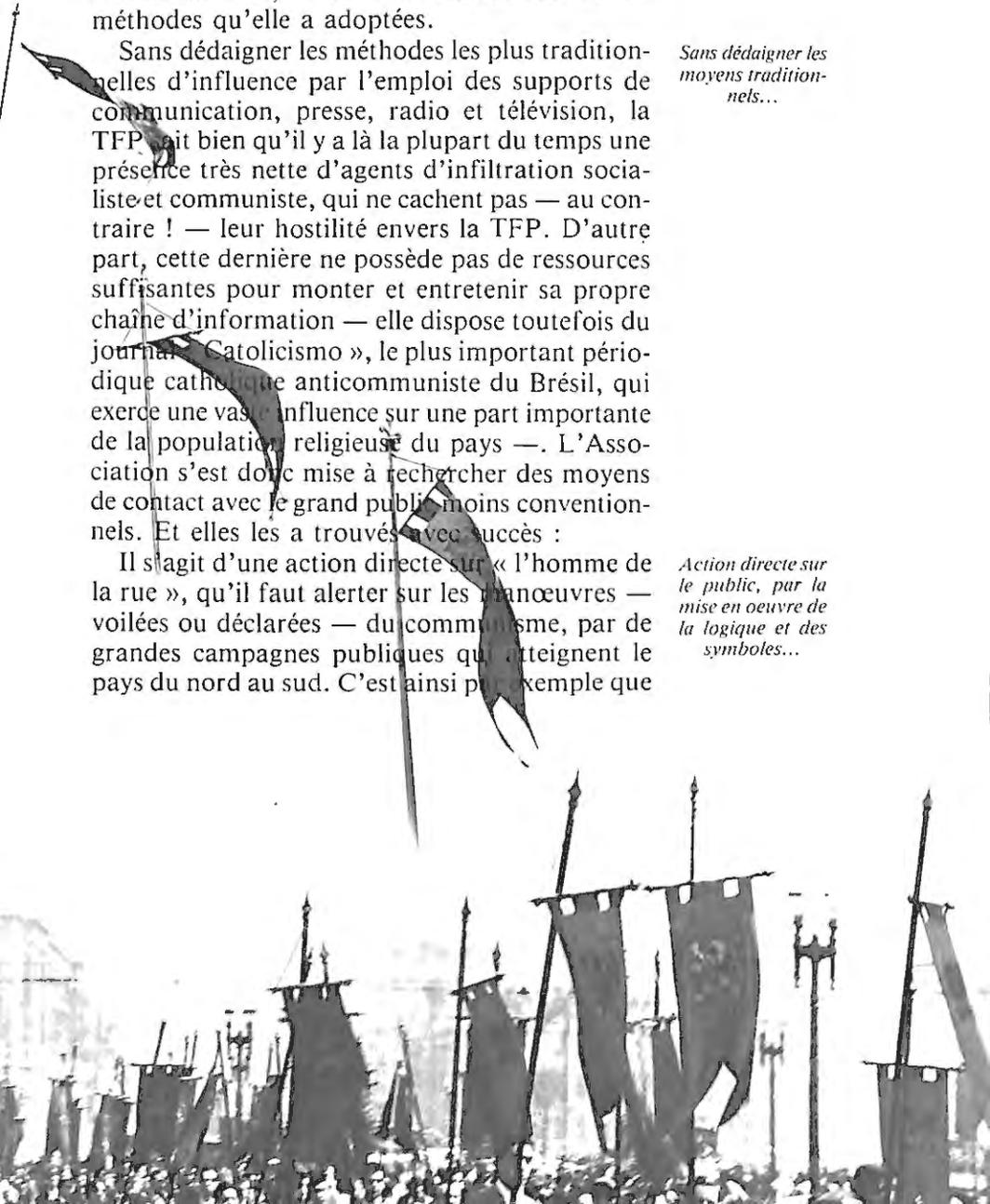
Sans dédaigner les méthodes les plus traditionnelles d'influence par l'emploi des supports de communication, presse, radio et télévision, la TFP a eu bien qu'il y a là la plupart du temps une présence très nette d'agents d'infiltration socialiste et communiste, qui ne cachent pas — au contraire ! — leur hostilité envers la TFP. D'autre part, cette dernière ne possède pas de ressources suffisantes pour monter et entretenir sa propre chaîne d'information — elle dispose toutefois du journal « *Catolicismo* », le plus important périodique catholique anticommuniste du Brésil, qui exerce une vaste influence sur une part importante de la population religieuse du pays —. L'Association s'est donc mise à rechercher des moyens de contact avec le grand public moins conventionnels. Et elle les a trouvés avec succès :

Il s'agit d'une action directe sur « l'homme de la rue », qu'il faut alerter sur les manoeuvres — voilées ou déclarées — du communisme, par de grandes campagnes publiques qui atteignent le pays du nord au sud. C'est ainsi par exemple que

Les méthodes de la TFP

Sans dédaigner les moyens traditionnels...

Action directe sur le public, par la mise en oeuvre de la logique et des symboles...



*Trois instants
sur les
méthodes
de contact
de la TFP
avec le
public :*



Une proclamation du haut de pilastres du « Viaduto do Cha », au coeur de la ville de São Paulo...

... Une alerte contre le péril de l'intervention russe dans la crise des Malouines...

... Une campagne contre la Réforme Agraire préconisée par les Evêques

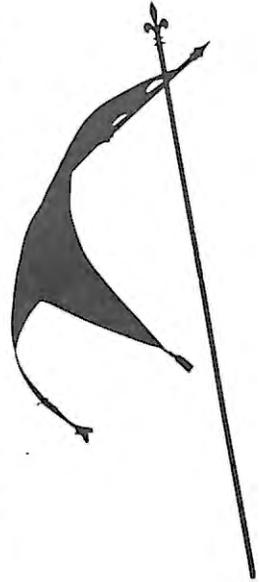


la TFP a diffusé ses publications par millions d'exemplaires et qu'elle a recueilli des millions de signatures en de mémorables pétitions. Pour ce type d'action, les membres et coopérateurs de la TFP, outre la proclamation de slogans et de petits discours, logiques et concluants, s'appuient sur la force de symboles qui attirent ou même conquièrent l'attention et la sympathie du public : des capes et de fiers étendards rouges frappés d'un lion rampant doré.

* * *

Dans ces campagnes de rue, la TFP communique directement au public sa pensée sur les thèmes les plus brûlants. Si par exemple le Nicaragua décide d'exporter sur tout le continent sa subversion clérico-communiste, la TFP mobilise ses moyens de propagande et alerte l'opinion du pays, aussi bien par des écrits dans la presse quotidienne que par le contact personnel avec la population sur les voies publiques. Ou encore, si la guerre en Atlantique Sud porte en elle le risque d'un engagement armé des Russes soviétiques en terres latino-américaines, la TFP a son mot à dire, et de nombreux secteurs du public attendent avidement ses déclarations.

Sur le plan brésilien, si, dans un document-bombe hautement subversif, le prêtre belge Joseph Comblin (professeur à l'Institut Théologique de Récife) préconise l'installation d'une dictature socialo-populiste de fer, calquée sur le régime de terreur cubain, le Pr Plinio Corrêa de Oliveira, se faisant interprète de l'anxiété de millions de Brésiliens, écrit une lettre au fameux « archevêque rouge », Mgr Helder Camara, en lui demandant l'expulsion du clerc agitateur de l'archidiocèse d'Olinda et Récife. La lettre est publiée en 44 des plus influents journaux du pays, tandis que par une action directe, la TFP en distribue rapidement 550.000 exemplaires sous forme de tracts dans les artères des villes grandes et moyennes. Ce qui présente l'avantage, entre autres, d'arri-





*Les « caravanes »
de la TFP : pres-
que quatre aller-
et-retour à la
Lune*

*4.500.000 exem-
plaires vendus*

ver aux mains d'un public considérable qui n'a pas l'habitude de lire les journaux.

De cette façon, afin d'attirer à la réflexion doctrinale et culturelle l'homme pragmatique de notre temps, la TFP prend les questions clés de l'actualité et, mettant en lumière leurs aspects doctrinaux, invite l'homme de la rue à fixer sur elles son attention et à comprendre à quel point ces aspects sont importants. Cela représente une stimulation constante à la réflexion, constituant une œuvre culturelle vive et intense.

En plus d'une action menée habituellement dans les grands centres urbains, l'Association met en œuvre des « caravanes » permanentes qui quadrillent le territoire brésilien, en atteignant toutes les zones peuplées. Ce qui n'est pas un petit travail, étant données les dimensions continentales de ce pays (8,5 millions de km² et plus de 120 millions d'habitants).

Ces caravanes, lancées en 1970, ont parcouru, seulement dans les dix dernières années, un total de 2.629.553 km, ce qui équivaut à 65 tours du monde ou à presque quatre voyages aller et retour à la Lune ! Elles ont effectué pendant cette période 14.142 visites d'agglomérations et ont vendu près de 4.500.000 exemplaires des multiples publications éditées ou patronnées par l'Association.

La TFP ne se contente pas d'agir dans les grandes capitales. C'est jusque dans les moindres localités de l'immense territoire brésilien (8,5 millions de km²) — nombre d'entre elles d'un accès difficile — que vont les coopérateurs de la TFP. En illustration : dans les ruelles d'un petit village de l'intérieur du Nord-Est ; traversée en barque du fleuve Paraná.



A l'échelle brésilienne, c'est là un résultat tout à fait remarquable, car dans ce pays un livre qui écoule une édition de 5.000 exemplaires est déjà considéré comme un *best-seller*.

La TFP compte aussi dans tout le Brésil un grand nombre d'amis qui lui apportent un sou-

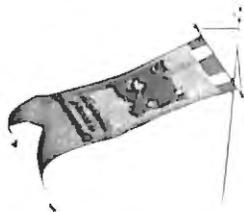




Le Pr Plínio Corrêa de Oliveira s'adresse au public qui a participé du dernier Congrès Regional de Correspondants et Sympathisants de la TFP, réalisé à São Paulo (mai 1983)

Les correspondants et éclaireurs de la TFP

tien habituel, en se dévouant à diverses tâches de propagande. Ce sont les *correspondants* et *éclaireurs*, qui distribuent à la presse, à la radio et à la télévision de leur région, ainsi que dans le cercle de leurs relations, les bulletins et communiqués de l'Association, et se font à l'occasion, dans les milieux qu'ils fréquentent, les défenseurs des principes et des idéaux de la TFP.



Contre la Réforme Agraire, premier combat de la TFP

Les premières activités anticommunistes de la TFP se sont déroulées à l'occasion du débat lancé dans tout le Brésil au début des années soixante à propos de la Réforme Agraire, insidieuse manœuvre de la gauche pour engager sur une grande échelle le processus de marxisation du pays.

Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira écrit alors le livre *Réforme Agraire — Affaire de Conscience*, pour lequel il obtient le prestigieux concours, sur les aspects moraux des problèmes traités, de deux insignes évêques brésiliens, Mgr de Castro Mayer, alors à la tête du diocèse de Campos, et de Mgr de Proença Sigaud, à l'époque Evêque de Jacarezinho et plus tard Archevêque de Diamantina. Les aspects techniques de la matière ont été confiés à l'économiste Luiz Mendonça de Freitas.

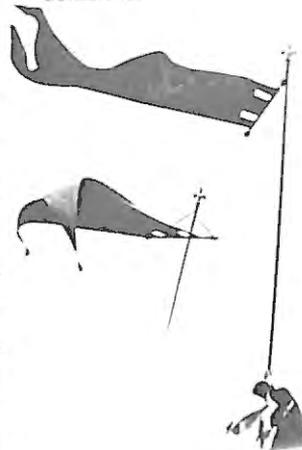
Une grande et féconde controverse à propos de ce livre s'étend alors à l'immense territoire brésilien. Tandis que l'ouvrage s'écoule par milliers d'exemplaires dans les librairies et par vente directe au public, de nombreux manifestes et articles, des conférences très fréquentées, de vastes pétitions contre la réforme agraire jalonnent le déroulement de la campagne.

La Commission d'Economie de l'Assemblée Législative de São Paulo invite les auteurs de *Réforme Agraire — Affaire de Conscience* à parler de la question dans l'amphitéâtre de cette instance législative. Par ailleurs, dans un programme télévisé entouré de sensationnalisme, l'épiscopat de São Paulo divulgue sa position favorable au projet socialisant de « Révision Agraire » (euphémisme pour désigner la Réforme Agraire). Le document est lu par Mgr Helder Camara, l'« archevêque rouge » d'Olinda et Récife. Cette attitude provoque des réactions défavorables de la part de certains membres de l'épiscopat, ainsi qu'en de vastes secteurs de l'opinion publique brésilienne, et dans les milieux ruraux en général.

En avril 1961, des étudiants liés au journal « *Catolicismo* » lancent à São Paulo et à Curitiba un manifeste dénonçant l'action communoprogressiste de noyaux universitaires de gauche en plusieurs facultés et obtiennent par écrit l'adhésion de 1670 étudiants.

Dans l'Etat de Rio Grande do Sul, à la frontière de l'Uruguay, est lancée en juillet suivant une pétition d'agriculteurs contre l'agro-réfor-

« *Réforme Agraire — Affaire de Conscience* »

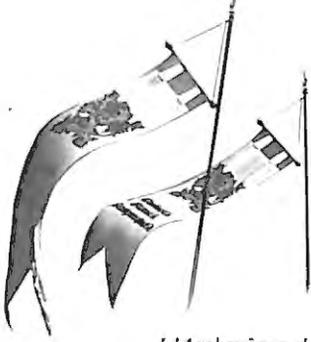


Les auteurs de RA-AC à l'Assemblée Législative de São Paulo

Les Evêques soutiennent la Réforme Agraire

Des étudiants solidaires avec la TFP

RA-AC pénètre les ramifications du milieu rural



L'Archevêque de Goiânia s'attaque à l'ouvrage

Les agro-réformistes fuient le terrain économique

Lettre ouverte au Président de la République

Une énigme : « ni capitaliste ni communiste »

misme socialiste et confiscatoire. Quelque temps après, les listes sont remises au Congrès avec 27.000 signatures.

Une ardente polémique s'engage dans la presse. En voici quelques échantillons.

L'archevêque de Goiânia, capitale de l'Etat de Goiás, situé au centre du pays, attaque *RA-AC* dans la revue de son archidiocèse. Mgr Antonio de Castro Mayer lui donne la réplique dans les pages de « *Catolicismo* ». L'archevêque revient à la charge et « *Catolicismo* » démontre alors que la réponse du Prélat de Goiás n'a absolument pas réfuté les arguments de l'Evêque de Campos.

Dans l'article *On cherche un économiste favorable à la Réforme Agraire*, publié dans la presse quotidienne de Rio de Janeiro et de São Paulo, l'ingénieur Plinio Vidigal Xavier da Silveira, l'un des directeurs de la TFP, défie les partisans de l'agro-réformisme de réfuter la partie économique de *RA-AC*.

La chaîne de télévision « Tupi », alors l'une des plus importantes émettrices du pays, présente en octobre 1961 un débat entre le Pr Plinio Corrêa de Oliveira et M. Paulo de Tarso, député démocrate-chrétien et ancien maire de Brasília (qui comme tel avait officiellement reçu « Che » Guevara), sur le thème : *capitalisme et socialisme : quelle est la position de l'Eglise ?*

En 1962, affrontement mémorable, les auteurs de *RA-AC* adressent dans la presse une lettre ouverte au président d'alors, João Goulart, sous le titre *La Réforme Agraire et le caractère sacré du droit de propriété*, en montrant les graves conséquences de la réforme constitutionnelle préconisée par le gouvernement, laquelle allait permettre l'expropriation avec une indemnisation inférieure à la juste valeur des terres, payée en obligations d'Etat remboursables à long terme.

Le mois suivant, à l'initiative d'étudiants propagandistes de « *Catolicismo* », six cents étudiants de Belo Horizonte interpellent la Jeunesse Universitaire Catholique de São Paulo, organisme gauchisant, sur son adoption d'une « troisième

position », soi-disant ni capitaliste ni communiste. Réponse : un profond silence. D'ailleurs, ce n'est pas autrement que divers groupes de la « gauche catholique » ont répondu aux interpellations de la TFP qui ont suivi.

Au cours de l'année 1963, toujours dans le feu de la polémique, les évêques coauteurs de RA-AC

La TFP a marqué son entrée dans l'action publique par une grande campagne contre la réforme agraire socialiste et confiscatrice. Ci-dessous : le Pr Plinio Corrêa de Oliveira prononce une conférence sur ce thème à la Faculté des Sciences de Belo Horizonte ; une pétition de 27.000 agriculteurs a été recueillie contre la Réforme Agraire. Cette action a été d'une importance décisive pour créer le climat idéologique et psychologique qui a rendu insoutenable la prolongation du régime communiste du président João Goulart. Ci-contre : l'une des gigantesques marches populaires de protestation qui ont précédé la chute de ce gouvernement.

Manifeste sur la tentative de réforme constitutionnelle

Photo Ag. JB





Vague d'indignation contre la politique socialisante

publie un manifeste réfutant la position, insoutenable du point de vue de la doctrine catholique, assumée par la direction de la Conférence Nationale des Evêques Brésiliens (CNBB) en appuyant une réforme que le gouvernement du Président João Goulart préconise pour écarter les obstacles constitutionnels à la promulgation des réformes socio-économiques plaidées par la gauche.

Toutes ces interventions — et tant d'autres omises ici par brièveté — progressivement explicitent chez de vastes secteurs de l'opinion nationale un rejet croissant, latent jusqu'alors, à l'égard de la gauche. Ce rejet se concrétise en une impérieuse vague d'indignation des éléments les plus sains du pays contre la politique crypto-communiste que le Président João Goulart développe dans le pays. On voit ainsi se former le climat idéologique et psychologique propice à la Révolution de 1964.

Le dernier discours du Président Goulart

Dans son dernier discours télévisé, un jour avant sa chute, Goulart, exaspéré, vitupère âprement contre ceux qui combattent ses alliés les « catholiques de gauche » : « *Le veto de cette minorité réactionnaire à mon gouvernement ... s'est renforcé quand j'ai affirmé que les réformes de base sont un impératif de l'heure présente ... Ils se sont mis à taxer d'anticatholiques non seulement le Président de la République, mais aussi le Cardinal de São Paulo lui-même. Au moment où résonnent encore les Encycliques sociales de Jean XXIII, elle est bien grande l'audace de ces aventuriers qui osent parler au nom de l'Eglise* » (« O Globo », 31-3-64).

Il est trop tard. Le lendemain, le Brésil l'écarte de la magistrature suprême.

* * *

La TFP donne l'alerte, dans l'insouciance générale

Après la victoire de 1964, l'opinion publique brésilienne se démobilise devant le péril communiste, supposé écarté pour toujours. La TFP reste cependant vigilante et active. On la voit ainsi croî-

tre et s'affirmer comme un pôle de pensée dans le panorama national.

Les études et les manifestes de l'Association se succèdent et mettent en garde les Brésiliens à propos de ce que le Pr Plinio Corrêa de Oliveira a très justement appelé, en une déclaration dans les principaux journaux brésiliens, le « Janguisme sans Jango » : des partisans influents du nouveau régime ont en effet le projet insensé de relancer, au sein même d'un gouvernement officiellement anticommuniste, les réformes mêmes qui ont entraîné la chute du régime communiste de Jango Goulart.

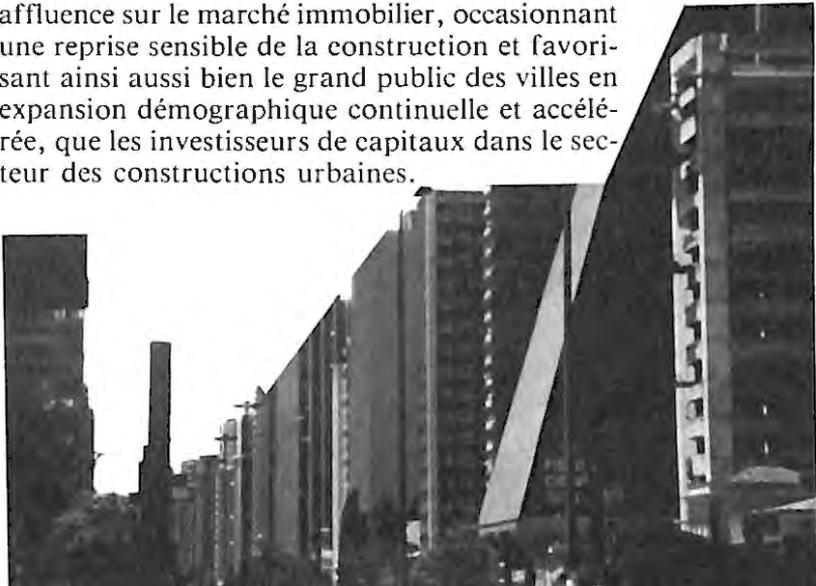
C'est dans ce contexte que les auteurs de RA-AC lancent le livre *Déclaration de Morro Alto*, programme positif de politique agraire visant à résoudre en profondeur les problèmes agricoles, sans pour autant défigurer la structure rurale déjà existante.

Il faut souligner également l'action étendue que la TFP déploie, en cette année 1964, contre la législation démagogique des loyers. Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira élabore l'étude *La propriété privée mutilée et moribonde dans l'avant-projet de loi sur les loyers*, qui est publiée dans les principaux organes de la presse de Rio, São Paulo et Belo Horizonte ; et en octobre, il envoie un autre document sur la question au Président de la République, aux sénateurs et aux députés.

Dans les années qui suivent, le contrôle des loyers se desserre. Les capitaux reviennent en affluence sur le marché immobilier, occasionnant une reprise sensible de la construction et favorisant ainsi aussi bien le grand public des villes en expansion démographique continue et accélérée, que les investisseurs de capitaux dans le secteur des constructions urbaines.

« Déclaration de Morro Alto »

Remarques et suggestions autour du projet de loi sur les loyers





La Foi catholique, enracinée depuis plus de mille ans en Pologne, constitue une force que le communisme a en vain tenté de détruire. Sous le regard « tolérant » et soupçonneux des rouges, les foules sont accourues aux fêtes du millénaire de la conversion du pays au christianisme, en 1966 (ci-dessous). — Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira démontre qu'un catholique ne peut renoncer au combat contre le régime socio-économique du communisme en échange d'une relative liberté de culte. Le Cardinal Mindszenty, Archevêque d'Esztergom et Primat de Hongrie, a été un symbole vivant de la résistance héroïque au communisme. Ci-dessus, le Prélat, lors de sa visite à la TFP du Venezuela, peu avant sa mort, survenue le 6 mai 1975.



E MARVI

mandements de la Loi de Dieu — le septième et le dixième — qui fondent la propriété privée. Même la menace d'une hécatombe nucléaire ne saurait conduire les Catholiques à renoncer aux principes consignés dans ces deux Commandements, lesquels s'opposent *per diametrum* au collectivisme communiste.

« Echo très fidèle
du Suprême
Magistère de
l'Église »



Il est réservé à cet ouvrage une expressive approbation de la Sacrée Congrégation des Séminaires et Universités du Saint-Siège, qui, par lettre à Mgr Antonio de Castro Mayer, loue le Pr Plinio Corrêa de Oliveira, « célèbre à juste titre par sa science philosophique, historique et sociologique », et augure « la plus large diffusion à ce dense opuscule, qui est un écho très fidèle de tous les Documents du Magistère Suprême de l'Église ».

Cette étude, écrite il y a près de vingt ans, prend aujourd'hui toute son opportunité, dans une Pologne où l'on cherche à tout prix à inculquer le mythe déjà fané d'une coexistence totalement pacifique et sans nuages entre le régime marxiste et l'Église... réduite à se contenter d'une simple liberté de culte. Bien à la Walesa, ajoutons-le.

* * *

Dialogue : mot
« magique » pour
abuser les foules

Après la clôture du Concile Vatican II, en 1965, quand les Prélats du monde entier regagnent leurs Diocèses, le mot « dialogue » court sur toutes les lèvres, électrisant certains milieux de sa charge fiévreuse.

Le terme prend alors un sens nouveau. « Dialoguer », c'est être à la page, être *aggiornato*; « ne pas dialoguer », c'est procéder de façon rétrograde. Car le « dialogue » semble jouir du pouvoir de désarmer toutes les préventions et de dissoudre en un pacifisme œcuménique les oppositions doctrinales les plus irréductibles. Certains se le figurent comme la manière simple et irrésistible de changer les convictions, y compris celles des communistes.



Campagne de diffusion de « La liberté de l'Eglise dans l'Etat communiste » en 1965. Pour la première fois, la TFP a lancé dans les rues ses étendards écarlates au lion doré.

De façon analogue, on sent chargées du même effet « magique » ou « talismanique » les mots « œcuménisme », « paix », « coexistence pacifique » et autres du genre. On va ainsi démobiliser les esprits à l'égard du communisme et prédisposer favorablement à la doctrine et à la tactique de celui-ci des personnes de soi réfractaires à une prédication marxiste explicite.

C'est la mise en œuvre d'un nouvel artifice, élaboré par les spécialistes de la propagande communiste au service de son incessante guerre psychologique révolutionnaire contre l'Occident et l'Eglise.

Dans *Transbordement idéologique inaperçu et Dialogue*, en détaillant cette tactique, le Pr Plinio Corrêa de Oliveira transforme en certitude les soupçons de bien des gens à l'égard de cette étrange dialectique et prémunit les insoucients contre les subtilités de cette nouvelle machination.

Soulevant également une polémique dans la Pologne communiste, l'ouvrage suit un itinéraire analogue à celui qui a consacré *L'Eglise et l'Etat communiste* : la *coexistence impossible* et ses exemplaires se répandent dans le monde entier.

Le processus est démasqué : « Transbordement idéologique inaperçu et Dialogue »





La TFP interpelle les pouvoirs civils et ecclésiastiques en défense de la famille brésilienne

La première grande campagne de la TFP en défense de la famille se déroule en 1966, au moment où le gouvernement présente un projet de Code Civil favorable au divorce. En 50 jours, dans 142 villes des plus divers points de ce pays-continent, la TFP réunit 1.042.359 adhésions sur une pétition.

Des cycles de conférences sur le thème sont organisés à São Paulo et à Belo Horizonte, et confiés à de hautes personnalités de la magistrature et de l'enseignement universitaire. Salles archi-combles.

A la direction de l'épiscopat, éloges au projet divorciste et mises en garde contre la TFP

Une grande surprise intervient cependant. L'organe de direction de l'épiscopat brésilien cherche par un communiqué de presse à mettre en garde les catholiques contre les activités de la TFP. Cette attaque vise implicitement à discréditer l'action contre le divorce engagée par l'Association. Ce même communiqué envisage avec bénignité le projet favorable au divorce...

La TFP fait alors publier dans les principaux journaux du pays un vaste document où elle met

au grand jour l'injustice de l'attitude de cet organe épiscopal. Celui-ci ne trouve rien à répondre à l'argumentation respectueuse mais serrée de la TFP.

Devant le nombre imposant des signatures recueillies par la motion de la TFP contraire au divorce, le gouvernement fédéral a la prudence de retirer le projet pour « nouvel examen », et de ne plus le représenter. C'est seulement en 1975 que les troupes divorcistes vont tenter une nouvelle offensive, déjouée cette fois encore par la TFP. A cette occasion, elle répand dans tout le pays cent mille exemplaires de la Lettre Pastorale *Pour le Mariage indissoluble*, de Mgr Antonio de Castro Mayer, alors Evêque de Campos. L'impact produit par ce document vient ainsi couronner la brillante épopée des Pastorales de l'insigne théologien, lesquelles, en se multipliant au cours des années, ont édifié un véritable monument de doctrine et de courage !

Le divorce va toutefois s'introduire deux ans après, suite à un décret du gouvernement Geisel, lequel, encore plus ou moins en régime d'exception, réduit arbitrairement le taux de scrutin nécessaire pour les réformes de Constitution. La TFP signale encore une fois et publiquement la passivité de la majorité de l'Episcopat national qui a la mollesse de croiser les bras devant cette calamité.

Collecte de signatures contre le divorce à Belo Horizonte, capitale de l'un des plus catholiques Etats brésiliens



Le projet est retiré

1975 : nouvelle offensive déjouée encore par la TFP

La majorité de l'épiscopat garde le silence et le divorce s'introduit

TRADITION, FAMILLE

Expansion d'un idéal en Amérique du Sud

De même inspiration que l'Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété, d'autres TFP, ou des associations similaires, ont commencé à se constituer, à partir de 1967, d'abord dans les pays d'Amérique du Sud, ensuite également en Amérique du Nord et en Europe. Tout en étant autonomes vis-à-vis de la TFP brésilienne, elles se trouvent toutes réunies autour d'un idéal et d'une lutte communs. Cet idéal : la restauration de la civilisation chrétienne dans le monde d'aujourd'hui. Cette lutte : le combat doctrinal, de caractère strictement légal et pacifique, contre le communisme et le progressisme, combat qui s'inspire dans la doctrine catholique, avec une attention particulière pour les valeurs de la tradition, de la famille et de la propriété. Ces organisations adoptent comme recueil de leurs idéaux et de leurs méthodes d'ac-

Uruguay

Chili

Argentine



LE, PROPRIÉTÉ

Amérique et en Europe

tion le livre *Révolution et Contre-Révolution* du Pr Plinio Corrêa de Oliveira. Voici les pays où existent des TFP ou des associations similaires, dans l'ordre chronologique de fondation : Argentine (1967), Chili (1967), Uruguay (1967), Espagne (1971), Equateur (1973), Colombie (1973), Bolivie (1973), Portugal (1974), Venezuela (1974), Etats-Unis (1974), Canada (1975), France (1977), Pérou (1983) et Afrique du Sud (1983). De plus, les TFP ont des bureaux de représentation établis à Rome, Washington, Francfort, Londres, Sydney, Caracas, San José de Costa Rica et Johannesburg.

Il dépasserait de beaucoup les limites du présent travail de décrire en détail l'action développée par chacune des TFP. Néanmoins on ne peut en faire abstraction si l'on veut considérer dans toute leur étendue les fruits de la pensée du Pr Plinio Corrêa de Oliveira à travers le monde.



Espagne

Equateur

Colombie

Les TFP à travers le

Bolivie



Portugal

Venezuela



monde



Etats-Unis



Canada



France



L'étendard de l'Association nouvellement fondée « Young South Africans for a Christian Civilization » à Pretoria

Nouveaux Bureaux des TFP

En décembre 1981, les TFP disposaient de bureaux de représentation à Rome, Washington et Johannesburg. Telle a été l'expansion des contacts suscités par la publication du Message que des nouveaux Bureaux ont été créés, ou sont en cours d'implantation, à Londres, Francfort, Sydney, Caracas et San José de Costa Rica. Les adresses des différents Bureaux des TFP sont les suivantes :

- *Rome : Casella Postale 465 – 00100 – Roma, Centro, Italie.*
- *Washington : P.O. Box 2984 — Washington, D.C. 20013 Etats-Unis.*
- *Johannesburg : P.O. Box 10.906 – 2.000 — Johannesburg Afrique du Sud.*
- *Francfort : Amselweg 2 – D-6230 — Frankfurt am Main 80 Allemagne.*
- *Londres : 9/11 Kensington High St. — London W8 5NP Angleterre.*
- *Sydney : P.O. Box 3631 — Sydney, N.S.W. 2001, Australie.*
- *Caracas : Apartado 25.055 — Caracas 1023/A, Venezuela.*
- *San José : Apartado 243 – 1002 — San José, Costa Rica.*

En 1968, à l'occasion du voyage de Paul VI en Colombie, la TFP organise une nouvelle pétition, demandant au Pontife des mesures efficaces contre l'infiltration communiste dans les milieux catholiques. En 58 jours, 1.600.368 signatures sont recueillies sur la voie publique de 229 villes. A l'initiative des TFP locales, la pétition s'étend à l'Argentine, au Chili et à l'Uruguay, et y obtient respectivement 266.512, 121.210 et 37.111 signatures.

La revue « Time » (23-3-68), dépitée, se charge d'interpréter ces chiffres éloquentes : « *La facilité avec laquelle la TFP a récolté ces signatures est bien le reflet du fait que la majorité des latino-américains approuve ou du moins tolère (sic) le conservatisme catholique* ».

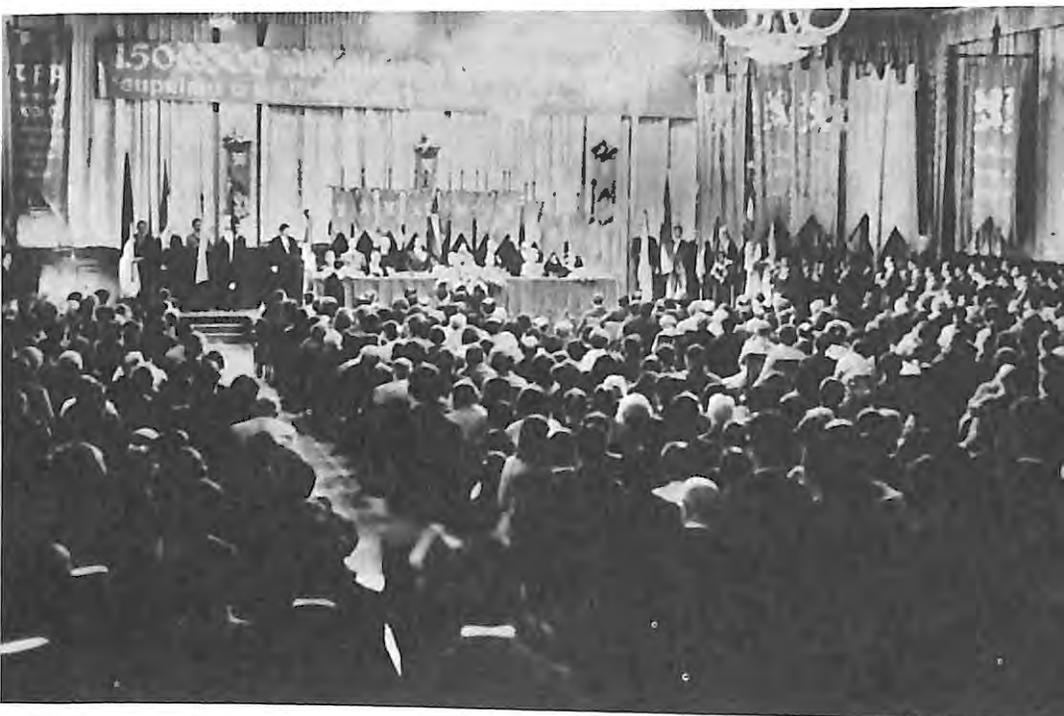
Les pétitions sont remises sur microfilm au Vatican. Elles n'obtiennent aucune réponse du Saint-Siège.

1.600.368 signatures contre l'infiltration communiste dans les milieux catholiques



Mais le Vatican ne répond pas

Septembre 1968 : la TFP commémore par une séance solennelle à l'auditorium de la Maison de Portugal à São Paulo, entièrement comble, le succès de sa pétition : 1.600.368 Brésiliens s'associaient pour demander à Paul VI des mesures contre l'infiltration de gauche dans les milieux catholiques



Nouvelle dénonciation de la TFP: des organes semi-clandestins propagent la subversion dans l'Eglise

Noire Dame de l'Immaculée Conception, victime des terroristes



En 1969, la TFP diffuse dans tout le Brésil une édition spéciale de « Catholicismo » qui dénonce à l'opinion catholique l'existence d'organismes semi-clandestins qui propagent la révolution communo-progressiste dans l'Eglise : l'IDOC et les « groupes prophétiques ». En 70 jours, 165.000 exemplaires sont vendus dans les rues de 514 villes.

A la veille de cette campagne, une bombe terroriste explose au siège de la Présidence du Conseil National de la TFP. L'Association construit aussitôt, sur les lieux-mêmes de l'attentat, un oratoire donnant directement sur la rue. On y vénère une statue de l'Immaculée Conception qui se trouvait dans le siège et a été endommagée par l'explosion. Loin d'inspirer le découragement, cet attentat sert à stimuler encore davantage les membres et coopérateurs de la TFP dans la campagne contre l'IDOC et les « groupes prophétiques » qu'ils entament trois jours après. Ce n'est pas tout. Cela fait des années, depuis mai 1970, qu'ils veillent à tour de rôle chaque nuit devant cet oratoire et y prient pour l'Eglise, pour le Brésil, pour toutes les personnes visées par la violence ou par la guerre psychologique communiste, ainsi

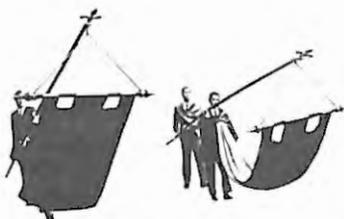
Une bombe terroriste lancée contre le siège du Conseil National de la TFP a précédé, en 1969, la campagne de cette Association contre la révolution communo-progressiste dans l'Eglise. Sur les lieux de l'explosion, un oratoire public a été érigé. Depuis mai 1970 une veille de prières y est effectuée chaque nuit (plus de 4.600 nuits jusqu'en décembre 1982). Pour certaines fêtes de la Sainte Vierge, on voit parfois s'y réunir de petites foules.





que pour toutes les personnes atteintes par le péché, la souffrance ou en danger matériel et moral.

L'oratoire jouit d'une grande fréquentation populaire. Le nombre des personnes qui reçoivent des grâces par l'intermédiaire de cette statue, ne cesse d'augmenter. L'abondance des fleurs déposées aux pieds de la Vierge en est le témoignage.



*La victoire d'opé-
rette d'Allende au
Chili*

*L'article-mani-
feste du Pr Plinio
Corrêa de Oliveira*

En septembre 1970, le Chili tombe dans les mailles du communisme international. Avec seulement 36,3 % des voix, le marxiste Salvador Allende arrive en tête à l'élection présidentielle. Les trompettes de la propagande de gauche — tout comme dans la récente victoire de Mitterrand — amplifient la portée de cette victoire électorale. Le marasme et le découragement s'emparent des secteurs les plus sains de la population, aussi bien au Chili que dans le reste du monde. Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira écrit alors, pour la « Folha de S. Paulo », l'article *Toute la vérité sur les élections chiliennes*, où il montre qu'Allende n'a obtenu que 1,47 % d'avance sur le second candidat, avec 2,4 % de recul par rapport aux élections précédentes. Ainsi, sa victoire n'a pas la signification — claironnée par une grande partie des moyens de communication sociale — d'une défaite des forces conservatrices et de droite. De plus son accession au pouvoir ne pourra prendre effet si les députés de la Démocratie Chrétienne — qui ne cachent pas leur tendance socialisante — lui refusent leurs voix au moment de la décision à prendre, selon la Constitution chilienne, par le Congrès réuni en séance plénière (celui-ci a à choisir entre les deux candidats les plus votés). La

Démocratie Chrétienne préfère laisser le pays sombrer dans l'abîme communiste. Cette attitude est d'ailleurs franchement encouragée par Mgr Silva Henriquez, Cardinal-Archevêque de Santiago.

Les TFP sud-américaines se mettent alors en campagne pour rétablir la confiance dans les rangs non communistes de leurs pays respectifs, et diffusent sur les voies publiques de grandes villes des centaines de milliers de tracts contenant l'article du Pr Plinio Corrêa de Oliveira. Au Brésil, 550.000 ; en Argentine, 250.000 ; en Colombie,

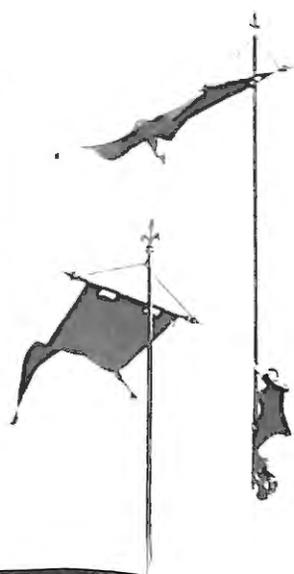
Campagne dans toute l'Amérique du Sud



Septembre 1970 : Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira parcourt les divers groupes en action, pendant la campagne d'alerte sur le véritable sens de la victoire du marxisme au Chili

50.000. En Uruguay, en Equateur et au Venezuela, l'article est publié dans la presse locale.

Ces interventions produisent un effet sensible au Chili. Car elles encouragent les nombreux Chiliens réfugiés dans les pays-frères sud-américains et par là influent sur l'opinion publique du pays andin, avec lequel ceux-ci gardent le contact. Par ailleurs, elles accentuent les réserves de plusieurs Etats sud-américains à l'égard du nouveau gouvernement chilien, ce qui représente un obstacle à sa commode installation au pouvoir.



De son côté, la TFP chilienne continue, dans la mesure où les circonstances le permettent, son action en territoire chilien. Il faut noter dans ce sens la pétition de plus de 50.000 collégiens et étudiants, professeurs et parents d'élèves, demandant à l'Episcopat de ce pays qu'il adopte une attitude de claire opposition vis-à-vis du projet d'Ecole Nationale Unifiée, proposé par le gouvernement marxiste. Projet semblable, soit dit en passant, à celui que Mitterrand destine à la France d'aujourd'hui.

* * *

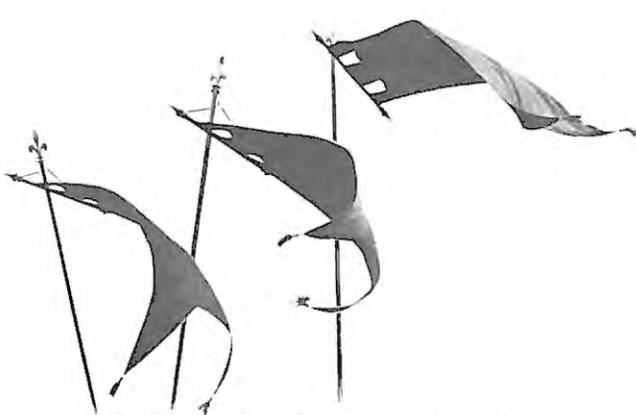
Un livre « prophétique » : « *Frei, le Kerensky chilien* »

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les TFP latino-américaines portent leur attention sur des circonstances de la vie civique et culturelle du Chili. Déjà, en 1967, un des directeurs de la TFP brésilienne, Fabio Vidigal Xavier da Silveira, a visité ce pays et écrit à son retour un reportage-analyse sur le gouvernement démocrate-chrétien du Président Eduardo Frei, montrant que la politique menée par celui-ci favorisait l'avènement du marxisme. Cet ouvrage, intitulé *Frei, le Kerensky chilien*, se trouve confirmé de façon impressionnante par la montée au pouvoir d'Allende et par le déroulement ultérieur des événements, et est alors considéré par beaucoup comme véritablement « prophétique ».

Avec plusieurs éditions en Amérique latine, le livre provoque une violente réaction du gouvernement chilien : celui-ci donne des instructions à tous ses ambassadeurs sur le Continent pour qu'ils s'efforcent par tous les moyens d'obtenir des gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités, l'interdiction de divulguer le livre ². Au Chili, la vente est prohibée, mais des exemplaires en provenance d'Argentine circulent clandestinement de la main à la main, au point qu'on voit s'établir à son sujet un « marché noir » très disputé.

(2) Cf. « *Catolicismo* », n° 205, janvier 1968.





Les années 1971, 1972 et 1973 voient la TFP déployer d'intenses activités. Par exemple, son secteur universitaire promeut une campagne de présentation de l'Association dans les principaux centres d'enseignement du Brésil, telle la Faculté de Droit de l'Université de São Paulo. Ses « caravanes » amorcent la diffusion des « Dialogues sociaux », série de trois opuscules de niveau populaire, qui analysent à la lumière de la doctrine catholique les problèmes économiques et sociaux d'actualité. Trois cent mille exemplaires en sont vendus.

*Intenses activités
de la TFP de 1971
à 1973*

La Commission médicale de la TFP envoie un mémoire au Ministre de la Justice, s'opposant à toute tentative de libéralisation de la législation concernant l'avortement.

À la demande de ce même ministre, le Pr Plinio Corrêa de Oliveira lui présente un rapport signalant les aspects de l'avant-projet de Code Civil qui portent atteinte aux institutions de la famille et de la propriété privée.

Par ailleurs est lancée la diffusion d'un opuscule sur le Message de Notre Dame à Fatima, dans lequel la Vierge prophétise que « *la Russie répandra ses erreurs à travers le monde* », opuscule écrit par un membre de la TFP, Dr Antonio Augusto Borelli Machado, et dont 360.000 exemplaires ont été vendus.

Enfin, en parcourant 1.238 villes dans l'immensité du territoire brésilien, l'Association répand 93.000 exemplaires de la *Lettre Pastorale sur les « Cursilhos de Crisandade »* de Mgr Antonio de Castro Mayer, dans laquelle — fondée sur une documentation substantielle — l'illustre prélat dénonce l'appui donné par certains secteurs de ce mouvement à la subversion communiste.

L'ouverture du Vatican à l'égard des pays communistes atteint à son comble

L'année 1974 marque un apogée dans la nouvelle politique du Saint-Siège à l'égard des gouvernements communistes. Commencée sous le pontificat de Jean XXIII avec la fameuse entrevue accordée au gendre de Kroutchev, Adjupei, l'« *Ostpolitik* » vaticane se développe avec célérité.

Non seulement les visites et les amabilités se multiplient de part et d'autre, mais on cherche en plus à décourager ou même à écarter de leurs charges ceux qui dans les rangs catholiques continuent à combattre vaillamment le communisme. Au grand émoi du monde entier, on voit ce grand lutteur anticommuniste, le Cardinal Mindszenty, Primat de Hongrie, destitué sommairement de son siège archiépiscopal d'Esztergom par Paul VI.

Comme catholiques, les anticommunistes du monde entier voient se créer une situation vraiment insoutenable : à quel point peuvent-ils continuer à affirmer que leur position anticommuniste est une conséquence de la Foi catholique qu'ils professaient ?

En avril de cette même année, Mgr Casaroli (alors Secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques du Vatican) se rend à Cuba et revient en assurant à la presse que les catholiques vivent heureux sous le régime du tyran Fidel Castro (cf. « *O Estado de S. Paulo* », 7-4-74). Cette affirmation effarante donne à la TFP l'occasion de



Jean-Paul II saluant Gierek, le secrétaire du Parti Communiste et premier-ministre de Pologne, lors de sa visite à ce pays en 1979





La « Déclaration de Résistance » des TFP a été largement diffusée dans les principaux journaux de onze pays. En Espagne, la Sociedad Cultural Covadonga-TFP a réalisé une abondante distribution de ce manifeste à travers plus de cinquante villes. On voit ici la campagne au centre de Madrid.

manifeste publiquement son respectueux mais ferme désaccord à l'égard de l'« *Ostpolitik* » vaticane. Comme les activités diplomatiques ne se situent pas dans le champ du magistère infaillible du Pontife Romain, il est licite à des catholiques de refuser leur adhésion à telle ou telle attitude du Vatican en la matière.

Aussi la TFP se déclare-t-elle, dans un vaste document publié en 45 journaux de tout le pays, en *état de résistance* vis-à-vis de l'« *Ostpolitik* » de Paul VI avec les régimes communistes.

« *Résister* — souligne le document de la TFP —, cela signifie que jamais nous ne ferons appel aux recours indignes de la contestation. Nous ne prendrons jamais une attitude qui s'écarterait de la vénération et de l'obéissance dues au Souverain Pontife, dans les termes du Droit Canon ». Et il conclut : « *Dans cette démarche filiale, nous disons au Pasteur des Pasteurs : notre âme est Vôtre, notre vie est Vôtre. Commandez ce que vous voulez. Mais ne nous demandez pas de croiser les bras devant le loup rouge qui donne l'assaut. Notre conscience s'y oppose* ».

Les autres TFP se solidarisent chaleureusement avec cette position, en publiant une identique *Déclaration de Résistance* dans les principaux

Face à l'« Ostpolitik » de Paul VI, la TFP se déclare en « état de résistance »

journaux de leurs nations respectives, totalisant ainsi 73 publications du document en onze pays.

Aucune autorité ecclésiastique, aucun théologien au monde ne contestera la légitimité et l'orthodoxie irrépréhensible de cette attitude des TFP.

* * *

Cuba la rouge doit-elle rentrer dans le concert des nations américaines ? — La TFP dit non !

Toujours en 1974, la TFP brésilienne déploie une intense activité pour éclairer l'opinion publique sur les effets néfastes de la réintégration de Cuba dans la communauté des nations américaines, préconisée alors par certains hommes d'Etat.

Le Pr Plínio Corrêa de Oliveira écrit une série d'articles dans la presse quotidienne. « Catolicismo » publie une édition spéciale sur le thème. Les TFP des Etats-Unis, de Bolivie, Colombie, Equateur et Venezuela divulguent cette matière dans leurs pays respectifs. A la Conférence de l'Organisation des Etats américains (OEA), tenue à Quito en novembre 1974, la motion pro-castriste est rejetée.



Grandes et coûteuses opérations publicitaires contre la TFP

L'efficacité de l'action de la TFP n'est évidemment pas de nature à plaire à la gauche brésilienne. Celle-ci, au contraire, enragée de se sentir continuellement démasquée dans ses manœuvres de séduction de l'opinion publique pour conduire le



Brésil à une dictature marxiste, déchaîne périodiquement de grandes et coûteuses opérations publicitaires visant à démolir la méritante Association.

En 1975, par exemple, après le deuxième échec infligé au divorce, une véritable *propagandetonnerre* s'abat sur la TFP et se répercute à la Chambre législative de plusieurs Etats. On fabrique un climat entièrement artificiel de calomnies et de mensonges. La TFP, toujours sereine, réfute en un document publié dans les principaux supports de communication du pays chacune des accusations soulevées contre elle par des secteurs de gauche.

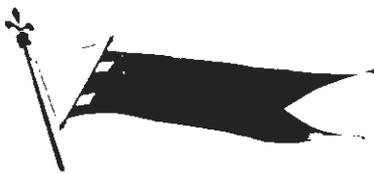
Confrontée à une cascade d'accusations sans fondement, la TFP les réfute avec sérénité

En contrepartie, de hautes personnalités religieuses, militaires et civiles, ainsi que d'éminents journalistes et de prestigieux organismes privés élèvent la voix en solidarité avec la TFP.

De hautes personnalités se solidarisent avec la TFP

Seulement dans les huit mois que dure cette violente campagne, la TFP collectionne 1.923 nouvelles et articles publiés dans des journaux et revues du pays, pour l'attaquer ou la défendre.

D'ailleurs, la règle du débat de la TFP avec les communo-progressistes sera immanquablement celle-ci : toute opposition logique et courtoise de la TFP à l'égard d'une entreprise de la gauche se solde toujours par un silence déconcerté de ses adversaires, bientôt rompu par des *propagandetonnerres*.



Pour bien comprendre le profil moral des membres et coopérateurs de l'association fondée par le Pr Plinio Corrêa de Oliveira, il faut encore s'arrêter sur un autre aspect : les visites périodiques qu'ils font aux malades des hôpitaux, à ces victimes de graves infirmités qui se trouvent si souvent oubliées du commun des hommes.

Visites aux malades des hôpitaux : membres et coopérateurs s'y adonnent à tour de rôle

En plus du réconfort d'une conversation aimable et de l'encouragement d'une parole de Foi, ils apportent à ces infortunés des objets et des

livres religieux, ainsi que des secours vestimentaires et des provisions. Ils ont déjà visité plus de 12.000 malades dans 620 villes du Brésil

*Joie à la favela :
la TFP est là*

Mais ce n'est pas tout. Les membres et coopérateurs de la TFP visitent les quartiers pauvres et les *favelas* des grandes villes brésiliennes, où ils distribuent dons en argent, vêtements, aliments et jouets, collectés lors de campagnes dans les quartiers aisés.



La TFP réalise également des campagnes de collecte de dons pour les pauvres. Cidessus, à l'occasion de Noël en 1979.

Les dons sont ensuite distribués à la population pauvre. Par exemple, dans les « favelas » (ci-contre) — où, selon une mythologie de gauche éculée, bouillonnerait la haine de classe —, ils sont reçus dans la joie et la gratitude.



Déjà à plusieurs reprises, à l'occasion de Noël, ils ont parcouru les rues pour recueillir des dons et des médicaments pour les plus indigents. La dernière fois, par exemple, la TFP a envoyé des camions de vivres au Nord-Est brésilien pour les sinistrés des inondations qui s'étaient produites dans cette région.

A Noël, les plus indigents ne sont pas oubliés



L'année 1976 est marquée par le lancement du livre *L'Eglise devant l'Escalade de la Menace communiste — Appel aux Evêques silencieux*, dans lequel le Pr Plínio Corrêa de Oliveira présente une étude méticuleuse et documentée de l'infiltration de gauche dans les milieux catholiques depuis 1943. A ce propos, il transcrit des poésies scandaleusement pro-communistes de Mgr Pedro Casaldáliga, Evêque-Prélat de São Félix de Araguaia. Ce livre contient également un résumé de l'ouvrage de la TFP chilienne, *L'Eglise du Silence*

Une analyse historique du comuno-progressisme au Brésil



Les visites aux hôpitaux — surtout ceux d'indigents — font partie des activités de la TFP

au Chili — La TFP proclame toute la vérité, qui dénonce le soutien continué donné au communisme par le Cardinal Silva Henriquez et par tout un secteur de la Hiérarchie et du clergé de ce pays.

La double réaction de la « gauche catholique » se répète : attaques acrimonieuses, puis silence

Le livre du Pr Plinio Corrêa de Oliveira suscite d'acrimonieuses déclarations de l'épiscopat brésilien, dépourvues cependant de tout argument. Les réponses de la TFP à ces attaques restent sans réplique, tandis que plus de 50.000 exemplaires de l'ouvrage sont écoulés avec rapidité.

Nouvelle escarmouche progressiste : la défense du « paradis » indigène, sans propriété ni famille...

L'année suivante, le Pr Plinio Corrêa de Oliveira, toujours attentif aux manœuvres de l'ennemi de la civilisation chrétienne, écrit *Tribalisme indigène, Idéal communo-missionnaire pour le Brésil du XXI^e siècle*, où il alerte le public sur le plus récent aspect de l'offensive progressiste au Brésil : une étrange conception de la missiologie catholique, selon laquelle il vaut mieux laisser les indiens vivre en païens à l'état sauvage, plutôt que de les civiliser, car ce sont eux qui prêchent le véritable évangile de la société sans classes, modèle pour la société civilisée ! Cette conception n'est ni plus ni moins qu'une version progressiste de la doctrine structuraliste de Lévi-Strauss.

L'ouvrage comptera sept éditions, rapidement diffusées par la TFP dans tout le Brésil.



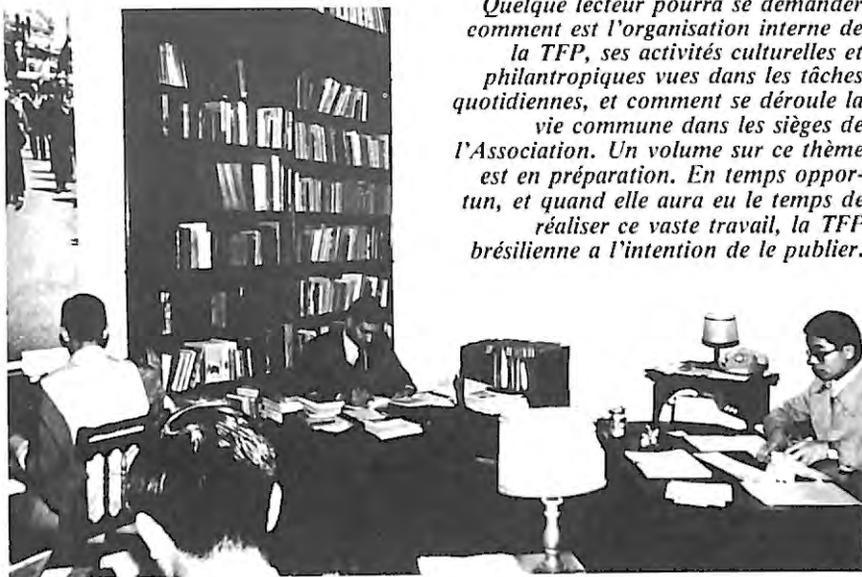
La TFP en campagne pour les réfugiés du Viêt-nam et du Cambodge

Pendant la période 1977-78, la TFP s'engage dans une campagne en faveur des réfugiés du communisme au Viêt-nam et au Cambodge. Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira envoie un télégramme au Président nord-américain Jimmy Carter et à Paul VI, en observant que la déréliction où se trouvent les infortunés transfuges du communisme met en cause l'authenticité de la campagne mondiale que l'un et l'autre mènent en faveur des



En visite dans le monde de la TFP

Quelque lecteur pourra se demander comment est l'organisation interne de la TFP, ses activités culturelles et philanthropiques vues dans les tâches quotidiennes, et comment se déroule la vie commune dans les sièges de l'Association. Un volume sur ce thème est en préparation. En temps opportun, et quand elle aura eu le temps de réaliser ce vaste travail, la TFP brésilienne a l'intention de publier.

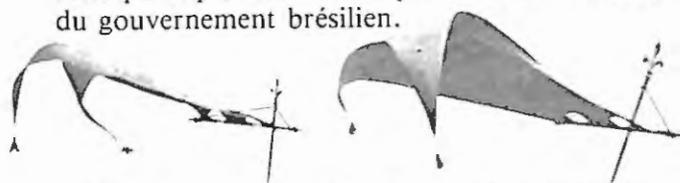


En illustration : divers aspects de la vie et des travaux dans les sièges de la TFP à São Paulo



droits de l'homme. La Maison Blanche envoie une réponse aimable, mais peu convaincante. Le Vatican une fois de plus se tait.

D'autres télégrammes du Pr Plinio Corrêa de Oliveira se succèdent dans ce sens, à l'adresse de Carter et de Jean-Paul II. A propos d'un appel du gouvernement des Philippines au Brésil et à dix-neuf autres pays, pour qu'ils accueillent d'urgence sur leur territoire 2.300 réfugiés vietnamiens qui venaient d'arriver à Manille, la TFP fait valoir au Ministre des Affaires étrangères la nécessité pour le Brésil d'ouvrir généreusement ses portes à ces réfugiés. Quelque temps après, la TFP manifeste publiquement sa déception devant le refus du gouvernement brésilien.



« Je suis catholique : puis-je être contre la Réforme Agraire ? »

Vingt ans après la lutte contre la Réforme Agraire menée par la TFP au début des années soixante, la Conférence épiscopale brésilienne revient à la charge sur ce vieux thème lors de son assemblée générale de 1980.

Le livre du Pr Plinio Corrêa de Oliveira, *Je suis catholique : puis-je être contre la Réforme*

Les « stands » que la TFP a montés dans les foires agricoles pour la diffusion du livre « Je suis catholique: puis-je être contre la Réforme Agraire ? », ont été des plus fréquentés. Ici, un « stand » à la foire d'Uberaba, dans l'Etat de Minas Gerais.



La mise en garde contre la subversion ecclésiastique, laquelle est menée par l'intermédiaire d'organismes connus sous le nom de Communautés Ecclésiales de Base, est le thème de la plus récente campagne de la TFP, actuellement en cours



Agraire ?, publié en 1981, fait une analyse exhaustive de la prise de position épiscopale et montre que la doctrine traditionnelle des Papes, loin de le préconiser, a toujours récusé le type de solution proposé par l'épiscopat brésilien. Dans ce même ouvrage, la position des évêques est aussi critiquée pour son absence totale de fondement sur le plan économique. L'auteur de cette analyse est le brillant économiste Carlos Patricio del Campo.

En parcourant les plus diverses localités du pays et en montant des stands dans les principales foires agricoles, la TFP écoulera en peu de mois quatre éditions de ce vaillant ouvrage.



« N'ayons crainte, car nous sommes aux pieds de Notre Dame, auprès de laquelle se regrouperont toujours, et cette fois-ci encore pour une nouvelle victoire, les véritables fils de la Sainte Eglise » — Plinio Corrêa de Oliveira

« Les CEBs... on en parle beaucoup, on en sait peu de chose. La TFP les décrit telles qu'elles sont »

En août 1982, la TFP lance un nouveau livre : *Les CEBs... on en parle beaucoup, on en sait peu de chose — La TFP les décrit telles qu'elles sont*. Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira y brosse à grands traits le tableau de l'actuelle situation brésilienne et montre comment la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) constitue aujourd'hui le fer de lance de la gauche dans ce pays, se servant pour cela de la vaste et tentaculaire organisation connue sous le nom de Communautés Ecclésiales de Base (CEBs). La genèse, l'organisation, la doctrine et l'action des CEBs sont clairement exposées, à partir d'une abondante documentation, par deux membres de la TFP, MM. Gustavo Antonio Solimeo et Luiz Sergio Solimeo. Lancé depuis peu, l'ouvrage provoque une profonde réaction dans la gauche brésilienne, laquelle

ne trouve pas comment réfuter le livre. Quatre éditions jusqu'à présent, 32.000 exemplaires.

* * *

Voilà dans ses grandes lignes — jusqu'à décembre 1982 et abstraction faite de la campagne menée autour du Message sur le socialisme autogestionnaire — l'histoire de la grande œuvre de Plinio Corrêa de Oliveira : la TFP. La TFP qu'il a fondée, formée et menée glorieusement à ce que l'immortel poète portugais Camões appelle les « *cris-tãos atreventos* » (chrétiennes hardiesses).

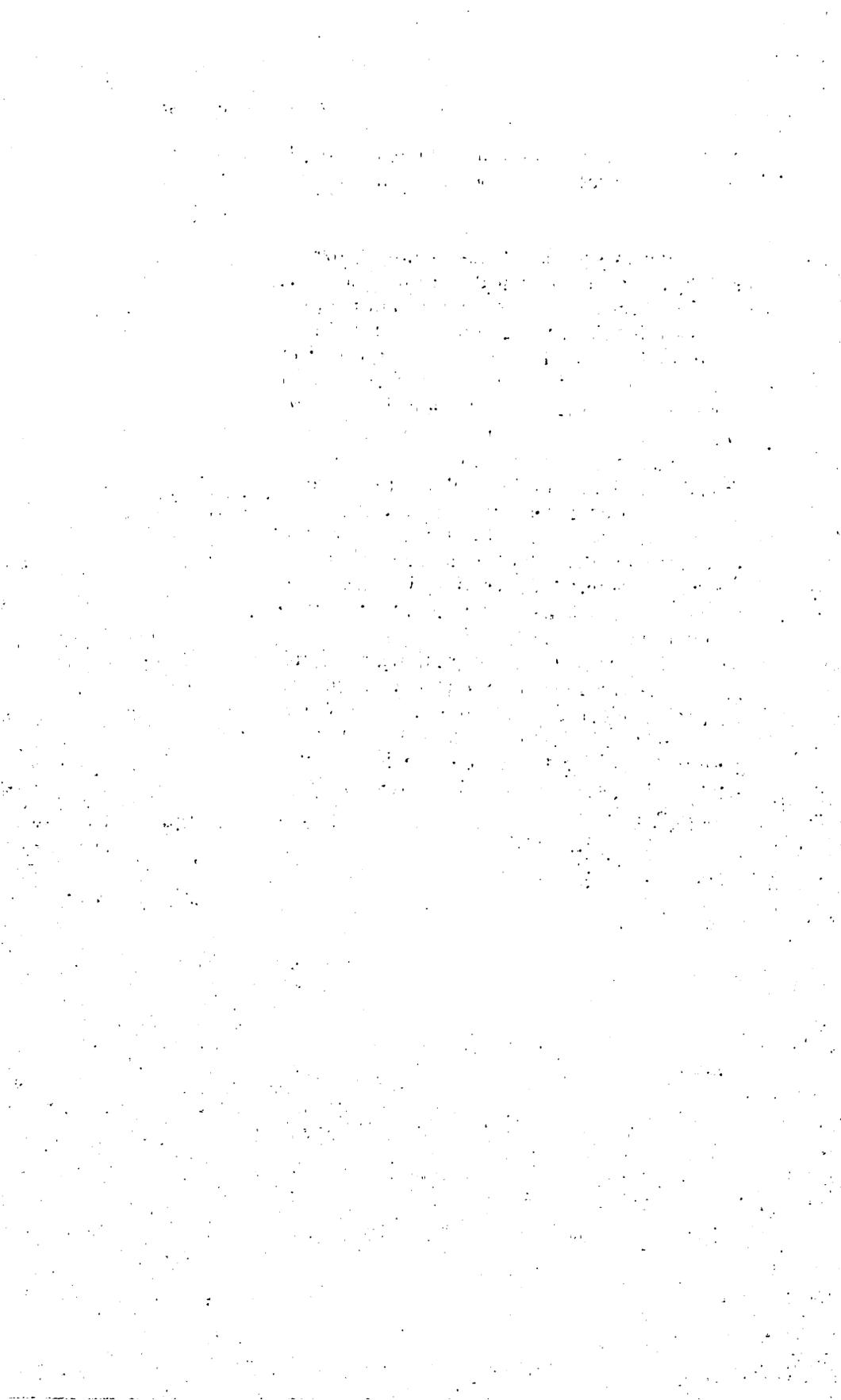
Au fil des années et des luttes, des jeunes épris d'idéal et indignés de la douloureuse situation présente des valeurs sacrées de la civilisation chrétienne sont venus en nombre toujours croissant se ranger sous l'étendard de la TFP. Sacrifiant intérêts et commodités personnelles, ces jeunes consacrent tous leurs efforts à transmettre au public le message de la TFP.

Catholique ardent, batailleur infatigable, Plinio Corrêa de Oliveira est l'homme de vraie culture, à l'esprit lucide, d'où viennent toute la prévision, l'orientation et l'impulsion dans cette lutte en défense de la civilisation chrétienne. Son exemple et sa parole sont pour les membres de la TFP une source intarissable d'entrain et d'enthousiasme, qui a conduit à la lutte avec assurance, les raf-

Avec flamme et courage, des jeunes propagent partout les idéaux de la TFP

Plinio Corrêa de Oliveira est l'âme de cette lutte en faveur de la Civilisation Chrétienne









Ouvrages recommandés par les TFP

Les doctrines défendues par les TFP sont exposées dans diverses publications — livres, manifestes, déclarations, communiqués, articles de presse, lettres ouvertes, etc...

Parmi les livres diffusés par ces associations, plusieurs ont produit en leur temps un tel impact sur les événements — que ce soit dans le domaine religieux ou dans le domaine temporel — qu'ils ont pris place dans l'histoire de leurs pays respectifs. Ces livres ont généralement été tirés en de multiples éditions.

Les connaître est indispensable à quiconque voudrait se former une vision d'ensemble authentique et complète de la lutte contre le communisme, en Occident, au cours des cinq dernières décennies.

• En défense de l'Action Catholique (1943)

Plinio Corrêa de Oliveira

Premier cri d'alerte contre le progressisme naissant. Il dénonce et réfute les erreurs infiltrées dans le laïcat chrétien, en particulier dans les organisations de l'Action Catholique. Préface du Cardinal Bento Aloisi Masella, alors Nonce Apostolique au Brésil. Objet d'une expressive lettre d'éloges écrite au nom du Pape Pie XII par le Substitut à la Secrétaerie d'Etat du Saint-Siège, Mgr J.B. Montini, le futur Paul VI.

384 pages. — Edition originale épuisée. Une édition commémorative vient de paraître (avril 1983).



• Réforme Agraire — Affaire de Conscience (1960)

Mgr Geraldo de Proença Sigaud, Archevêque de Diamantina

Mgr Antonio de Castro Mayer, Evêque de Campos

Le Pr Plinio Corrêa de Oliveira

L'économiste Luiz Mendonça de Freitas

Best-seller polémique qui a alerté le peuple brésilien contre la réforme agraire socialiste et antichrétienne. Etude doctrinale et technique, basée sur les principes de la doctrine sociale catholique, sur des considérations historiques et sur d'abondantes statistiques. Il a contribué de façon décisive à la formation du climat idéologique qui a permis l'éclosion au Brésil du grand mouvement anticommuniste de mars 1964.

520 pages. — Quatre éditions en portugais et trois en espagnol. Total: 39.000 exemplaires.

5-10 ANOS DE VIDA
COMO ANOS DE LUTA
COMO ANOS DE VIDA
COMO ANOS DE LUTA
COMO ANOS DE VIDA
COMO ANOS DE LUTA

REFORMA
AGRÁRIA
QUESTÃO DE CONSCIÊNCIA

- **L'Eglise et l'Etat communiste: la coexistence impossible (1963)**

Plinio Corrêa de Oliveira

Dénonce la manœuvre du communisme qui induit les catholiques à accepter l'élimination de la propriété privée en échange d'une certaine liberté de culte. Ouvrage recommandé dans une lettre d'éloges émanant de la Sacrée Congrégation des Séminaires et Universités, comme étant un « *écho très fidèle* » des documents du Magistère Suprême de l'Eglise. Publié originellement sous le titre *La liberté de l'Eglise dans l'Etat communiste*.

128 pages. — Dix éditions en portugais, onze en espagnol, cinq en français, quatre en anglais, trois en italien, deux en polonais, une en allemand, une en hongrois et une en vietnamien. Total: 171.000 exemplaires. Transcrit dans 39 journaux et revues de treize pays.



- **Déclaration de Morro Alto (1964)**

Mêmes auteurs que

Réforme Agraire — Affaire de Conscience

Programme positif de politique agraire visant à résoudre en profondeur les problèmes agricoles, sans pour autant défigurer la structure rurale existante.

32 pages. — Deux éditions, 22.500 exemplaires.

- **Transbordement idéologique inaperçu et Dialogue (1965)**

Plinio Corrêa de Oliveira

Décrit le processus efficace et subtil par lequel, au moyen du dialogue irénique, bien des catholiques se transforment sans s'en rendre compte en communistes.

128 pages. — Cinq éditions en portugais, quatre en espagnol, une en italien et une en allemand. Reproduit dans six journaux et revues de quatre pays. Total : 98.500 exemplaires.

- **L'Eglise devant l'escalade de la menace communiste — Appel aux Evêques silencieux (1976)**

Plinio Corrêa de Oliveira

Première étude à présenter au public brésilien un vaste panorama de la grande empoignade doctrinale qui a surgi il y a plus de quarante ans dans de petits noyaux catholiques et de là a gagné progressivement tout le Brésil. Dans le même volume figure un résumé du mémorable livre de la TFP chilienne, *L'Eglise du Silence au Chili* — *La TFP andine proclame la vérité toute entière*.

224 pages. — Quatre éditions, 51.000 exemplaires.





Révolution et Contre-Révolution

Plinio Corrêa de Oliveira

Révolution et Contre-Révolution est tout un programme de vie adopté par des milliers de personnes dans le monde entier. Il consigne les idéaux des TFP, ce qui en fait le livre de chevet des membres, coopérateurs et sympathisants de ces associations. Dans cette étude, Plinio Corrêa de Oliveira analyse le processus de déchristianisation de la société temporelle et de laïcisation de la société spirituelle entamé au XV^{ème} siècle et qui touche à son apogée dans les jours que nous vivons. C'est la *Révolution*, dont les grandes forces propulsives sont l'orgueil et la sensualité.

La première grande explosion de ce processus révolutionnaire a été, dans le domaine culturel et artistique, la *Renaissance*, qui par son humanisme naturaliste a renié la pureté et l'austérité de mœurs de l'Europe chrétienne; et dans le domaine religieux, la *Réforme* de Luther, laquelle, rejetant l'autorité du Pape et des Evêques, a introduit des altérations égalitaires dans la structure ecclésiastique.

La *Révolution Française* de 1789 a produit dans la structure hiérarchique de l'Etat des effets analogues à ceux du protestantisme dans la structure de l'Eglise. Cette seconde Révolution a érigé en devise la célèbre trilogie — *liberté, égalité, fraternité* — mais ne l'a pas menée jusqu'à ses ultimes conséquences, en ce qu'elle a maintenu à peu près intactes les inégalités relevant du domaine socio-économique.

Il reviendra à la troisième Révolution, — le *Communisme* — de porter le coup de grâce à la dernière inégalité à subsister, celle de la condition sociale et de la fortune. Toutefois, avant même de parvenir à son terme, le communisme donne le jour à un rejeton putride, la *Quatrième Révolution*. Celle-ci constitue un phénomène complexe, qui comporte la désagrégation totale de l'Etat, substitué par des myriades de corpuscules sociaux très largement autonomes, l'abolition virtuelle de la famille et de la propriété individuelle, et la réforme de l'homme, lequel, freudiennement « libéré » de tout frein, est appelé à vivre en donnant libre cours à ses instincts.

Ainsi, une société a-sacrale, complètement égalitaire et anarchique, est le grand objectif vers lequel tend le processus révolutionnaire.

Dans *Révolution et Contre-Révolution*, Plinio Corrêa de Oliveira indique les objectifs et les méthodes susceptibles d'enrayer et d'anéantir le processus révolutionnaire. Il signale les raisons non seulement de l'espérance mais de la certitude de la victoire de la *Contre-Révolution*: les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre l'Eglise.

64 pages. — Deux éditions en portugais, cinq en espagnol, trois en italien, deux en anglais et deux en français. Publié initialement dans « *Catolicismo* ». Total: 89.000 exemplaires.



• **Le tribalisme indigène, idéal communo-missionnaire pour le Brésil du XXI^{ème} Siècle (1977)**

Plínio Corrêa de Oliveira

Dénonce le courant de pensée néomissionnaire *aggiornato* qui s'oppose à catéchiser et à civiliser les indigènes et prêche une espèce de « lutte de classes » entre les sylvoles et les blancs. Etude indispensable pour connaître la grande crise que traverse l'Eglise au Brésil et qui tend à se transformer, d'une crise religieuse, en une crise nationale.

128 pages. — Sept éditions en portugais, en plus de la transcription dans « Catolicismo ». Publié en anglais dans la revue « Crusade for a Christian Civilization ». Total: 87.000 exemplaires.



• **Un demi-siècle d'épopée anti-communiste (1980)**

Histoire de cinquante années de lutte en défense des principes de base de la civilisation chrétienne commencée par Plínio Corrêa de Oliveira en 1928 dans les milieux spécifiquement catholiques, et dont est issue en 1960 l'Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété — TFP —, qui depuis lors exerce une présence marquante dans l'affrontement idéologique de notre temps, non seulement dans la société brésilienne, mais aussi dans le monde entier.

427 pages. — Quatre éditions en portugais, une en anglais et une en espagnol. Total: 43.000 exemplaires.



• **Je suis Catholique : puis-je être contre la Réforme Agraire? (1981)**

Plínio Corrêa de Oliveira et Carlos Patricio del Campo

Analyse soigneusement le document *L'Eglise et les problèmes de la terre* émanant de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) et montre la discordance entre la Réforme Agraire préconisée par ce document épiscopal et les enseignements traditionnels du Magistère Suprême de l'Eglise.

360 pages. — Quatre éditions en portugais, 29.000 exemplaires.



- **Les CEBs... on en parle beaucoup, on en sait peu de chose. — La TFP les décrit telles qu'elles sont (1982)**

Plinio Corrêa de Oliveira
Gustavo Antonio Solimeo
et Luiz Sergio Solimeo

Donne l'alerte, en se basant sur une opulente documentation, devant l'action de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) comme fer de lance de la gauche dans ce pays, par l'intermédiaire de la vaste et tentaculaire organisation connue sous le nom de Communautés Ecclésiales de Base.



- **Frei, le Kerensky chilien (1967)**

Fabio Vidigal Xavier da Silveira

Considéré comme un livre prophétique quand, en 1970, s'est accomplie la prévision, faite trois années auparavant, de ce que la politique de gauche du président démo-chrétien Eduardo Frei préparait l'avènement d'un gouvernement marxiste au Chili.

208 pages. — Deux éditions en portugais, sept en espagnol et une en italien. Publié à deux reprises dans « Catholicismo » (1967 et 1970) et trois fois dans la revue « Cruzada » de Buenos Aires. Transcrit dans de nombreux journaux et revues de divers pays. Total: 128.000 exemplaires.



- **Le Nationalisme, une inconnue en constante évolution (1970)**

Cosme Beccar Varela Hijo, Carlos F. Ibarguren, Jorge M. Storni, Miguel Beccar Varela et Ernesto P. Burini, membres de la Commission d'Etudes de la Sociedad Argentina de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad.

Montre comment le nationalisme argentin a évolué à partir d'une position traditionnelle catholique et hispanique vers une position de gauche caractérisée.

264 pages. — Trois éditions, six mille exemplaires.



- **Les « Kerenskys » argentins (1972)**

Sociedad Argentina de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad

Dénonce une minorité révolutionnaire en Argentine, constituée par des « crapauds » de la haute finance, des clercs de gauche, des représentants de la presse, des figures du gouvernement et de l'intelligentsia, ainsi que par des professionnels de la politique, dont l'action visait à conduire ce pays vers un socialisme populiste, par l'instauration d'un gouvernement de gauche modéré — en fait très à gauche et fort peu modéré.

192 pages. — Trois éditions, 13.000 exemplaires.

Mgr Antonio de Castro Mayer, récemment encore Evêque de Campos, a publié dans son action marquante à la tête de ce diocèse d'importants documents pastoraux, tous en rapport, médiat ou immédiat, avec la grande controverse déclenchée par l'apparition du progressisme théologique et de la gauche socio-économique dans les milieux religieux brésiliens:



• **Pour un Christianisme authentique (1971)**

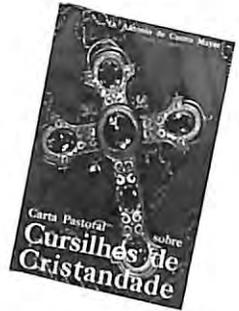
Texte intégral de neuf Lettres pastorales, d'une Instruction pastorale et d'une Circulaire. **Lettres pastorales:** * *Sur les problèmes de l'apostolat moderne* (1953) * *Pour prévenir les fidèles du diocèse contre les artifices de la secte communiste* (1961) * *Chasteté, humilité, pénitence — caractéristique du chrétien, fondements de l'ordre social* (1963) * *Les Documents conciliaires sur la Sainte Liturgie et les instruments de communication sociale* (1963) * *Cohsidérations à propos de l'application des Documents promulgués par le Concile Oecuménique Vatican II* (1966) * *Sur la préservation de la Foi et des bonnes mœurs* (1967) * *Sur le Saint Sacrifice de la Messe* (1969) * *Aggiornamento et Tradition* (1971) * *Instruction pastorale sur l'Eglise* (1965) * *Circulaire sur la révérence envers les Saints Sacraments* (1970)

402 pages. — Deux mille exemplaires. La Lettre pastorale *Sur les problèmes de l'apostolat moderne* a eu aussi une édition française.

• **Lettre Pastorale sur les « Cursilhos de Crisandade » (1972)**

Avertissement sur les erreurs qui s'étaient introduites dans les « Cursilhos de Crisandade » (Petits Cours de Chrétienté), alors très controversés.

112 pages. — Trois éditions en portugais, une en anglais. Publiée intégralement dans « *Catolicismo* ». Total: 96.000 exemplaires.



• **Lettre Pastorale pour le Mariage Indissoluble (1975)**

Exposition précise et accessible de la doctrine catholique contraire au divorce.

64 pages. — Deux éditions en portugais. Transcrite dans cinq journaux et revues de quatre pays. Total: 119.000 exemplaires.

• **Lettre Pastorale sur la Royauté de Notre Seigneur Jésus-Christ (1977)**

64 pages. — Une édition en portugais. Publiée intégralement dans « *Catolicismo* ». Total: 8.500 exemplaires.



• **Lettre Pastorale sur la Médiation Universelle de la Très Sainte Vierge (1978)**

64 pages. — Une édition en portugais. Publiée intégralement dans « *Catolicismo* » et dans « *Cristianità* » (Plaisance, Italie). Total: 13.500 exemplaires.

• **Allende et sa « voie chilienne »... pour la misère (1974)**

Reportage sur l'échec de l'expérience de « socialisme dans la liberté » du gouvernement d'Unité Populaire au Chili, réalisé *in loco*, juste après la chute d'Allende, par des envoyés des TFP argentine, brésilienne et chilienne.

240 pages. — Publié dans les journaux et revues des TFP ou associations similaires du Brésil, Argentine, Bolivie, Colombie, Chili, Etats-Unis, Uruguay et Venezuela. Edité en français sous forme de livre par les Editions Tradition-Famille-Propriété, Paris. Total: 69.000 exemplaires.



• **L'Eglise du Silence au Chili**

— **La TFP proclame la vérité toute entière (1976)**

Sociedad Chilena de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad

Description et analyse du soutien déconcertant qu'une grande partie de l'Episcopat et une large fraction du Clergé chiliens, à la suite du Cardinal-Primat Silva Henríquez, ont apporté au marxiste Allende pour accéder au pouvoir et pour s'y maintenir.

465 pages. — Edité également en Argentine, Colombie, Espagne, France et Etats-Unis. Total: 24.000 exemplaires. Amplement diffusé sous forme résumée au Brésil, en Argentine et en Bolivie.



• **Le crépuscule artificiel du Chili catholique (1973)**

Recueil d'articles du Pr Plinio Corrêa de Oliveira et de manifestes de la TFP chilienne sur les conséquences ruineuses de l'installation du marxisme au Chili.

208 pages. — Edition de l'Alleanza Cattolica, Plaisance, Italie.



• **La gauche dans l'Eglise: « compagnon de route » du communisme dans la longue aventure des échecs et des métamorphoses (1976)**

Comission d'Etudes de la Sociedad Uruguaya de Defensa de la Tradición, Familia y Propiedad

Montre comment une portion influente de la Hiérarchie et du Clergé uruguayens ont soutenu la subversion qui a convulsé le pays durant plusieurs années et qui a eu comme force armée le mouvement guérilléro « tupamaro ».

384 pages. — Deux éditions en Uruguay et une en Espagne. Total: 11.000 exemplaires.





• **Développement et Paix : un socialisme multicolore au service du communisme (1978)**

Jeunes Canadiens pour une Civilisation Chrétienne

Dénonce les tendances marxistes de l'*Organisation Catholique Canadienne pour le Développement et la Paix*, fondée par l'Épiscopat de ce pays pour aider les nations sous-développées.

128 pages. — Edité en français et en anglais.



• **Collection « Dialogues Sociaux » (1967)**

1. La propriété privée est-elle un vol ? — Propriété privée : Droit sacré ou privilège odieux ?
2. Ne doit-on travailler que pour l'Etat ? — La propriété privée : comment peut-elle servir au bien commun ? Quelle est sa fonction sociale ?
3. Épargner pour ses enfants, est-ce antisocial ? — Propriété privée et classes sociales : au service de la famille ou en conflit avec elle ?
4. Un seul patron et tous prolétaires : voilà l'idéal socialiste — Le dirigisme d'Etat : Favorable ou nuisible à la libre initiative et à la dignité humaine ?



Points de la problématique communisme/anticommunisme présentés sous forme à la fois résumée et substantielle, dans le même langage qu'ils revêtent habituellement dans les conversations à la maison ou dans la rue.

32 pages chacun. — Neuf éditions en espagnol et cinq en portugais (seulement des trois premiers). Total: 459.000 exemplaires.



• **Les apparitions et le Message de Fatima selon les manuscrits de Soeur Lucie (1967)**

Antonio Augusto Borelli Machado

Texte des célèbres révélations communiquées en 1917 à Fatima, au Portugal, dans lesquelles Notre Dame avertit le monde du péril que représente l'expansion du communisme. Accompagné de notes explicatives et de commentaires.

96 pages. — Dix-huit éditions en portugais, treize en espagnol et quatre en italien. Publié initialement dans « Catolicismo » et transcrit dans divers journaux et revues de sept pays. Total: 459.000 exemplaires.

Pour comprendre les événements

* Le déroulement désordonné et confus des événements mondiaux produit le sentiment frustrant qu'il « n'y a plus moyen d'y comprendre quelque chose ».

* *Quand on se place dans l'optique de la doctrine catholique, ces événements ont cependant une explication. C'est la lutte permanente entre le Bien et le Mal, entre la cité de l'homme et la cité de Dieu, dont parlent les Saints, en particulier Saint Augustin.*

* « *Catolicismo* » offre à ses lecteurs une analyse des faits à la lumière des enseignements traditionnels de l'Eglise. Il montre comment le monde s'approche du moment culminant où les ennemis de Dieu tenteront le suprême effort pour l'implantation d'un état de choses totalement contraire aux principes de l'Evangile de Notre Seigneur Jésus-Christ. La hargne communiste en est un exemple frappant, elle dont l'impudence, dans les jours que nous passons, touche à son paroxysme.

* « *Catolicismo* » montre que, d'autre part, on peut s'attendre à ce que, en pareille extrême, la Providence Divine intervienne de façon fulgurante pour mettre en déroute les suppôts de satan et planter sur cette terre le Règne du Cœur Immaculé de Marie, selon ce qu'a manifesté la Très Sainte Vierge à Fatima: « A la fin, mon Cœur Immaculé triomphera ». Autrement dit, l'entière application des principes de l'Evangile aussi bien dans la société spirituelle que dans la société temporelle.



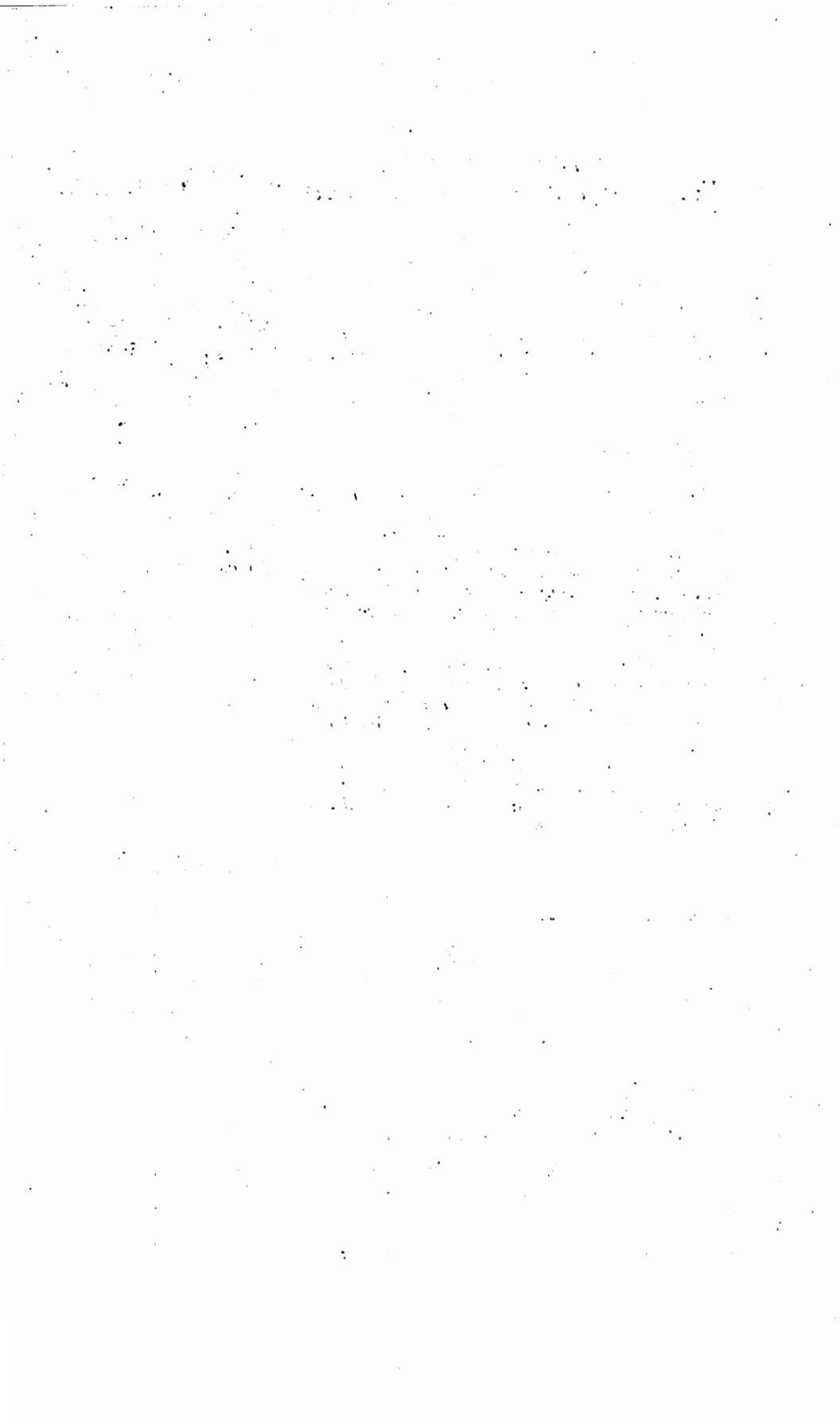
Mensuel de culture et d'actualité



Pour toute commande, veuillez vous adresser à

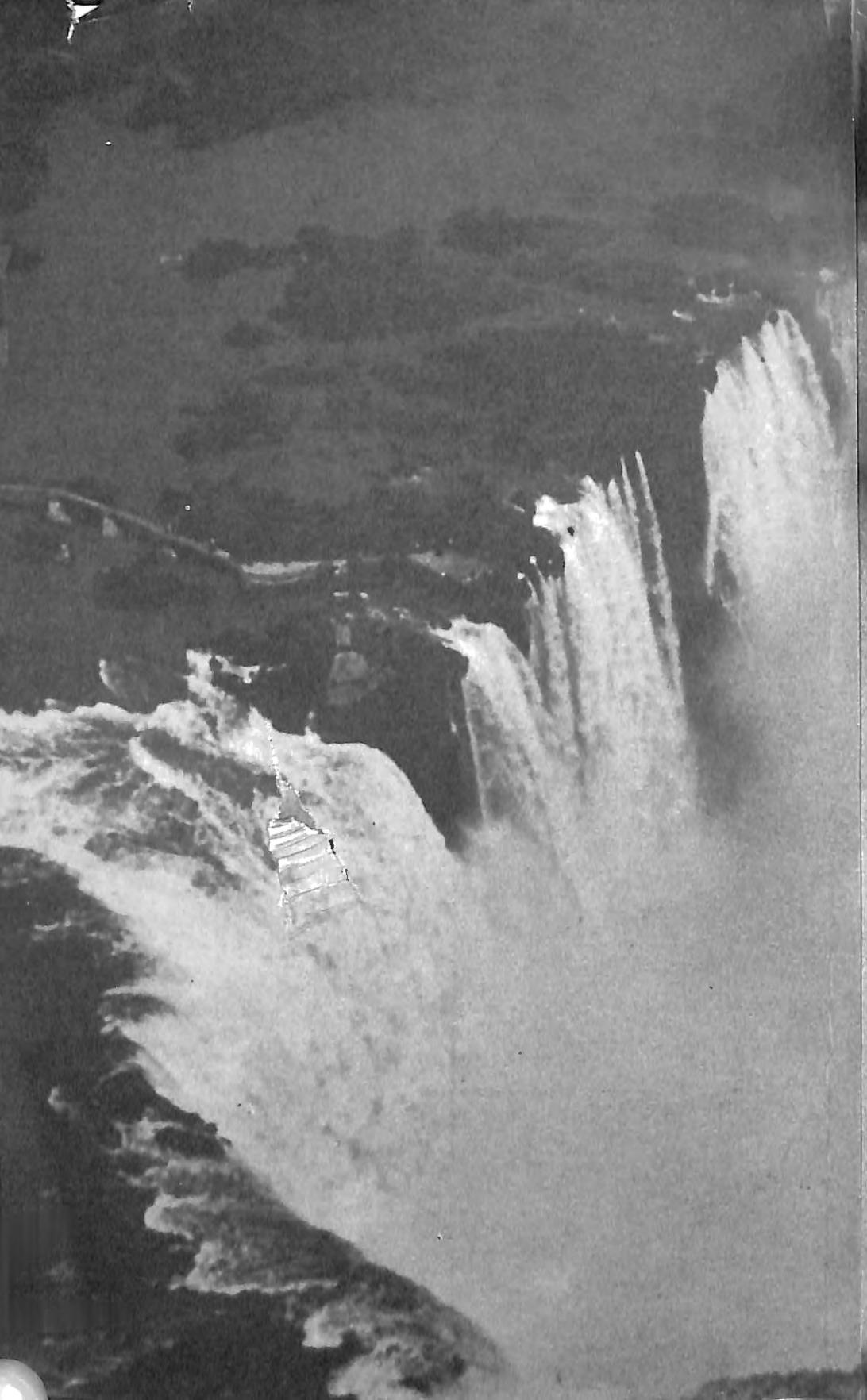
l'Association Française pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété (TFP)

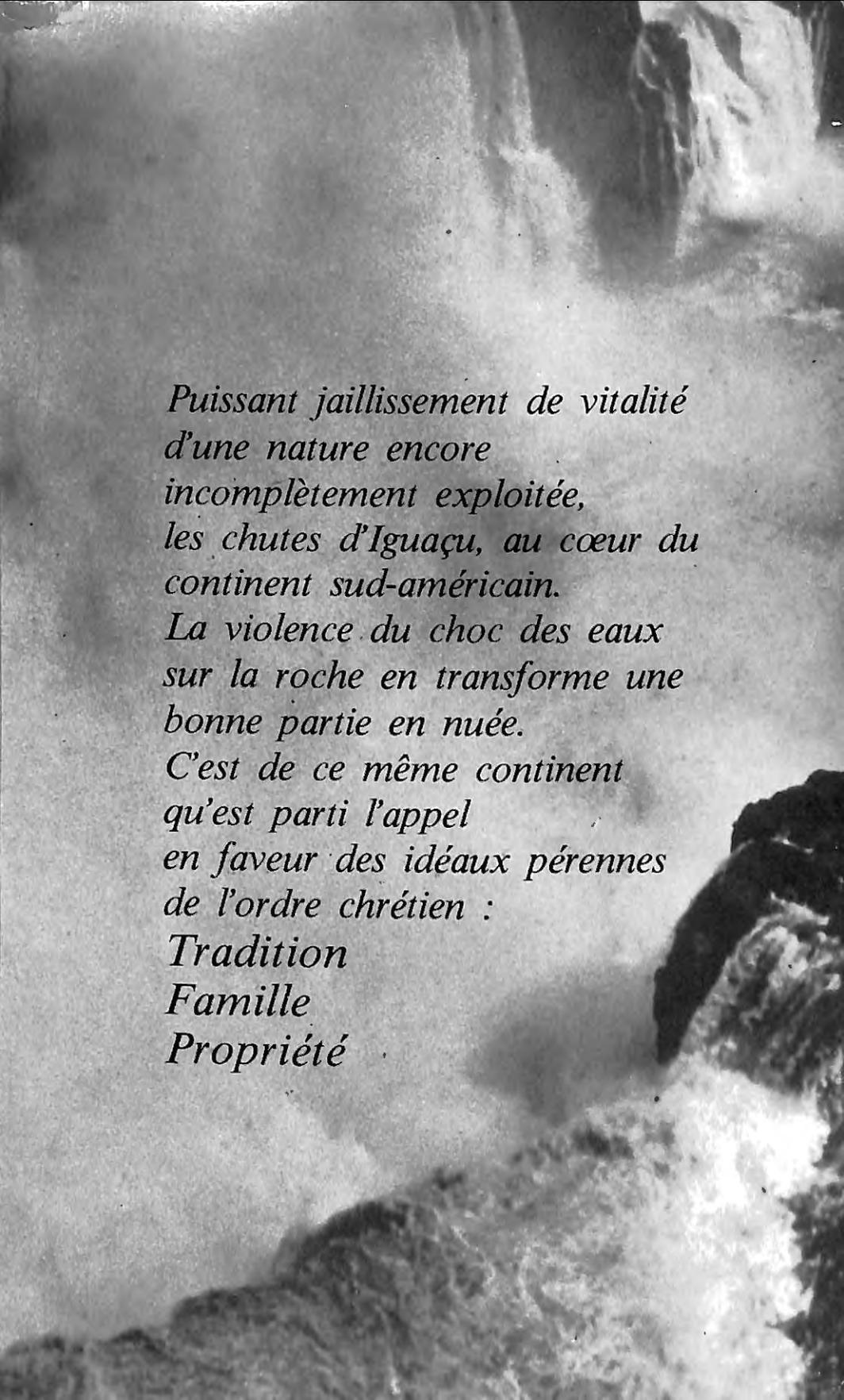
***6, Avenue Chauvard
92600 - Asnières
Téléphone 793-3697***



COMPOSITION — IMPRESSION
S.P.A.G.
39, BD MAGENTA — 75010 PARIS

Dépôt légal : 4^e trimestre 1983





*Puissant jaillissement de vitalité
d'une nature encore
incomplètement exploitée,
les chutes d'Iguaçu, au cœur du
continent sud-américain.*

*La violence du choc des eaux
sur la roche en transforme une
bonne partie en nuée.*

*C'est de ce même continent
qu'est parti l'appel
en faveur des idéaux pérennes
de l'ordre chrétien :*

Tradition

Famille

Propriété

Le P^r PLINIO CORRÊA DE OLIVEIRA est l'auteur d'un mémorable Message où il dénonce le contenu foncièrement communiste — en dépit de certaines apparences contraires — du système autogestionnaire. A l'occasion du scrutin de 1981, le Parti Socialiste a fait miroiter devant l'électorat français cette illusion autogestionnaire, tout en se proposant ouvertement, s'il remportait les élections, de la diffuser à travers le monde entier.

Les Associations pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété — TFP — existantes dans 13 pays — soucieuses de contrecarrer l'expansion du socialisme autogestionnaire — ont diffusé ce document, en publicité, dans 49 des principaux journaux du Monde Libre. Dans les mêmes conditions, il a été offert également à 17 organes de la presse française.

De façon inexplicable, ces derniers se sont tous refusés à le publier; deux d'entre eux, qui s'étaient même déjà engagés par écrit à le faire paraître, se sont dédit arbitrairement quelque temps après.

Ces circonstances invitent à conclure qu'en France la liberté de critiquer l'autogestion est pour le moins très restreinte.

Dans Autogestion socialiste : les têtes tombent à l'entreprise, à la maison, à l'école — Une dénonciation qui a fait le tour du monde, le lecteur trouvera le texte et l'histoire étonnante d'une étude portant sur une matière principalement française, accueillie dans les pages des plus importants journaux dans tous les pays d'Occident, excepté la France.

